EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc et Tangar	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	10 fr.
6 MOIS.....	14 "	16 "	18 "
1 AN.....	26 "	28 "	30 "

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1er de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Treasorier Général du Protectorat. Les paiements
 en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires / La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-reclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	PAGES		PAGES
Exequatur accordé à M Barathon, Louis, Eugène en qualité de vice-consul honoraire de Suède à Casablanca.	382	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 modifiant la composition des djemâas de tribus des Aït Ouahi, et des Mzeurfa, Aït Abbou, Aït Ali ou Lahcen et Khezazna, de la confédération des Zemmour.	389
Dahir du 21 janvier 1924/14 jourmada II 1342 portant classement comme monument historique de l'Eglise portugaise de Safi.	382	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de contrôle civil des Zemmour.	390
Dahir du 21 janvier 1924/14 jourmada II 1342 portant classement comme monument historique du palais de la Bahia à Marrakech.	382	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Khemisset.	391
Dahir du 23 janvier 1924/16 jourmada II 1342 portant classement comme monument historique du Dar Batha, à Fès El Bali.	383	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil des Zemmour (annexe de Tedders).	391
Dahir du 23 janvier 1924/16 jourmada II 1342 portant classement comme monument historique du Dar Beïda ou palais de Bou Jeloud, à Fès El Bali.	383	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Kénitra.	392
Dahir du 26 janvier 1924/19 jourmada II 1342 portant nomination pour l'année 1924, des assesseurs musulmans, en matière immobilière, près la cour d'appel de Rabat et les tribunaux de première instance de Casablanca, Rabat et Oujda.	383	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination et renouvellement des pouvoirs des membres des djemâas de tribus de la circonscription du contrôle civil de Petitjean.	392
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Ben Ahmed (Chaouïa-sud).	383	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Mechra Bel Ksiri.	393
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Sattal (Chaouïa-sud).	384	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Dar Bel Amri.	394
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres de la djemâa de tribu de l'annexe de Beni Meskân (Chaouïa-sud).	385	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Meknès-banlieue.	394
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus des Oulad Saïd et Oulad Harriz (Chaouïa-centre).	385	Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe d'Ouljet Soltane Oulmès.	395
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 supprimant les djemâas de tribus des Feddala et Moualin El Outa et créant la djemâa de tribu des Moualin El Outa et Feddala (Chaouïa-nord).	386	Arrêté viziriel du 12 janvier 1924/5 jourmada II 1342 relatif à l'application de la taxe urbaine à Azrou.	396
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de Chaouïa-nord.	386	Arrêté viziriel du 12 janvier 1924/5 jourmada II 1342 relatif à l'application de la taxe urbaine à El Hajeb.	396
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil des Zaër (Rabat).	387	Arrêté viziriel du 12 janvier 1924/5 jourmada II 1342 ordonnant une enquête en vue du classement, comme monument historique, du Dar Adiyel à Fès.	397
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil de Raba-banlieue.	388	Arrêté viziriel du 13 janvier 1924/7 jourmada II 1342 portant remplacement de six membres de la commission de recensement de la taxe urbaine de la ville de Taourirt.	397
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 modifiant la composition de la djemâa de tribu des Sehoul (Salé).	389	Arrêté viziriel du 15 janvier 1924/8 jourmada II 1342 déclarant d'utilité publique la construction d'une maison cantonnière au P. H. 29 k. + 8 de la route n° 1 de Casablanca à Rabat et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cet effet.	397
Arrêté viziriel du 30 décembre 1923/21 jourmada I 1342 portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil de Salé-banlieue.	389	Arrêté viziriel du 21 janvier 1924/14 jourmada II 1342 autorisant une loterie au profit de « l'Association des invalides, mutilés et anciens combattants italiens de la Grande guerre » de Casablanca.	398

Arrêté viziriel du 23 janvier 1924 (16 jourmada II 1342) fixant les limites du domaine public aux merdjas du Beth et du R'dom (région du Rab)	398
Arrêté viziriel du 26 janvier 1924 (19 jourmada II 1342) fixant le régime de l'admission temporaire des toiles de jute destinées à la confection de sacs	399
Arrêté viziriel du 2 février 1924 (25 jourmada II 1342) portant désignation des notables de la ville d'Azemmour appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville, pour l'année 1924	399
Arrêté viziriel du 5 février 1924 (29 jourmada II 1342) homologuant les opérations de délimitation du terrain guich des Ait Ourhidi, situé sur le territoire makhzen de la tribu des Beni M'tir (circonscription administrative des Beni M'tir)	400
Arrêté résidentiel du 15 février 1924 portant création d'un bureau de renseignements du territoire de Fès	401
Décision du secrétaire général du Protectorat fixant le programme et les conditions d'un concours pour un emploi de rédacteur de 5 ^e classe réservé aux commis principaux et commis du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat	401
Décision du secrétaire général du Protectorat modifiant la décision du 7 février 1924 portant fixation, pour l'année 1924, du nombre de places à réserver aux pensionnés de guerre dans les emplois autres que ceux de commis prévus aux annexes 2 et 3 du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340)	402
Arrêté de l'inspecteur général des postes et des télégraphes, directeur de l'Office marocain, portant création et ouverture d'un poste téléphonique public à Chemaïa	402
Arrêté du contrôleur civil chef de la région de la Chaouïa concernant la liquidation des biens Mannesmann, séquestrés par mesure de guerre	402
Avis de la direction générale des travaux publics. — Application de l'article 17 du règlement minier	403
Création d'emploi	403
Nominations et promotions dans divers services	403
Classement et affectations dans le personnel du service des renseignements	404
Erratum au B. O. n° 590 du 12 février 1924 page 260	404

PARTIE NON OFFICIELLE

Situation politique et militaire à la date du 15 février 1924	404
Avis concernant l'examen des bourses de l'école industrielle et commerciale de Casablanca en 1924	405
Statistique pluviométrique du 10 au 20 février 1924	405
Avis concernant l'examen d'aptitude aux bourses dans les lycées et collèges en 1924	405
Situation de la Banque d'État du Maroc au 31 décembre 1923	405
Liste nominative du personnel médical autorisé à exercer au Maroc pendant l'année 1924	406
Avis de mise en recouvrement du rôle des patentes des contrôleurs des Abda et des Doukkala, pour l'année 1923	414
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n°s 1683 à 1692 inclus. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n°s 6341 à 6347 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 4981 ; Réouverture des délais concernant la réquisition n° 2085 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 4981 ; Avis de clôtures de bornages n°s 4638, 4838, 4940, 5008, 5028, 5032, 5065, 5169, 5192, 5207, 5229, 5230, 5273, 5277, 5836 et 5849. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n°s 1021, 1022, 1023 et 1024 ; Avis de clôtures de bornages n°s 704 et 865. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n°s 201 et 202. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n°s 81, 82 et 83	414
Annonces et avis divers	421

PARTIE OFFICIELLE

EXEQUATUR

L'exequatur a été accordé à M. Barathon Louis, Eugène, en qualité de vice-consul honoraire de Suède à Casablanca.

DAHIR DU 21 JANVIER 1924 (14 jourmada II 1342)
portant classement, comme monument historique, de l'Eglise portugaise de Safi.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 février 1914 (17 rebia I 1332) sur la conservation des monuments historiques, complété par le dahir du 4 juillet 1922 (8 kaada 1340) ;

Vu les résultats de l'enquête ordonnée en vue du classement, comme monument historique, de l'église portugaise de Safi, en exécution des prescriptions de l'arrêté viziriel du 9 juin 1923 (23 chaoual 1342) ;

Après avis du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités ;

Sur la proposition de Notre Grand Vizir,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est classée, comme monument, historique l'église portugaise de Safi, telle qu'elle est désignée et délimitée sur le plan annexé à l'arrêté viziriel du 9 juin 1923 (23 chaoual 1341), susvisé, ordonnant l'enquête qui a été effectuée antérieurement au sceau du présent dahir.

Fait à Marrakech, le 14 jourmada II 1342,
(21 janvier 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 21 JANVIER 1924 (14 jourmada II 1342)
portant classement, comme monument historique, du palais de la Bahia, à Marrakech.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 février 1914, (17 rebia I 1332) sur la conservation des monuments historiques complété par le dahir du 4 juillet 1922 (8 kaada 1340) ;

Après avis du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités ;

Sur la proposition de Notre Grand Vizir,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est classé, comme monument historique, le palais de la Bahia, à Marrakech, tel qu'il est figuré sur le plan annexé au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 14 jourmada II 1342,
(21 janvier 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 23 JANVIER 1924 (16 jourmada II 1342)
portant classement, comme monument historique, du
Dar Batha, à Fès El Bali.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 février 1914, (17 rebia I 1332) sur la
conservation des monuments historiques complété par le
dahir du 4 juillet 1922 (8 kaada 1340);

Après avis du directeur général de l'instruction publi-
que, des beaux-arts et des antiquités;

Sur la proposition de Notre Grand Vizir,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est classé, comme monument his-
torique, le Dar Batha, sis à Fès El Bali, tel qu'il est figuré
sur le plan annexé au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 16 jourmada II 1342,
(23 janvier 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

DAHIR DU 23 JANVIER 1924 (16 jourmada II 1342)
portant classement, comme monument historique, du Dar
Beïda ou palais de Bou Jeloud, à Fès El Bali.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 13 février 1914 (17 rebia I 1332) sur la
conservation des monuments historiques, complété par le
dahir du 4 juillet 1922 (8 kaada 1340);

Après avis du directeur général de l'instruction publi-
que, des beaux-arts et des antiquités;

Sur la proposition de Notre Grand Vizir,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est classé, comme monument his-
torique, le Dar Beïda ou palais de Bou Jeloud, à Fès el Bali,
tel qu'il est figuré sur le plan annexé au présent dahir.

Fait à Marrakech, le 16 jourmada II 1342,
(23 janvier 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DAHIR DU 26 JANVIER 1924 (19 jourmada II 1342)
portant nomination, pour l'année 1924, des assesseurs
musulmans, en matière immobilière, près la Cour d'ap-
pel de Rabat et les tribunaux de première instance de
Casablanca, Rabat et Oujda.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 août 1913 (9 ramadan 1331), relatif à
l'organisation judiciaire du Protectorat français du Maroc et,
notamment, son article 3, complété par le dahir du 1^{er} sep-
tembre 1920 (17 hija 1338);

Après avis du premier président de la Cour d'appel de
Rabat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés assesseurs, pour l'an-
née 1924 :

Près la Cour d'appel de Rabat :

Si Larbi Naciri, Si Mohammed el Haouari, titulaires.

Si Taieb Naciri, Si Mohamed el Oudriri, suppléants.

Près le tribunal de première instance de Casablanca

Si Soufi ben el Caïd ez Ziadi, Si Boubeker Harakat, ti-
tulaires

Si Abbès Dinia, Si Ahmed Lahmar, Si Ahmed ben Bra-
him er Rbati, Si Mohamed ben Kania, suppléants.

Près le tribunal de première instance d'Oujda :

Si Mohammed ben Taïeb bel Hossine, Si Boubeker hen
Zekri, titulaires.

Si Mohammed bel Haj Maazouni, Si el Hachemi Berrou-
kech, suppléants.

Près le tribunal de première instance de Rabat :

Si Abdesselam ben Brahim, Si Ali Tarraoui, titulaires.

Si Mohammed ben Ali Dinia, Si Razi ben Mohammed
Sebbata, Si Mohammed ben Ali Slaoui, suppléants.

Fait à Marrakech, le 19 jourmada II 1342,
(26 janvier 1924).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus
de l'annexe de Ben Ahmed (Chaouïa-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335)
créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le
dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336);

Vu les arrêtés viziriels du 3 septembre 1917 (16 kaada

1335) créant des djemâas de tribus dans l'annexe de Beï Ahmed :

Vu l'arrêté viziriel du 20 août 1920 (5 hija 1338) relatif aux djemâas de tribus dans la Chaouïa ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Mlal, les notables dont les noms suivent :

Miloudi ben Haj, Bouchaïb ben el Fqih, Mohammed ben Abdelkrim, Bouchaïb ben Haj Feddel, El Haj Rabah, Haj Tahar ben Fahil, Hamou ben Laidi, Mohammed ben Tahar, Haj Abderrahman ben Haj Driss, Haj Larbi ben Mokhtar, Larbi ben Laroui, Mhammed ben Lahssen, Rahali ben Mohammed, Mohammed ben Abdelkader, El Maati ould Henia, Lahcen ould Hamida, Mhammed ben Abdesslem, Bouazza ben Habeti, Cherki ben Mohammed, El Betah ben Cherki ould Si Bouziane, El Haj ben Tahar, Ahmed ben Haj ould Chaouïa, Si el Haj Tari, El Basri ben Arab.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Menia, les notables dont les noms suivent :

Si Mohammed ben Abdelkader, Mhammed ben Borari, Bouazza ben Moussa, Mohammed ben Bouazza ben Cherki, Tahar bel Haj, Abdelkader ben Abdelkader, Mhammed ben Omar, Tahar ben Fqih, Kerbal ben Haj, Mohammed ben Guessoum, Mhammed ben Omar Thami, Si Zine ben Mohammed, Maarouf ben Maati, Mostefa ben Ali, Si Bouazza ben Azzouz, Si Mohammed ben Haj Hajej, Jilali ben Jilali.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Farès, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Lebci, Mohammed ben Mhammed, Maati ben Mohammed, Jilali ben Hamzaz, Jilali ben Layachi, Bouazza ben Mekki, Jilali ben Lebdaoui, Jilali ben Maati, Allal ben Hammou, Mohammed ben Aziz ben Bouchaïb, Smaïn ben Smaïn, Omar ben Larbi, Mhammed ben Lachemi, Hachem ben Haj el Ayachi, El Afia ben Belkacem, Mhammed ben Ali, Abdelkader ould Mouïda, Jilali ben Zine Dine.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni Brahim, les notables dont les noms suivent :

Mohammed bel Lefqih, Mhammed ben Haj Mohammed, Lahcen ben Abbès, Mohammed ben Ahmed ould Aïcha, Mohammed ben Mhamed ben Ahmed, Fekkak ben Zemmouri, Mohammed ben Ahmed Maizi, Mohammed ben Haj Mohammed Balhouli, Mohammed ben Jilali el Kart, Bouchaïb ben Larach, Mohammed ben Ahmed ben Laroui, Mohammed ben Larbi Zaeri.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Maarif, les notables dont les noms suivent :

Hajej ould Mohammed ben Larbi, Haj Ahmed ben Ali, Haj Larbi ben Maati, Haj Thami ben Haj, Fekkak ben Ahmed, Mohammed ben Tahar, Haj ben Maarouf, Tahar ben Ranem, Mokeddem Mohammed ben Kacem, Bouchaïb ben Hajej, Mokeddem Mohammed ould Mhammed, Khya ould Bennaceur, Bouazza ben Driss, Mohammed ben Larbi Bouazza, Amor ben Keroum, Bouazza ben Ahmed, Ahmed ben Maati, Abdesslem ben Tahar, Maati ben Bouazza, Haj

Hajej ben Abdelkrim, Jilali ben Larbi ben Haj Ahmed, Chafi ben Larbi.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Attou, les notables dont les noms suivent :

Larbi ben Abdesslem, Jilali ben Mohammed ben Ali, Hamadi ould Izza, Mohammed ben Tahar, Mohammed ben Larbi.

ART. 7. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Mhammed, les notables dont les noms suivent :

Bouchaïb ben Ahmed, Haj Bouazza, Mhammed ould Kaba, Ahmed ben Keroum, Taïbi ben Mohammed, Mhammed ben Maati, Mohammed ben Larbi, Abdesslem ben Mohammed, Driss ben Mhammed, Abdelkader ben Bouazza, Maati ben Khatir ould Halima, Boucheta ben Kaddour.

ART. 8. — Les membres de ces djemâas de tribus sont nommés pour une durée de trois années, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 9. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Settât (Chaouïa-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} octobre 1917 (14 rejeb 1335) créant des djemâas de tribus dans l'annexe de Settât ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 août 1920 (5 hija 1338) relatif aux djemâas de tribus dans la Chaouïa ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Mzamza, les notables dont les noms suivent :

Si Abderrahman ben Amor, Si Saïd ben el Haj Abdallah, Si el Bajjaj ben Renati, Si el Haj Taïbi ben Ali Chorfi, Si Mohammed ben el Moudhan, Si el Haj Amor ben Hamra, Si Kacem ben Jilali, Ben Tahar ben Ahmed, Si Ahmed ben Mohammed ben Maizia, Larbi ben Haj el Hassane, Si Bouchaïb ben Mohammed, Si Mohammed ben Hajej el Azouzi,

Si Mohammed ben Taïbi, Ahmed ben Asker, Si Mohammed ben Kerroun, Bouchaïb ben Reghai, Si Madani ben Azzouz, Jilali ben Tahar, Si Mohammed ben Amor, Si Mohammed ben Kacem, Si el Haj Mohammed ben Baïr, Si el Haj Mohammed ben Ali.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Sidi ben Daoud, les notables dont les noms suivent :

Si Ahmed ben Bedda, Si el Ayachi ben Ahmed, Si el Haj Miloudi ben Haj, Si Ahmed ben Aïssaoui, Si Bedda ben Taïbi, Jilali ben Haj Dekhechni, Hammadi ben Cherki, Daoudi ben Mouïmou, Haj Larbi ben Ksir, Haj ben Kaddoum, Mohammed ben Larbi, Larbi ben Hammadi, Bouchaïb ben Jedida, Ben Daoud ben Taïbi, Mohammed ben Kaddour, Si el Haj ben Cherki el Hamri, El Haj ben Roua, El Haj Relis.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Bouziri, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Bouchaïb, Si Bouchaïb ben Bouicha, Hamida ben Haj Cherki, Si Bouchaïb bel Haj Jilali, Mohammed ben Saraoui, Abida ben Daouia, Ben Jilali el Amiri, Mohammed ben Ahmed, Mohammed ben Ahmed Mehaili, Taïbi ben Bouazza el Mhamdi, Si el Bedaoui ben Larbi el Kechachi.

ART. 4. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAÏB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923
(21 jourmada I 1342)**

portant nomination des membres de la djemâa de tribu de l'annexe de Beni Meskin (Chaouïa-sud).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} octobre 1917 (14 rejeb 1335) créant dans la tribu des Beni Meskine une djemâa de tribu ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 août 1920 (5 hija 1335) relatif aux djemâas de tribus de la Chaouïa ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni Meskine, les notables dont les noms suivent :

Cheikh Ameur ben Mohammed, Si Abdelkader Rezouani Messassi, Bedda bel Abbas, Cheikh Allal ben Jilali, Lebdaoui ben Qaddour Hellioui, Cheikh Moussa ben Ahmed, Si Rali ben Rahal Dahmani, Moqaddem Gacem ben Tahar, Si Mohammed ben Madani, Cheikh Rahal bel Kebir, Si Mohammed bel Lefqih, Si Mohammed ben Dahou Khenoussi, Caïd Bouchaïb ben Bou Hafi, Si Mohammed ben Mohammed ben Thami, Cheikh Maati ben Salah, Si Larbi bel Haj el Haouaouri, Caïd Embark ben Larbi, Si Larbi ben Lefqih ben Redouan Khechachni, Si el Kebir ben Larbi Nejimi, Si Mohammed ben Baraka, Si Mohammed bel Haj Abdalaoui, Si Bouazza ben Haj es Salmi.

ART. 2. — Les membres de cette djemâa sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 3. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923
(21 jourmada I 1342)**

portant nomination des membres des djemâas de tribus des Oulad Saïd et Oulad Harriz (Chaouïa-centre).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu les arrêtés viziriels du 1^{er} octobre 1917 (14 hija 1335) créant des djemâas de tribus dans l'annexe des Oulad Saïd ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 octobre 1921 (27 safar 1340) créant la djemâa de tribu des Oulad Aarif et Gdana ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 septembre 1917 (16 kaada 1335) créant la djemâa de tribu des Oulad Harriz ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 janvier 1922 (29 jourmada I 1340) relatif aux djemâas de tribus des Oulad Saïd ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Moulain el Hofra, les notables dont les noms suivent :

Larbi ben Moussa, Ben Daoud ben Abbas, Bouchaïb ben Ahmed, Mohammed ould Moul Sokhra, M'hamed ben el Haj, M'hamed ben Bouchaïb, Amor ben Ahmed, Abbas ben Bouchaïb, Mohammed ben Larbi, Rahal ben el Haj, Amor ben Mohammed ben Zerouala, Ranem ben Mohammed, Larbi ben Haj el Hafian, Mohammed ben Bouchaïb, Droui ben el Aoudi, Mohammed ben Haj Amor, Mohammed ben Haj Bouselham, Bou Azza ben Haj Abbas, Haj Hammou ben Kaddour, Haj Mohammed ben Haj Lahsen.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Abbou, les notables dont les noms suivent :
Smahi ben Ahmed, M'hamed ben Rokaa, M'hamed ben Jilali, Bouchaïb ben Amor, Abderrahman el Haddaoui, Jilali ben Abdesslam, Mohammed ben Bouazza, Jilali ben Zemzani, Mohammed ben Moumou.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Hedami, les notables dont les noms suivent :

Abdelkhaleq ben Amor, Cheikh Jilali ben Tahar, Si Lahsen ben Ali, Mokhtar ben Haj Bouchaïb, Mohammed ben Lahsen, Rahal ben Hammou, Ali ben Menni, Cheikh Mbarek ben Saïd, Amor ben Haj Larbi, Abdelqader ben Haj Ahmed, Moqadem Thami ben Bouchaïb.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Arif et G'Dana, les notables dont les noms suivent :

Rahal ben Mohammed ben Amor, Mohammed ben Ahmed ben Abdesslam, M'hamed ben el Kasmia, Bouchaïb ben el Mekki, Bouchta ben Haj el Hafian, Mohammed ben Bouchaïb ben Amor, Bouchaïb ben Haj Ahmed, Mohammed ben Khallouq, Abdallah ben Ahmed ben Yamani, Mohammed ben Haj ben Saïd, Larbi ben Haj Ahmed, Larbi ben Bouchaïb, Ahmed ben Bouazza, Mohammed ben Larbi Zeroual.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Harriz, les notables dont les noms suivent :

Cheikh Ahmed ben Haj Jilali, Mohammed ben Allal, Bouchaïb ben Haj Bouchaïb Reray, El Haj ben el Ayachi, Cheikh Reguig ben Haj Ali, Mohammed ben Touhami, Si Mustapha ben Abdesslam, Si Salah ben Haj Jilali, Cheikh Bouazza ben Haj Abdesslam, El Hadj ben Smaïl, Haj Saïd Doukkali, Cheikh M'hamed ben Moussa, Haj Mohammed Medhous, Cheikh Laidi ben Houcine, Mohammed Oulad Larbi ben Ali, El Haj Mohammed el Asri, Mohammed ben Ali Balazi, Si Thami ben Abdalkader, Hamou ben Ahmed ben Messaoud, Si Abdallah ben Anaya, Si Driss Rahali, Cheikh Ali ben Boubekour, Bouchaïb Khriboche.

ART. 6. — Ces nominations auront effet à compter de la promulgation du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 1926.

ART. 7. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,*

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

supprimant les djemâas de tribus des Feddala et Moualin El Outa et créant la djemâa de tribu des Moualin El Outa et Feddala (Chaouïa-nord).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 juillet 1917 (10 chaoual 1335) créant dans la tribu des Feddala une djemâa de tribu ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 septembre 1917 (16 kaada 1335) créant dans la tribu des Ziaïda Moualin el Outa une djemâa de tribu ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La djemâa de tribu des Feddala et la djemâa de tribu des Moualin el Outa sont supprimées.

Les arrêtés viziriels du 30 juillet 1917 (10 chaoual 1335) et du 3 septembre 1917 (16 kaada 1335) susvisés sont abrogés.

ART. 2. — Il est créé pour la tribu des Feddala et pour la tribu des Moualin el Outa une djemâa de tribu dénommée « djemâa de tribu des Moualin el Outa et Feddala ».

ART. 3. — Le nombre des membres de cette djemâa est fixé à 10, ainsi répartis :

Moualin el Outa : 9 membres ;

Feddala : 1 membre.

ART. 4. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

Le Maréchal de France.

*Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de Chaouïa-nord.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 juillet 1917 (10 chaoual 1335) créant une djemâa de tribu dans la tribu des Feddala (Boulhaut) ;

Vu les arrêtés viziriels du 3 septembre 1917 (16 kaada 1335) créant des djemâas de tribus dans le contrôle de Chaouïa-nord ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 août 1920 (5 hija 1338) relatif aux djemâas de tribus de la Chaouïa ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 mai 1922 (22 ramadan 1340) relatif à la djemâa de tribu des Ahlaf et Mellila (Boucheiron) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1923 (21 joumada I 1342) créant la djemâa de tribu des Moualin el Outa et Feddala ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Médiouna, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Larbi ben Caïd, Abdesslam ben Mohammed Jerrari, Mohammed ben el Mekki el Amamri, Mohamed ben Youcef Mejati, Ahmed ben Ali Etadaoui Derbani, Kaddour ben Haj Ahmed Bouazizi.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Ziane, les notables dont les noms suivent :

Bouchaïb ben Zeroual, Hocine ben Hammou, Si Mohammed ben Maati, Thami ben Abdelkader, Si Amor ould Si Maati, Tahar ben Bouchaïb, Lhassen ould el Haj Lhassen el Khacoumi, Cheikh Mohammed ben Ahmed, Si Abdelkader ben Hadad, Thami ben Abdallah el Houari.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Zenata, les notables dont les noms suivent :

Abdennebi ben Haj Lahcen, Cheikh el Kebir ben Ali, Si Abdeslam ben el Khobzi, Cheikh Thami ben Brahim, Maati ben Haj Ahmed, Thami ben Haj Bouchaïb, Mohammed ben Ali ould Hadda.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Cebbah et Oulad Ali, les notables dont les noms suivent :

Cheikh Larbi ben Himeur, Bou Ali ben Sliman, Miloudi ben Thami, Mohammed ben Serir, Abdesslam ben Bouazza ben Mohammed, Mohammed ben Hachemi, Mohammed ben Bouchaïb, Ali ben el Arabi, Bouazza ben Taieb, Jilali ben Retal, Mohammed ben Jilali, Ahmed ben Abdallah, El Haj Bouchaïb ben el Haj, Si Bouchaïb ould Maarnia, Ben Daoud ben Rerib.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ahlaf et Melilla, les notables dont les noms suivent :

Abdallah ben Ali ben el Haj, Mohammed el Meskini, Si Bouchaïb ben el Haj, Cheikh Mohammed ben Hammou, Larbi ben Abdeslam, Si ben el Haj ben Jilali, El Haj Larbi ould ben Cherqui, Larbi ben Hammou, Cheikh Si Mohammed ben Bouazza, Si Ahmed ben el Haj Mohammed, Larbi ben Cheikh Ahmed.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Moualin Raba, les notables dont les noms suivent :

Larbi ben el Kebir, Abdelkader ould Kacem, Jilali ben Kamel, Taïbi ben Ahmed, Larbi ben Abdelkader, El Haj ben Mekki, Si Mhammed ben Larbi, Ben Rahel ben Serir, El Ourak ben Haj Embarek, Mohammed ben Jilali, El Razi ben Salah, El Hassan ben Larbi, Leheb ben Moussa, Ma-

joub ben Smain, El Mekki ben el Haj, Ahmed ben Bouabib, Si Mohammed ben Bouchaïb, El Kebir ben Toubib, Si Mohammed ben Ahmed, Ben Cherki ben Larbi, Khalifa ben Thami, Mohammed ben Maati, Tahar ben Bachir.

ART. 7. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni Oura, les notables dont les noms suivent :

Driss ben Si ben Saïd, El Maati ben Thami, Salah ben Abdelkader, Mohammed ben Jilali, Salah ben Amor, Rezouani ben Haj, Ahmed ben Nacer.

ART. 8. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Moualin el Outa et Feddala, les notables dont les noms suivent :

Thami ben Mohammed ben Ahmed, Abdelkader ben Haj, Abbou ben Haddi, Abdelkader ben Mhammed, Mohammed ben el Hachemi, Abdallah ben Sadia, Mhammed ben Ali, Mohammed ben el Mir, Ali ben Larbi, Abdallah ben Touhami.

ART. 9. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 10. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 joumada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 joumada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil des Zaër (Rabat).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 octobre 1917 (3 moharrem 1336) créant les djemâas de tribus du contrôle des Zaër ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Bdîr, les notables dont les noms suivent :

Hammou ben Achir, Lahsen ben Taïbi, Bou Amor ben

Kaddour, Mohammed ben el Haj Layachi, El Fathmi ben Mohammed, Idriss ben Bouazza, El Haj ben el Khelifia, Abdelmalek ben el Haj, Bel Fkih ben el Kebir, Ben Hammou ben Baïz, Cherki ben Larbi, Ben Kaddour ben Brika, Ben Almed ben Lahsen, Bouazza ben Ali, Hammani el Kihel, Haddou ben el Habchi, Kaddour ben Lahsen, El Ayachi ben Mohammed, Miloudi ben Embarek, El Bahloul ben Naceur, Bouazza ould Bahia.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Mimoun, les notables dont les noms suivent :

Abdelouahad ben Darni, Bouazza ben Rerib, Mohammed ben Salah, Chiheb ben Hammou, Bouazza ben Schaimi, Mhammed ben Layachi, El Anaya ben Jilali, Ali ben Driss, Abdelkader ben Bouazza, Assou ben Mehidi, Ben Embarek ben Larbi, Ali ben Abdesslam, Rahou ben el Hilaa, El Maati ben Ali, Bouazza ben Ali.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Nedja, les notables dont les noms suivent :

Ahmed ben Baïz, Kaddour ben Daho, Ben Khallouk ben Belkacem, Mfadel ben Sliman, Allal ben Bachir, Boubekeur ben Moul Bled, Moussa ben Bouazza, Ben Attia ben Mejob, Bouazza ben Layachi, Ahmed ben el Haj, El Kebir ben Bouazza, Abdelaziz ben Kaddour, M'hammed ben Boubekeur, M'hammed ben Larbi, Bou Amor ben Bettach, El Maati ben Hammani, Fathmi ben Haddou, Si Larbi ben Embarek, Boubekeur ben Guendoudi.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ben Abid-Rehamna-Oulad Taieb, les notables dont les noms suivent :

Ali ben Omar, El Hassan ben el Haj Bougtib, Bou Amor ben Larbi, Hammani ben Lekbir, Baïz ben Kassou, El Maati ben Ali, Amor ben Houssine, Ali ben Daoud, Abderrahman ben Abd-Errema, Ali ben Laouari.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Selamna-Ahlalif-Rouached-Oulad Daho, les notables dont les noms suivent :

Larbi ben Sliman, Mohammed ben Smaïn, Ali ben Assou, Bouchaïb ben Sahnoun, Mohammed ould Bou Tahar, Assou ben Bou Amor, Mohammed ben Bihi, Bouazza ben el Kebir, Ahmed ben Cheikh, Layachi ben Abdelkamel, Belkacem bel Hafiane, El Kebir ben M'hammed, Bou Amor ben Mbarek, El Arabi ben Bouazza, Mohammed ben Douimi, Lahsen ben el Maati, Mohammed ben Abdesslam, Embarek ben el Horma, Mohammed ould Kheribech, Ahmed ben Mfadel, Bouchaïb ben Larbi, Bou Amor ben Mohammed, Bou Amor ben Jilali, Mohammed ben Abbou, Mohammed ben Abdallah, Bouchaïb ben Naceur, Ali ben Kacem.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Mkhaliif, les notables dont les noms suivent :

Moussa ben Ali, El Asri ben Mbarek, Hafid ben Kostalli, Bou Amor ben Mhammed, Lakhdar ben bou Attia, Ahmed ben Ali, Ali ben Lanaya, Miloudi ben Saïd, Ben Saïd ben el Maati, Layachi ben Lachemi, Mohammed ould Doukkalia, Mohammed ben Zahaf, Ben Ali ben Hammani, Mohammed ben Farhoun, Mhammed ben Hammani, Mhammed ben Bouazza, Dahan ben Layachi, Lahsen ben Embarek, Bouazza ben Embarek.

ART. 7. — Ces nominations auront effet à compter de la promulgation du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 1926.

ART. 8. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

MOHAMMED EL MOKRI.

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil de Rabat-banlieue.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu les arrêtés viziriels du 17 novembre 1917 (1^{er} safar 1336) créant des djemâas de tribus dans le contrôle civil de Rabat-banlieue ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 janvier 1921 (27 rebia II 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région civile de Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aarab, les notables dont les noms suivent :

Benzekri ben Abdelkader, Mokaddem Amara ben Aïssa, Driss ben Lhassen, Kacem ben Allal, Si Mohammed ben Ahmed ould Zihrou, Abdelkader ben el Ayachi, Mohammed ben Allal, El Haj Hammou ben Larbi, Benaceur ben el Haj ben el Houari, Bouchiha ben Ali, Abdelkader ben Mohammed, Larbi ben Azza, Hammou ben Jilali, Ben Lahsen ben Tahar, Lemfeddel ben Tounsi, Jilali ben Mhammed, Mohammed ben Abdesslam, Bouzeguern ben Maati.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oudaïn, les notables dont les noms suivent :

Rekkou ben Allal, Si Mohammed ben Jilali, Ahmed ben Abdesslam, Si Mohammed ben Thami, Jilali ben bou Rhil, Mohammed ben Jilali, Mohammed ben el Herd, Benaceur ben Ahmed, Kaddour ben Mhammed.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Haouzia, les notables dont les noms suivent :

Si Ahmed ben Hammani, Jilali ben Azzouz, Abdenebi ben Jilali, Bouchaïb ben el Haj.

ART. 4. — Les membres de ces djemâas sont nommés

pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

modifiant la composition de la djemâa de tribu des Sehoul (Salé).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 20 octobre 1917 (3 moharrem 1335) créant dans la tribu des Sehoul une djemâa de tribu ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification à l'article premier de l'arrêté viziriel du 20 octobre 1917 (3 moharrem 1335) susvisé, le nombre des membres de la djemâa de tribu des Sehoul est fixé à 20.

ART. 2. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil de Salé-banlieue.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu les arrêtés viziriels du 20 octobre 1917 (3 moharrem 1335) créant des djemâas de tribus dans le contrôle civil de Salé ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 janvier 1921 (27 rebia II 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région de Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1923 (21 jourmada I 1342) modifiant la composition de la djemâa de tribu des Sehoul ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ameer, les notables dont les noms suivent :

Benaïssa ben Lachemi, Bouazza ben el Mekki, Abdelmoula bel Haj, Abdeslem ben Jilali, Larbi ben Miloudi, El Maati ben Larbi, Bouazza ben Jilali.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Sehoul, les notables dont les noms suivent :

Bouazza ben Rahal, Jilali ben Zine ed Dine, Jilali ben Mansour, Abdesslam ben Mohammed, Larbi ben el Rarbaoui, El Maati bel Arbi, Miloudi ben Cheikh, Abdelkader bel Razi, Mohammed ben Hassan, Larbi ben Allam, Si ben Saïd ben Saïd, Brahim ben el Habid, Benaïssa ben Jilali, Benacer ben Benacer, Touhami ben Serir, Lahcen ben Haj, El Guezouli bel Hachemi, Ahmed ben Allal, Mohammed Benaïssa el Mefalhi, Ben Daoud bel Haj.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Hossein, les notables dont les noms suivent :

El Kebir ben Bouazza, Ahmed ben Bouazza, Larbi ben Maati, Bouazza ben Madani, Benaceur bel Hachemi, Abdelaziz ben Hammou, Mohammed ben el Mazouzi.

ART. 4. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

modifiant la composition des djemâas des tribus des Aït Ouahi, des Mzeurfa, Aït Abbou, Aït Ali ou Lahcen et Khezazna, de la confédération des Zemmour.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 novembre 1917 (1^{er} safar

1336) créant des djemâas de tribus dans la confédération des Zemmour, modifié par l'arrêté viziriel du 8 janvier 1921 (27 rebia II 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région civile de Rabat et par l'arrêté viziriel du 18 février 1922 (20 joumada I 1340) relatif aux djemâas de tribus de l'annexe de Tedders ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 17 novembre 1917 (1^{er} safar 1336) susvisé, le nombre des membres de la djemâa de tribu des Mzeurfa, des Aït Abbou, des Aït Ali ou Lahcen et des Khezazna est fixé comme suit :

Mzeurfa : 14 membres ;

Aït Abbou : 17 membres ;

Aït Ali ou Lahcen : 12 membres ;

Khezazna : 10 membres.

ART. 2. — Par modification au paragraphe a) de l'article premier de l'arrêté viziriel du 8 janvier 1921 (27 rebia II 1339) susvisé, le nombre des membres de la djemâa de tribu des Aït Ouahi est fixé à 11.

ART. 3. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 joumada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAÏB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 joumada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil des Zemmour.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 novembre 1917 (1^{er} safar 1336) créant des djemâas de tribus dans la confédération des Zemmour ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 janvier 1921 (27 rebia II 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région civile de Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 décembre 1923 (21 joumada I 1342) modifiant la composition des djemâas de tribus des Mzeurfa, Aït Abbou, Aït Ali Ou Lahcen, Khezazna et Aït Ouahi ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Bou Yahia, les notables dont les noms suivent :

Hamadi ou Saïd, Moulay Abdallah ben Dahman, Thami ben Driss, Hammadi ben Bouazza, Abbou ben ben Saïd, Moulay Abdesslam ben Larabi, Houcine ben el Houcine ben Laidi.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Mzeuria, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Filali, Ben Ahmed ben Hamadi, Allal ben Ahmed, Lahsen ben Allal, Larbi ben el Ayachi, El Haj ben Maati, Khiati ben Kacem, Ben Mehdi ben Bouazza, Si Abdelkrim ben el Haj, Si Hamadi ben Assou, Ben Achir ben Raho, Lahsen ben Baiz, Si Abdallah ben el Razi, Bouselham ben Aneur.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Hedjama, les notables dont les noms suivent :

Bouazza ben Assou, Ali ben M'Barek, Ahmed ben Dahman, Moussa ben Belaid, Assou ben Herriout, Larbi ben Lhachemi.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Ali Ou Lahcen, les notables dont les noms suivent :

Ali ou Lahcen, Mhammed ben Hammadi ou Khellouk, Ali ou el Haj, Laroussi ben el Ayachi, El Razi ben Omar, Hammadi ben Si Mohammed, Larbi ben Houssine, El Razi ben el Haj, El Ayachi ben Mohammed, Lahsen ben Hammou, Tahar ben Bezazi, El Razi ben Tahar.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Kotbiyines, les notables dont les noms suivent :

Miloud ben Rehalia, Hammadi ben Larbi, Tami ben Brahim, Mohammed ben Assou, Larbi ben Larbi, Ranem ben Baiz, Abdelkader ben Ahmed, Hamidaould Ali, El Mahjoub ben Jalida, Mohammed ben el Fekih, Mohammed ben el Haj, El Ayachi ben Chiheb, Bouazza ben Hammadi, Bouazza ben el Haj, Allal ben el Haj, Rezouk ben Lahsen, Hammadi ben Laroussi, Si Larbi ben Hammou.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Khezazna, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Omar, Mohat ben Houssine, Heïda ben Mohammed, Mohammed ben Jait, Jilali ben bou Saaden, Omar ben Mellouk, Jout ben Abbès, El Raziould Abdallah, Hammadiould Akka, Ben Abbès ben Salah.

ART. 7. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Ouahi, les notables dont les noms suivent :

Hammou ben Haj, Mohammed ben Haj, Raho ben Ichi, Mohtata ben Hammou, Khechina ben Ali ou Haj, Bouazza bou Tiliset, Houssine ben Ali, Omar ben Hassan, Mohammed ben Badi, Abbès ben Jilali, Hamou ben Aziz.

ART. 8. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Abbou les notables dont les noms suivent :

Ben Haddou ben el Houss, Ou Ayach ben Tahar, Ahmed ben Allal, Moussa ben Saïd, El Bekkal ben Bennaceur, Omar ben Lahcen, Akka ou Mansour, Assou ben Si Moussa, Bouazza ben Jilali, Haddou ben Driss, Hossein ben Mina, Jilali ben Hammadi, El Razi ben Aliouat, El Yazid ben Bennaïssa, Akka ben Aïssa, Ali ou el Haj, El Razi ben Rezouk.

ART. 9. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Belgacem, les notables dont les noms suivent :

Omar ben Hammadi, Moussa ben Akka, El Raziould

Akka Njat, Smain ben Hammadi, El Razi ben Jaoub, Ayout ben Ayout, Bennaceur ben Haddou, Hammou ben Bouazza, Hamadi ou Brahim, El Mahjoub ben Hammadi.

ART. 10. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 11. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexé de Khémisset.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 novembre 1917 (1^{er} safar 1336) créant des djemâas de tribus dans la confédération des Zemmour ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jourmada I 1339) relatif aux djemâas de tribus de la région de Meknès ;

Vu les arrêtés résidentiels du 28 février et 11 avril 1921 portant modification à l'organisation territoriale des régions de Meknès et de Rabat ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Messaras, les notables dont les noms suivent ;

Lhassen ben Soudan, Allal ben Haddou, Benaïssa ben Abi, Maatiould Moulouk, Ben Tahar ben Ali, Haddou ben Abdellah, Lhassen ben Bouazza, Amarould Mohammed, Allalould Larbi, Sliman ben Hamadi, Benaïssaould Akka, Mohammedould Aomar, Haddouould Haj, Allal Bertiah, Kacemould Ali, Saïdould Larbi.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Kabliines, les notables dont les noms suivent :

Haminadi ben Attahou, Larbi ben Benaïssa, Ben Achir, Si Allalould Maati, Hammadiould Thami, El Maati ben Chana, Bekkal ben Brahim, Jilali ben Ali, El Ouafi ben Hammadi.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de

tribu des Aït Ouribel, les notables dont les noms suivent :

Mohammedould el Gout, El Bekkal ben Omar, Hammadi ben Naceur, Si Saïdould Hammadi, Hammadi ben Lhassenould Rilil, Si Mohammedould Amedah, Si Bouazza ben Ahmed, Moulay Belkacem Chebahi, Zebaïr ben Mohammed, Moulay Lhassen Fernetchi, Belkacem ben Hammadi, Hammadi ben Ali, Mohammedould Taabach, Abdesslem ben Bouazza.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Yaddine, les notables dont les noms suivent :

Si ben Haddou ben Mohammed, Driss ben Bou Azza, Moulay Haddou ben Harak, Si Mohammed ben Bouazza, Moulay Thami ben Abdalkader, Moulay Bou Azza ben Ali, Si Hammadi ben Karrouch, Si el Mekki Boukentar.

ART. 5. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 6. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus du contrôle civil des Zemmour (annexe de Tedders).

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 février 1922 (20 jourmada II 1340) relatif aux djemâas de tribus de l'annexe de Tedders et créant dans ladite annexe les djemâas de tribus des Haouderran et des Beni Hakem ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Haouderran, les notables dont les noms suivent :

Mohammed Ou Driss, Drissould Si Hammou, Omarould Saoud, Hammadiould Haddou, Ali Ou Mohammed, Benaïssaould Hammou, Cheikh Belaid ben Hammadi, Drissould Habechan.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni Hakem, les notables dont les noms suivent :

Caïd El Abid ould Si Bouazza, Thami ould ben Moussa, Soussi ould Mohammed, Caïd Salah ould Oufrid, Bel Razi ould bel Razi, Drier ould Bouazza Ou Hamamou.

ART. 3. — Ces nominations auront effet à compter de la promulgation du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 1926.

ART. 4. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir
Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Kénitra.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 décembre 1917 (29 safar 1336) créant les djemâas de tribus dans la circonscription de Kénitra ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jourmada I 1339) relatif aux djemâas de tribus dans la région civile du Rab ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ameer Seflia, les notables dont les noms suivent :

Si Bouazza ben Aïssa, Si Mohammed ben Jilali, Ahmed ben Amram, Bousellem ben Yamani, Mansour ben Mohammed, Mansour ould ben Ahmed, Saïd ben Mohammed, Mansour ben Ali, Kacem ben Taïbi, Ben Amor ben Mohammed, Si Mohammed ben Sahimi, Bousellem ben Harti, El Miloudi ben Allal, Mohammed ben Haj.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ameer Haouira, les notables dont les noms suivent :

Larbi ben Aomar, Alla ben Maati, Salah ben Moussa, Jilali Harri, El Maati bel Heurch, Si Mohammed ben Ali, Mohammed ben Taïbi, Abdelkader ben Aïssa.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ameer Mehedy, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Abdi, Jilali ben Mostafa, Mohammed ben Jilali, Khachane ben Soussi, Hammou ben Hamani, Berek ben Larbi, Si Mohammed ben Aouad, Boukhaber ben Daoud.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Ouled Naïm, les notables dont les noms suivent :

El Arabi ben Sahli, Mohammed ben Abdelkader, Mohammed ben Mira, Mohammed ben Mhammed ben Ali, Mohammed ben Flaïch, Thami ben Chaoui, Aliouate ben Benaïssa ben Tabar, Mohammed ben Khehal, Jilali ben Farhoun, Abdelkader ben Hachas, Mohammed ben Si Abdesslem, Abdelkader ben Mohammed ould Homia, El M'Fedal ben Bouknadél, El Kheyat ben Bouazza, Bouazza Chetaïbi, El Madani ben Haj.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Slama, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Razouani, El Maati ould Ali bel Haj, Ben Mansour ould Si Abdallah, Mhammed bel Ahouari, Mohammed ben Ali ben Haj.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Menasra, les notables dont les noms suivent :

Bousellem ould el Kebir, Abdelkader ben el Naer, Si Bousellem ben Jilali, Si Mohammed ben Mansour, Miloudi ben Mokhtar, Si Mohammed ben Zebir, Mellouk ben Mohammed, Sellem ben Zahra, Mohammed ben Bousellem el Khal, Mohammed ould Si Ahmed, Larbi ould el Haj Thami, Si Ahmed ben Habichi, Mhammed ben Haj Yahia, Si Lahsen ould el Haj Ahmed, Mhammed ben Miloudi, Mohammed ben el Haj Bichra, Mohammed ben Renimi, Si Thami ben Kacem, Larbi ben el Kheila, Si Bousellem ould Elhaj K'Nekki.

ART. 7. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 8. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination et renouvellement des pouvoirs de membres des djemâas de tribus de la circonscription de la circonscription de contrôle civil de Petitjean.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 novembre 1917 (5 safar 1336) créant des djemâas de tribus dans la circonscription de Petitjean ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jourmada I 1339) relatif aux djemâas de tribus dans la région civile du Barb :

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Zirara, les notables dont les noms suivent :

Lachemi bel Abbès, Mehjoub ben Hanimou el Amri, El Kholifa ben Ahmed, Saïd ben Abbas Najai, El Hachemi ben Ahmed el Grini, Si Driss ben Ayad, Hammou ben Dahmane el Mkaahl, Si Saïd ben Tahar, Sid el Mostefa el Kasmi, Driss ben Ahmed el Reunimi.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Tekna, les notables dont les noms suivent :

Ahmed ben Kaddour, Laarbi bel Haj Saïd Laaguidi, Mohammed ben Khrouf, Mohammed ben Brahim el Hassini.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Dlim, les notables dont les noms suivent :

Hamida ben Hallal, Jilali ben Fequih, Boujemaa ben Hocine, El Maati ben Soumer, El Bachir ben Driss, Yahia ben Hammed, Jilali ben Ahmed ben Moussa, El Hassan el Habchi, Mohammed el Yamyani, El Hocine ben Zehira, Sidi Ahmed Zaouia.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Chebanat, les notables dont les noms suivent :

Mohammed bel Yachi, El Haj el Mekki, Tahar Boujenda, Laarbi ben Ahmed, Gueroum ben Mehjoub, Jilali ben Mekki, Mohammed ben Kacem, Kaddour ben Brik, Abdallah ben Moussa, Allal ben Saïd Chebani.

ART. 5. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 6. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

MOHAMMED EL MOKRI.

Rabat, le 31 décembre 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Mechra bel Ksiri.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335)

créant les djemâas de tribus, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 décembre 1917 (22 safar 1336) créant la djemâa de tribu des Mokhtar et Oulad Moussa (Ksiri) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 septembre 1921 (14 moharrem 1340) relatif aux djemâas de tribus des Beni Malek et Sefian ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance jusqu'au 31 décembre 1923 ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Sefian, les notables dont les noms suivent :

Bouazza ben Darquaoui, Mohammed Griou el Mertini, Jilali el Gorini, Allal ben el Haj Bouselham, Bouaicha bou Lahmar, Thami Stittou, Larbi el Bouyadi, Sellam el Mansouri, Si Mohammedould Mohammed Bouguern, Si Abdesslamould bou Mehdi, Abdallah ben Bouselham, Si Mohammed ben Haitot, Kacem Haboula, Si Lhamar ben el Haj Mohammed, Si Mohammedould Si Mohammed ben Mansourn, Jilaliould Ahilou, Si Larbi ben Ali, Si Abdelkader ben el Haj Benaceur, Tahar ben Ali.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni Malek, les notables dont les noms suivent :

El Haj Larbi el Babouchi, Si Lahssenould el Haj Larbi el Bouhaziti, Ahmed ben Harrou el Ziari, Si Bouselham bel Haj Kacem, Abdelkader ben Si el Kamel, Aïssa ben Jilali, Mohammed ben Ali, Driss ben Mohammed, Embarek ben el Maati, Larbi ben Amor, Si Kacem ben Sefiani, Kaddour el Teddani, Mohammed Tahar el Azizi, Abdesslam ben Zahra, Si Mohammedould er Renouch, Thami-ben Mohammed, Kacemould el Aïri, Si Jilali ben el Fequih.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Mokhtar, les notables dont les noms suivent :

Si Ahmed ben Kacem, Si Allel ben Hocine, El Haj Erradi, Abdelkader ben Jilali, Mohammed ben Ali, Si ben Aïssa ben Brahim, Si Bouselham ben Tahar, Tahar ben Kadem, Si Brahim Lehachemi, Ouled el Hamra, Si Ahmed ben Khechane, Si Allal el Belriti, Saïdi ben el Haj Amor, Ali ben Haj, Moussa ben Haïda, Ahmed Ezebda.

ART. 4. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

Le Maréchal de France,

Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jomada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de la circonscription de contrôle civil de Dar bel Amri.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 décembre 1917 (22 safar 1336) créant des djemâas de tribus dans la circonscription de Dar bel Amri ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jomada I 1339) relatif aux djemâas de tribus dans la région civile du Rarb ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant la durée des pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad M'Hammed (caïd Brahim), les notables dont les noms suivent :

Ahmida ben Bouziane, Si Meliani ben Abdelhaq, Qacem ben Driss Sebbari, Si Bouziane ben Haj Abdallah, Si Meliani ben Kaddour, Si Abdelkader Taïbi, Abdelkader ben Mohammed, Tahar ben Ahmed, Si Kacem ben Abdelhadi, Si el Mekki ben Thami, Abdelhouad ben Larbi, Si Ahmed bel Caïd (cheikh), Si Mohammed ben Abdesselem, Hamida ben Habou, Abdelkader ben Rouaine.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Yahia (caïd Brahim), les notables dont les noms suivent :

Thami ben Larbi, Si Driss el Hajoui, Driss el Hammani, Benaïssa ben Thami, Allal Mrari, Larbi ben Rehouane, Si Moïammed ben Larbi, Si Abdelkaderould Fatma Omari, Abdelkader ben Driss, Si Mohammed bel Fekih Hamnadi, Bouazzaould Benaïssa, Si Bouazza ben Mohammed, Si Driss ben Moussa, Si Mohammed bel Fkih Naasi, Kacem ben Toto, Kacem ben Omar, Si Jelloul ben Haj, Mohammed ben Bendaoud, Hlila ben Ahmed, Si el Razi ben Mohammed.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Douagher Beni Thour, les notables dont les noms suivent :

Mohammed ben Slimane, Si Mohammed ben Haj Larbi, Jilali ben Tahar, Cheikh el Mekki ben Abdelaziz Darrî, Mhammed ben Abbou, Abdelkader ben Jilali, Mohammed bel Bedhouti.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Oulad Hannoun et Ababda, les notables dont les noms suivent :

Si Mohammed el Hamidi ben Mohammed, Driss ben Thami, Bouazza ben Haj Mhammed, Bouazza ben Aouida, Si Benaïssa ben Youssef, Mohammed ben Tahar, dit Ben Hama, Mohammed ben Mohammed, Ali ben Abbou, Mohammed ben Serir.

ART. 5. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 6. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jomada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jomada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe de Meknès-banlieue.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu les arrêtés viziriels du 20 octobre 1917 (3 moharrem 1336) créant des djemâas de tribus dans l'annexe de Meknès-banlieue ;

Vu les arrêtés viziriels du 8 novembre 1919 (14 safar 1338) créant les djemâas de tribus du Zerhoun-nord et du Zerhoun-sud et en nommant les membres ;

Vu l'arrêté résidentiel du 27 mars 1919 relatif à l'organisation territoriale de la région de Meknès ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jomada I 1339) relatif aux djemâas de tribus dans la région de Meknès ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 mars 1922 (18 rejeb 1340), relatif aux djemâas de tribus de l'annexe de Meknès-banlieue ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant les pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Arab du Saïs et des M'Jat, les notables dont les noms suivent :

Ali ben el Haj Mohammed, Sellam ben Larbi, Jilali ben el Ayachi, Si Ahmed ben Sliman, Ahmed ben Ismaël, Ahmed ben Mansour, Hemaïda ben Jilani, El Khemmar ben el Haj el Hossein.

Benaïssa ben Hemadi, Driss ben Jilali, Hammou ben Akka, El Hossein Fettani, Mohammed Ou Hammou, Hadou ben Ali, Mohammed ben Kaddour, Raho ben el Razi, Larbi ben Ahmed, Ali bel el Hafid.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Zerhoun-nord, les notables dont les noms suivent :

Si Mohammed ben el Haj Kacem, Mohammed ben el Haj Mhammed, Mohammed ben Abbou, Si Kacem ben Larbi, Ahmed ben Tayeb, Si Ahmed el Amarti, Si Mohammed ben Oujil, Bouchta ben Mohammed, Si Mohammed ben el Haj Jilali, Salah ben el Hossein.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Zerhoun-sud et des Dkhissa, les notables dont les noms suivent :

Si Mohammed ben Abderrahman, Si el Mahdi ben Mohammed, Taïbi ben Ammi Lahcen, Allal ben Hachemi, Si Thamiould Hehibi, Si Abderrahman ben Allal, Si Mohammed ben Allal ben el Haj, El Madani ben el Haj Lahcen, Si Mohammed ben Abdallah.

Ahmed ben Serir, Raho ben Sellam.

ART. 4. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Guerouan du Nord (Aït Hammou), les notables dont les noms suivent :

Bou Azza ben Hammou, Driss ben Mohammed, Mohammed ben Lahcen, Jilali ben Driss, Khechan ben Mohammed, Larbi ben Bennaceur, El Razi ben Hammou, Lahsen ben Ourrouch.

ART. 5. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Guerouan du Nord (Aït Lahsen), les notables dont les noms suivent :

Bassou ben Alla, Saïd ben Haddou, Abderrahman ben el Razi, Larbi ben el Haj, Driss ben Mohammed, El Haj Driss ben Hammou, El Bakal ben Benaïssa, Haddou ben AbJallah, Saïd ben Mimoun, El Hossein ben Akka Ou Ali, Hammou ben Chekani, Ben Aïssa ben Raho, Driss ben Moha Haddou, Homan ben Ahmed, Si Jilali ben Kacem, Abdallah ben Assou, Hida ben Mohammed.

ART. 6. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Guerouan du Sud, les notables dont les noms suivent :

Driss ben el Mamoun, Haddou ben Ou Cherif, Ba Khei ben Haddou, Hammou ben el Hossein, Mohammed ben Saïd, Mhammed ben el Aïdi, Ali ben Lahcen, Baddi ben Benaïssa, Ahmed ben el Houssein, Driss ben Hessaïn, Bennaceur ben Aziz, Jilali ben Lahcen, Sidi el Maati, El Haj Mohammed Chehboun, Mohammed ben Jilali.

ART. 7. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni M'tir n° 1, les notables dont les noms suivent :

Raho Ou Mimoun, Mimoun Ou Rziif, Mimoun ben Hammou Lahcen, Sidi Mohammed ben L'Hoccin, Alla Ou Driss, Mohammedould Bou Iamijane, Mouradi ben Aziz, Assouould Amar Rifi, Abdennebi ben Saïd, Mohand Ou Raho, Mimoun Akhatar, Sidi Abdelkader, Mohand Ou Akka, Kheyi ben Ahsaïn, Benaïssaould Mejjoub.

ART. 8. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Beni M'tir n° 2, les notables dont les noms suivent :

Mohan Hamoucha, Roudane ben Mohammed, Haddou ben Driss, Lahcen Ou Mansour, Mohammed Ou Abbou, Cheikh Bouazza, Mohammed ben Ou Thami, Ali Ou Mouloud, Mohammed Ou Omar, Mohammed ben Abdelkrim, Ahmad ben Bouazza, Cheikh Ou Razif, Driss N'Mha, Mhand Ou Aziz, Driss Ou Lhachemi, Jilali ben Ali Ou Jaafe, El Kebir bel Haj el Abbès, Jilali ben Cheikh Ali, Mohammed Ou Mimoun, M'harek Nhadda, Sidi Haddou.

ART. 9. — Les membres de ces djemâas sont nommés

pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 10. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).

MOHAMMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 DÉCEMBRE 1923

(21 jourmada I 1342)

portant nomination des membres des djemâas de tribus de l'annexe d'Ouldjet Soltané-Oulmès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335) créant les djemâas de tribus et de fractions, modifié par le dahir du 22 août 1918 (14 kaada 1336) ;

Vu l'arrêté viziriel du 17 novembre 1917 (1^{er} safar 1336) créant des djemâas de tribus dans la confédération des Zemmour ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 mai 1920 (3 ramadan 1338) créant des djemâas de tribus dans la tribu des Aït Amar ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 janvier 1921 (5 jourmada I 1339) relatif aux djemâas de tribus dans la région de Meknès ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 avril 1922 (27 chaabane 1340) relatif aux djemâas de tribus dans l'annexe d'Ouldjet Soltané Oulmès ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1923 (4 moharrem 1342) prorogeant les pouvoirs des membres des djemâas de tribus et des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et du service des renseignements,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Mimoun-Aït Sibeurn-Aït Halli, les notables dont les noms suivent :

Ali Ou Hossein, Moha Ou Allah, Haddou ou Saïd, Saïdould Akka Feticha, Mostafa ben Jilali, Hamida ben Aïssa, Haddou Aïssaould Bou Azza, Bou Azza Ou Allah Ou Yahia, Madani ben Driss, Guebbourould ben Aïssa, Thami ben Bouziane el Hallioui, Ahmed Ou Abderrahman el Hallioui.

ART. 2. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Hammou Ou Boulmane, les notables dont les noms suivent :

Hammou ben Belaid, Mohammed ben Mouloud, Abdesslem ben Mohammed, Hajould Si Driss, Mohammedould Si Haddou, Hammou Larbi, Lhaoussine ben Jih, Ou Ahmed ben M'hamed.

ART. 3. — Sont nommés membres de la djemâa de tribu des Aït Amar, les notables dont les noms suivent :

Hamadi Ou Saïd, Mohammed ben Mhammed, Hamadi Ou Bouazza, Si Mhammed Ou Achi, Messaoud ben Si Haddou, Hamou Lanaya, El Mesnaoui ould Hamadi, Si el Bachir Zaiani, Hamou Ou Saïd, Haddou Bou Beker.

ART. 4. — Les membres de ces djemâas sont nommés pour une durée de trois ans, à compter de la promulgation du présent arrêté.

ART. 5. — Le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 21 jourmada I 1342,
(30 décembre 1923).*

BOUCHAIB DOUKKALI, Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 décembre 1923.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JANVIER 1924

(5 jourmada II 1342)

relatif à l'application de la taxe urbaine à Azrou.

LE GRAND VIZIR,

Vu les articles 1^{er} et 4 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre d'application de la taxe urbaine à Azrou (indiqué en rouge sur le plan annexé au présent arrêté) est défini comme suit, à partir du 1^{er} janvier 1924 :

Au sud et à l'est. — Du confluent du ravin de Sebbeh, point o, avec le ravin de Sidi Yahia, la branche nord du ravin de Sidi Yahia jusqu'à la borne A. La limite se redresse ensuite vers le nord, en direction du Tizi N'Amouden, jusqu'à la borne B, coupant la route impériale entre les bornes A et B.

Au nord. — De la borne B à la borne C, le pied des pentes, partie est, du Eou Arioul. La limite se dirige ensuite sur la borne D à 80 mètres N. de Chiaabat Seddiq Azrou, puis continue suivant la ligne C.D. prolongée jusqu'à sa rencontre avec la chaabat Seddiq Azrou (borne E). De là, la limite suit le ravin jusqu'à la borne F, puis se redresse vers l'ouest, coupe la route de Meknès et se dirige en ligne droite sur l'éperon nord du Tizi N'Moulay Lhacen (borne G).

A l'ouest. — La limite suit la crête topographique du Tizi N'Moulay Lhacen jusqu'à la borne H.

Au sud. — La limite se dirige en ligne droite sur l'angle nord du marabout de Sidi Mohammed ben Hamidan, point I, et rejoint ensuite le confluent du ravin de Sebbeh avec le ravin de Sidi Yahia.

ART. 2. — La valeur locative annuelle des immeubles exemptés par application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 4 du dahir du 24 juillet 1918, est fixée à 90 francs pour ladite localité.

ART. 3. — Sont nommés pour faire partie, avec le caïd d'Azrou, président, le chef du bureau des renseignements et le contrôleur des impôts et contributions, de la commis-

sion chargée d'effectuer à Azrou le recensement de la taxe urbaine pour les années 1924-1925-1926 :

MM. Adouard, Signour Alain, Moulay Hachem, Sidi el Kebir el Madani, Si l'Hadj Mamoud bel Habib, Bouazza N'Assiko.

*Fait à Rabat, le 5 jourmada II 1342,
(12 janvier 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 février 1924.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JANVIER 1924

(5 jourmada II 1342)

relatif à l'application de la taxe urbaine à El Hajeb.

LE GRAND VIZIR,

Vu les articles 1^{er} et 4 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le périmètre d'application de la taxe urbaine à El Hajeb est défini comme suit, à partir du 1^{er} janvier 1924 :

Pont de l'oued Aferran sur la route impériale; — Aïn Dehiba; — premier ponceau sur la piste de Bou Iscmsed à partir de l'oued Guedira; — les trois bornes limitant au N.N.O. la zone de servitude militaire; — premier ponceau sur la route impériale au N.O. d'El Hajeb; — ravin de Tifratine; — rocher de Bou Ikserin; pont de l'oued Aferran sur la route impériale.

ART. 2. — La valeur locative annuelle des immeubles exemptés par application des dispositions du paragraphe 6 de l'article 4 du dahir du 24 juillet 1918 est fixée à 80 francs pour ladite localité.

ART. 3. — Sont nommés pour faire partie, avec le caïd d'El Hajeb, président, le chef du bureau des renseignements et le contrôleur des impôts et contributions, de la commission chargée d'effectuer à El Hajeb le recensement de la taxe urbaine pour les années 1924-1925-1926 :

M. Lepage, Si Allal ben Aomar, Si Abdesselam ben Nouna, Si Ali bel Hadj Lhassen.

*Fait à Rabat, le 5 jourmada II 1342,
(12 janvier 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution

Rabat, le 15 février 1924.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 12 JANVIER 1924
(5 jourmada II 1342)

ordonnant une enquête en vue du classement, comme monument historique, du Dar Adiyel à Fès.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 13 février 1914 (17 rebia I 1332) relatif à la conservation des monuments historiques et des sites, complété par le dahir du 4 juillet 1922 (8 kaada 1340);

Sur la proposition du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête est ordonnée en vue du classement, comme monument historique, du Dar Adiyel, à Fès El Bali, tel qu'il est figuré sur le plan déposé dans les bureaux des services municipaux de Fès.

Ledit classement, dans le cas où interviendrait le dahir le prononçant, emporterait les effets énumérés au titre II du dahir du 13 février 1914 (17 rebia I 1332) susvisé.

ART. 2. — Par application des articles 4 et 5 du dahir du 13 février 1914 (17 rebia I 1332), le présent arrêté sera, dès sa publication au *Bulletin Officiel* du Protectorat, notifié administrativement, publié et affiché, dans les conditions prévues auxdits articles, par les soins du chef des services municipaux de Fès; saisi, au surplus, à cet effet, par le directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités. La question du classement envisagé sera portée d'urgence à l'ordre du jour de la commission municipale de Fès, qui en délibérera. Les pièces justificatives de l'accomplissement de ces formalités seront adressées, sans délai, par le chef des services municipaux de Fès, au directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, étant spécifié que tous les intéressés ont été touchés par la notification.

Fait à Rabat, le 5 jourmada II 1342,
(12 janvier 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 14 JANVIER 1924
(7 jourmada II 1342)

portant remplacement de six membres de la commission de recensement de la taxe urbaine de la ville de Taourirt.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 7 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) réglementant la taxe urbaine;

Vu l'article unique de l'arrêté viziriel du 9 janvier 1922 (10 jourmada I 1340) portant nomination des membres de la commission de recensement de la taxe urbaine de Taourirt et de Debdou;

Considérant que MM. Jacquin, Zemor, Couillet, Raouti Zine, Aaron ben Hamou, Cohen Salomon Mokhalet, ont quitté la résidence de Taourirt; que, par suite, il y a lieu de procéder au remplacement de ces six membres;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes

et du service des renseignements et après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour faire partie de la commission de recensement de la taxe urbaine de la ville de Taourirt :

MM. Castelli, Ferrandez, Chemoul Bensoussan, Bouseltane ben Hattou, Judas Cohen Zagouri, Caïd Chaoui, en remplacement de MM. Jacquin, Zemor Alfred, Couillet, Raouti Zine, Aaron ben Hamou, Cohen Salomon Mokhalet.

Fait à Rabat, le 7 jourmada II 1342,
(14 janvier 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Rabat, le 8 février 1924.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADRESSE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 JANVIER 1924
(8 jourmada II 1342)

déclarant d'utilité publique la construction d'une maison cantonnière au P. K. 29 k. + 8 de la route n° 1 de Casablanca à Rabat et frappant d'expropriation la parcelle de terrain nécessaire à cet effet.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332), sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifié et complété par les dahirs des 8 novembre 1914 (19 hija 1332) et 17 janvier 1922 (18 jourmada I 1340);

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 25 octobre au 25 novembre 1923 dans le territoire du contrôle de Chaouïa-nord;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique l'édification d'une maison cantonnière au P. K. 29 K + 8 de la route n° 1 de Casablanca à Rabat, sur la parcelle de terre à céréales figurée au plan parcellaire joint au présent arrêté, parcelle actuellement en jachère, d'une superficie de mille mètres carrés (1.000 m²), située entre les emprises de la route n° 1, d'une part, et de la piste de Bou Ached, d'autre part, et appartenant à M. Lecheib ben Hammed, domicilié au douar Oulad Lassen (poste du contrôle civil de Fédhala).

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain désignée ci-dessus.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1342,
(15 janvier 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADRESSE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 JANVIER 1924

(14 jourmada II 1342)

autorisant une loterie au profit de « l'Association des invalides, mutilés et anciens combattants italiens de la Grande guerre », de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 juin 1918 (2 ramadan 1336), sur les loteries et, notamment, son article 5, tel qu'il a été modifié et complété par le dahir du 22 novembre 1922 (2 rebia II 1341);

Vu la lettre du 29 décembre, par laquelle le président de l'Association des invalides, mutilés et anciens combattants italiens de la grande guerre demande l'autorisation d'émettre 25.000 billets de loterie à un franc au profit de la caisse de secours de ce groupement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'« Association des invalides, mutilés et anciens combattants italiens de la grande guerre », dont le siège social est à Casablanca, est autorisée à organiser une loterie de 25.000 billets à un franc.

L'enjeu de cette loterie sera constitué par des objets mobiliers.

Les sommes recueillies seront exclusivement destinées à la caisse de secours de ce groupement.

*Fait à Marrakech, le 14 jourmada II 1342,
(21 janvier 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

*Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADRESSE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 JANVIER 1924

(16 jourmada II 1342)

fixant les limites du domaine public aux merdjas du Beth et du R'dom (région du Rarb).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), sur le domaine public, complété et modifié par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338);

Vu le dossier de l'enquête ouverte du 20 mars au 20 avril 1923 aux sièges de la région civile du Rarb, à Kénitra, et du contrôle civil de Mechra bel Ksiri;

Vu le procès-verbal, en date du 23 mai 1923, de la commission de délimitation des merdjas du Beth et du R'dom, pour la partie située dans la circonscription de contrôle civil de Kénitra-banlieue;

Vu le procès-verbal en date du 16 juin 1923 de la commission de délimitation des merdjas du Beth et du R'dom, pour la partie située dans la circonscription de contrôle civil de Mechra bel Ksiri;

Vu le plan en trois feuilles au 20.000^e des merdjas du Beth et du R'dom dressé par le service des travaux publics le 12 novembre 1923,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les limites du domaine public sur les merdjas du Beth et du R'dom sont fixées conformément aux contours polygonaux figurés par un trait noir et un liséré rose sur les plans au 20.000^e ci-dessus visés et matérialisés sur le terrain par des bornes numérotées et par des repères naturels, le tout conformément aux indications ci-après :

I. — Partie nord (de l'ouest à l'est)

1° Par le saheb Braila el Atech et par des bornes numérotées de 0 (signal) à 7; — 2° par les bornes P, O, N, M, L, K, J, I, H, G, F, E, D, C, B, A; — 3° par les bornes d'immatriculation foncière IF 27, IF 26, IF 25, IF 24, IF 23, IF 22, IF 21, IF 20, IF 19, IF 18, IF 17, IF 16 de la propriété portant le titre n° 762 C.R.; 4° par les bornes numérotées 35, 35 bis, 35 ter et de 36 à 40; 5° par l'oued el Hedj; 6° par les bornes d'immatriculation foncière IF 12, IF 11, IF 10, IF 9, IF 8, IF 7, IF 6, IF 5, IF 4, IF 3, IF 2 de la propriété portant le titre n° 762 C.R.; 7° par le Cherket el Bir, puis l'oued Beth; 8° à partir de l'oued Beth, par les bornes numérotées de 58 à 141; 9° par les bornes F, E, D, I.; 10° en bordure du bled Mokassa, par les bornes 16, 15, 14, 13, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2; 11° par les bornes C, B, A, 142; 12° par les bornes numérotées de 142 à 149 bis; 13° par les bornes n° 150, 151, 151 bis, 152 BR, 153, 154, 155, 157 BR et IF 52 de la propriété titrée n° 1749 C.R., 158 BR et IF 51 de la propriété titrée n° 1749 C.R., 159, 160 BR, 161, 162, 163 BR, 164 BR, 165 BR, 166 BR, 167 BR, 168, 169 BR, 170, 171, 172 BR, 173, 174, 175 BR, 176 BR, 176, 177, 178 BR, 179, 180 BR, 181, 182 BR, 183, 184, 185 BR, 186, 187, 188 BR, 189, 190 BR, 191 BR, 192, IF 35 de la propriété Ksibia, de 193 à 215 et par la borne IF 7 du bled Tidjina.

II. — Partie sud (de l'ouest à l'est)

1° Par les bornes 1 (en bordure du Saheb Braila el Atech), 2, B, C, D, E, F, G, H, I, J; 2° par les bornes numérotées 20, 19, 18, 17, 16, par les bornes K, L, M, N, O, P, et par la borne 5; 3° par l'oued Habiri et la merdja Hanicha; 4° par les bornes numérotées de 1 à 7; 5° par les bornes d'immatriculation foncière IF 5, IF 6 et IF 7 de la propriété titrée sous le n° 947 C.R.; 6° par les bornes numérotées de 11 à 17 et de 79 à 102; 7° par les bornes n° 104, 105, 105a, 105b; 8° par les bornes numérotées de 106 à 117 bis, 118 à 126, 126a, 127, 128, 128a, 129, 129a, 130 à 134 bis, 135, 136, 137 bis, 137, 138 à 140 bis; 141, 141 bis, 141 ter, 142 E, 142 D, 142 C, 142 B, 142 A; 9° par les bornes numérotées de 143 à 160; 10° par les bornes d'immatriculation foncière IF 1, IF 2, IF 3 et IF 4, du bled Gueddar, titre 225, par les bornes 164 BR, 165 BR, 166, les bornes d'immatriculation foncière IF 6 et IF 7 du bled Gueddar IV, titre 1004; 11° par les bornes numérotées de 166 BR à 190 BR, 191, 191 bis, 192, 193, 194, 195 BR, 196, 197, 198 BR à 200 BR, 201, 202, de 203 BR à 205 BR, 206, 207 BR, 208, 209 BR, 210 BR, 211, 212, 213, 214 BR, 215 BR, 216, 217, 218 BR; 12° par les bornes A, B, C, D, E, F, G, H, 245 BR, 244, 243 BR, 242 BR; 13° par les bornes d'immatriculation foncière IF 32, 33, 34, 35 des bleds Kholat et Tidjina, par la borne 237, par les bornes d'immatriculation IF 36, IF 37 (et 233 BR), IF 38 des propriétés ci-dessus indiquées.

ART. 2. — Restent en dehors de la délimitation, les filots ci-après désignés situés à l'intérieur du contour polygonal défini comme ci-dessus :

1° Le bled dit de « Sidi Ahmeur », n° 1 du plan ci-dessus, repéré sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 8 ;

2° Le bled dit « Dahar el Harraq », n° 2 du plan ci-dessus, limité par l'oued Habiri et par des bornes numérotées de 1 à 10 ;

3° Le bled dit « Khichba », n° 3 du plan, repéré sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 9 ;

4° Le bled dit « Djzira Touila », n° 4 du plan, repéré sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 13 ;

5° Le bled dit « Dehar es Selk », n° 5 du plan, repéré sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 20 ;

6° Un îlot non dénommé indiqué sur le plan sous le n° 6 et situé au droit des bornes 134, 134 bis, 135, 136, 137 bis de la limite du sud, repéré sur le terrain par des bornes numérotées de 1 à 9 ;

7° Le bled dit « Zemmouria », n° VII du plan, limité au nord par la merdja el Keleb, au sud par la merdja de l'oued Ouahad, à l'ouest par la merdja el Kebira, à l'est par la merdja Hadaïtraua et repéré sur le terrain par les bornes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 BR, 11, 12 BR, 13 BR, 14 BR, 15, 16 BR, 17 BR, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25 BR, 26 BR, 27, 28, 29, 30, 31 BR, 32 BR, 33, 34, 35, 36 BR, 37 BR, 38 BR et de 39 à 58, étant entendu que l'oued Jaïda et ses affluents compris dans ladite parcelle continue à faire partie du domaine public.

ART. 3. — Un exemplaire du plan au 20.000^e annexé au présent arrêté sera déposé dans les bureaux de la conservation de la propriété foncière à Rabat et dans ceux de la région civile du Rab à Kénitra.

ART. 4. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Marrakech, le 16 jourmada II 1342,
(23 janvier 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 16 février 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 26 JANVIER 1924 (19 jourmada II 1342)

Fixant le régime de l'admission temporaire des toiles de jute destinées à la confection de sacs.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 12 juin 1922 (16 chaoual 1340) sur l'admission temporaire ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 juin 1922 (17 chaoual 1340) portant réglementation de l'admission temporaire ;

Après avis des chambres de commerce et d'agriculture, du directeur général des finances et du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les toiles de jute peuvent être importées sous le régime de l'admission temporaire en vue de la confection de sacs destinés à être exportés.

ART. 2. — Les importations en admission temporaire ne pourront être inférieures à 5.000 kilogrammes. Les délais de réexportation sont fixés à six mois, à compter de la date de la vérification.

ART. 3. — Les importateurs sont tenus de déposer à l'entrée une déclaration indiquant la nature des toiles, leur poids, leurs dimensions, leur valeur, ainsi que leurs origine et provenance.

ART. 4. — La déclaration déposée à la sortie doit rappeler pour chaque catégorie d'emballages présentés pour l'exportation, les numéros et la date des déclarations d'entrée de la toile dont ils sont composés. Elle doit indiquer, en outre, la surface et le poids exacts du tissu employé et à imputer en décharge des comptes d'admission temporaire.

ART. 5. — En vue de la vérification des déclarations des exportateurs, le service des douanes prélève, à chaque importation et à titre gratuit, des échantillons destinés à être rapprochés avec les tissus qui auront servi à confectionner les sacs présentés à la sortie. Les échantillons sont mis sous double cachet de l'importateur et de l'administration.

ART. 6. — Les contestations relatives à l'identité entre les tissus employés à la fabrication des emballages et ceux importés sont soumises au laboratoire officiel, dont l'expertise est définitive.

ART. 7. — La décharge des toiles importées sous le régime de l'admission temporaire ne comporte aucune allocation de déchet.

*Fait à Marrakech, le 19 jourmada II 1342,
(26 janvier 1924).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1924.

*Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 FÉVRIER 1924 (25 jourmada II 1342)

portant désignation des notables de la ville d'Azemmour appelés à faire partie de la commission municipale mixte de cette ville, pour l'année 1924.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, modifié par le dahir du 27 janvier 1923 (9 jourmada II 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1917 (6 rejeb 1335) désignant les villes soumises au régime institué par le dahir susvisé ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 avril 1921 (14 chaabane 1339) instituant une commission municipale mixte à Azemmour et fixant le nombre des notables appelés à faire partie de cette commission ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la com-

mission municipale mixte d'Azemmour, pour l'année 1924, les notables dont les noms suivent :

1° Français

MM. Caffin, Gustave, propriétaire et mécanicien ;
Prioux, Théophile, négociant.

2° Marocains

a) Musulmans :

Ahmed bel Haj Abdallah Ouajou, négociant et agent de la Compagnie Paquet ;
Haj M'Hamed Chouffani bel Haj Mohammed, propriétaire ;
Mohammed bel Haj Louadoudi ben Abdesselam, propriétaire et négociant ;
Mohammed bel Haj Mokhtar bel Fqih ben Dahou, propriétaire et commerçant ;
Mohammed bel Haj Taïbi ben Ahmed, propriétaire ;
Mohammed Tiohi ben Ahmed ben si Allal, propriétaire, amin des pêcheurs de l'Oum er Rebia.

b) Israélites :

Sellam Abitbol ben Mihir ben Sellam, cheikh du Mellah et commerçant ;
Yacoub Abisaïd ben Mihir, dit Houïssa, commerçant.

Fait à Marrakech, le 25 jourmada II 1342,
(2 février 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 février 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 FÉVRIER 1924

(29 jourmada II 1342)

homologuant les opérations de délimitation du terrain guich des Aït Ourtindi, situé sur le territoire makhzen de la tribu des Beni M'Tir.

LE GRAND VIZIR.

Vu Notre arrêté viziriel en date du 19 avril 1922 (21 chaabane 1340), ordonnant la délimitation, en conformité des dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, du terrain guich des Aït Ourtindi, situé sur le territoire makhzen de la tribu des Beni M'Tir, et fixant cette opération au 27 juin 1922;

Attendu que la délimitation dudit terrain a été effectuée à la date sus-indiquée et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir susvisé ont été accomplies dans les délais fixés;

Vu le dossier de l'affaire et notamment le procès-verbal en date du 28 juin 1922, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 du dahir susvisé, déterminant les limites de l'immeuble susnommé;

Attendu qu'aucune opposition n'a été formulée pen-

dant les délais légaux entre les mains du conservateur de la propriété foncière;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les opérations de délimitation du terrain guich des Aït Ourtindi, situé sur le territoire de la tribu des Beni M'Tir sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

ART. 2. — Ce terrain a une superficie approximative de 5.000 hectares. Ses limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit :

Au nord-ouest. — La limite commence à un kerkour au point nommé « Tichiout N'Tichniouïa », sur le sentier nommé Lkhat Tichniouïa, au point commun aux Aït Ourtindi, Aït Harzalla, Aït Naaman, sur le flanc du djebel Outiki.

De ce kerkour, la limite le séparant du territoire des Aït Harzalla se dirige en ligne droite vers le nord-est par un petit cratère nommé Tichiout N'Moussa jusqu'au lieu dit « Sid N'Mouhanna », descend le ravin de Talaat Mouajoun jusqu'à son confluent avec l'oued Tisguit, point commun aux Aït Ourtindi, Aït Harzalla, Aït Hammad.

Au nord. — Elle suit l'oued Tisguit le séparant du territoire des Aït Hammad, passe près de Sidi Abderrahman Sidi Abdesselam, franchit l'oued Tisguit à hauteur de Sidi Mokfi au gué de Tifratine, le suit à nouveau pendant 50 mètres environ et remonte dans la direction nord-est le ravin de Tifratine, coupe le chemin venant de Bir Tisli, près d'un arbre isolé non loin de Sidi Ali ben Jilali et remonte sur le plateau par une éclaircie à travers les broussailles, jusqu'à huit kerkours de pierres, où elle atteint le chabat Seheb el Ham.

Au nord-est. — La limite descend dans le chabat Seheb el Ham, qu'elle laisse au territoire des Aït Hammad et le suit jusqu'à deux grands arbres isolés sur la crête la plus élevée. De là, se dirige en ligne droite sur un grand arbre en haut de koudiat Tafraou N'Berri. Elle descend ensuite en direction du poste d'Ifran pour rejoindre le ravin Ouadouja.

A l'est et au sud-est. — Du ravin précité, la limite suit une séguia qui descend vers l'oued Tisguit; avant d'arriver à l'oued elle fait un coude vers l'est et suit une séguia ancienne qui longe le pied de la falaise jusqu'aux gorges de Tisguit; elle suit alors l'oued jusqu'à son confluent avec le déversoir de l'Aïn Melah, dont l'eau appartient aux Aït Hammad, puis jusqu'aux jardins au pied du poste d'Ifran, point commun aux Aït Ourtindi, Aït Hammad et Aït Sidi Abdesselam.

Elle suit la rive gauche de l'oued jusqu'à hauteur du ravin limitant au sud la crête N'Zeclen, passe par deux kerkours sis dans le ravin, le premier sur le bord de la piste carrossable Ifran-Azrou, le deuxième à mi-pente, passe au col dit Djera Assès, traverse le bois de M'Tircha le séparant ainsi du territoire des Aït Sidi Abdesselam et se dirige par une ligne brisée de kerkours sur Tizi Mouchercour, point commun aux Aït Ourtindi, Aït Sidi Abdesselam, Aït Naaman.

Au sud-ouest et à l'ouest. — La limite le séparant du territoire des Aït Naaman se dirige vers le nord-ouest sur l'Outiki par Bir Debane, coupe la piste automobile Ifran-El Hajeb à Dayet el Hail, où se trouve un cimetière, puis

suit le chemin dit Lkhat Tichniouïa, qui monte vers l'Ou-tiki, passe entre deux mamelons inférieurs, suit le méplat jusqu'au kerkour dit Tichiout N'Tichniouïa, point commun aux Aït Ourtindi, Aït Naaman, Aït Harzalla, et point de départ de la limite nord-ouest. Telles au surplus qu'elles sont figurées par un liséré rose au plan annexé au présent arrêté. Il existe sur les terrains délimités.

1° Un droit collectif d'usage sur l'ensemble du territoire résultant, au profit de la fraction des Aït Ourtindi, de son occupation à titre de tribu Guich.

2° Des droits reconnus aux Beni M'Guild, d'hiverner avec leurs troupeaux sur le plateau.

Fait à Marrakech, le 29 jourmada II 1342,
(5 février 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 février 1924.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire Résident Général,
Le Secrétaire Général du Protectorat,
DE SORBIER DE POUGNADORESSE.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 15 FÉVRIER 1924
portant création d'un bureau de renseignements
du territoire de Fès.

LE MARÉCHAL DE FRANCE, COMMISSAIRE
RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE AU MAROC,

Vu l'arrêté résidentiel du 11 décembre 1923, modifiant l'organisation territoriale du Maroc;

Sur la proposition du lieutenant-colonel, directeur des affaires indigènes et du service des renseignements et l'avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à Fès, à dater du 1^{er} janvier 1924, un bureau de renseignements du territoire de Fès.

Ce bureau est chargé de la centralisation des affaires administratives et politiques du territoire.

ART. 2. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires indigènes et du service des renseignements, le général commandant la région de Fès, le général commandant le territoire de Fès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 15 février 1924.

LYAUTEY.

**DÉCISION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT**

fixant le programme et les conditions d'un concours pour un emploi de rédacteur de 5^e classe réservé aux commis principaux et commis du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu l'arrêté viziriel du 25 octobre 1920 (12 safar 1339)

portant organisation du personnel administratif de l'ancienne direction des affaires civiles ;

Vu les dahirs et arrêtés résidentiels du 15 mai 1922, relatifs à la suppression de la direction des affaires civiles et au regroupement des services qui en relevaient ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour un emploi de rédacteur de 5^e classe au secrétariat général du Protectorat (sécurité générale, service central) aura lieu à Rabat le jeudi 29 mai 1924.

ART. 2. — Ce concours est réservé aux commis principaux et commis du personnel administratif du secrétariat général du Protectorat, qui justifient, à la date du concours, de plus de trois années de services dans l'administration chérifienne, qui sont âgés de vingt-cinq ans révolus à la même date, et qui ont été autorisés à se présenter au concours par le secrétaire général du Protectorat.

ART. 3. — Le concours comporte les épreuves suivantes :

A. — *Epreuves écrites*

1° Une rédaction sur un sujet administratif d'ordre pratique : durée, 4 heures ; coefficient : 4 ;

2° Une composition sur un sujet de droit marocain ; durée : 4 heures ; coefficient : 3.

B. — *Epreuves orales*

1° Une interrogation sur l'histoire et la géographie de l'Afrique du Nord ; coefficient : 1 ;

2° Une interrogation sur le droit administratif français ; coefficient : 2 ;

3° Une interrogation sur le droit marocain ; coefficient : 3.

Le programme des matières du concours est annexé à la présente décision.

Il est attribué à chacune des matières des épreuves écrites et orales une note exprimée en chiffres, de 0 à 20. Chaque note est multipliée par les coefficients ci-dessus indiqués.

Toute note égale ou inférieure à 3 est éliminatoire.

ART. 4. — Le jury du concours est composé d'un président et de deux membres désignés par le secrétaire général du Protectorat.

ART. 5. — Les épreuves écrites sont corrigées par un membre du jury désigné à cet effet.

Les notes sont ensuite attribuées par le jury lui-même, après délibération et à la majorité des suffrages.

ART. 6. — Nul ne peut être admis à subir les épreuves orales, s'il n'a obtenu au minimum 70 points à l'écrit. Nul ne peut entrer en ligne de compte pour le classement définitif, s'il n'a obtenu un minimum de 60 points à l'oral.

ART. 7. — Le classement définitif est arrêté par le secrétaire général du Protectorat, sur le vu des propositions du jury, en ajoutant au nombre total des points obtenus par les candidats la note professionnelle calculée de 0 à 20) qui leur a été attribuée et, s'il y a lieu, une bonification de 15 points pour la possession du certificat d'études juridiques et administratives.

A égalité de points, la préférence est accordée au candidat chargé de famille.

ART. 8. — Les demandes, adressées par la voie hiérarchique au secrétaire général du Protectorat, doivent être

parvenues au service du personnel du secrétariat général du Protectorat le 21 avril 1924 au plus tard.

Les candidats autorisés à concourir en sont avisés par les soins du service du personnel.

Rabat, le 22 février 1924.

DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ.

ANNEXE

Programme des matières du concours

Histoire et géographie de l'Afrique du Nord

1° Notions sommaires sur l'histoire du Maroc jusqu'au xx^e siècle.

Le Maroc au xx^e siècle. — La conférence d'Algésiras. — Les traités de 1911 et 1912. — Les traités de Versailles et de Saint-Germain ;

2° Notions sommaires sur la conquête de l'Algérie et l'instauration du protectorat tunisien ;

3° Notions générales sur la géographie physique, politique, économique et humaine de l'Afrique du Nord (principalement du Maroc).

Droit administratif français

Notions générales sur l'organisation administrative de la France (l'Etat, le département, la commune; les agents et les conseils; les tribunaux administratifs; les établissements publics).

La police (police administrative, police judiciaire, police municipale).

Droit marocain

1° Le traité de Protectorat ;

2° Notions générales sur l'organisation de l'Etat (la Résidence et les organes de contrôle, le Gouvernement chérifien) et sur l'organisation municipale.

Etude spéciale du régime des associations, des réunions publiques, de la presse, des étrangers, des débits de boissons, des professions médicales et de l'hygiène publique ;

3° Notions générales sur l'organisation judiciaire (justice française, justice indigène) et sur l'organisation financière (le Budget général, les impôts directs et indirects) du Protectorat.

**DÉCISION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT**

modifiant la décision du 7 février 1924 portant fixation, pour l'année 1924, du nombre de places à réserver aux pensionnés de guerre dans les emplois autres que ceux de commis prévus aux annexes 2 et 3 du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340).

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) et l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922 (25 joumada I 1340) sur les emplois réservés ;

Vu la décision du 7 février 1924, prise en exécution des textes susvisés, à l'effet de fixer le nombre des emplois

(autres que ceux de commis) réservés en 1924 aux pensionnés de guerre ou, à défaut, à certains anciens combattants.

DÉCIDE :

ARTICLE UNIQUE. — Par modification à la décision du 7 février 1924 susvisée, le nombre des places de rédacteurs disponibles, en 1924, dans les services administratifs du secrétariat général du protectorat et le chiffre des places de rédacteurs réservées aux pensionnés de guerre ou, à défaut, à certains anciens combattants, sont modifiés comme suit :

Rédacteurs, places disponibles : 6 (au lieu de 3) ;

Rédacteurs, places réservées : 2 (au lieu de 1).

Rabat, le 22 février 1924.

DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ.

**ARRÊTÉ DE L'INSPECTEUR GÉNÉRAL
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,
DIRECTEUR DE L'OFFICE MAROCAIN**

portant création et ouverture d'un poste téléphonique public à Chemaïa.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES, DIRECTEUR DE L'OFFICE MAROCAIN,

Vu les arrêtés viziriels du 15 avril 1920 relatifs au service téléphonique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Chemaïa un poste téléphonique public.

ART. 2. — Des communications téléphoniques pourront être échangées entre ce poste et tous les bureaux du réseau général de l'Office, ouverts au service téléphonique public interurbain.

ART. 3. — Le présent arrêté recevra son application à dater du 1^{er} mars 1924.

Rabat, le 15 février 1924.

J. WALTER.

**ARRÊTÉ DU CONTRÔLEUR CIVIL
CHEF DE LA RÉGION DE LA CHAOUÏA**
concernant la liquidation des biens Mannesman séquestrés par mesure de guerre.

Nous, contrôleur civil, chef de la région de la Chaouïa, officier de la Légion d'honneur, à Casablanca,

Vu le dahir du 3 juillet 1920 sur la liquidation des biens séquestrés par mesure de guerre,

En exécution de l'article 7 dudit dahir,

Vu l'arrêté de liquidation du séquestre Marokko Mannesman C° M.B.H. et A.G. en date du 27 février 1923, publié au B. O. n° 542 du 13 mars 1923 ;

Vu l'arrêté de liquidation du séquestre Alfred Mannesmann en date du 2 mars 1923, publié au B.O. n° 543 du 20 mars 1923,

ARRÊTONS :

ARTICLE UNIQUE. — M. DAGOSTINI César, gérant séquestre à Casablanca, est nommé liquidateur des séquestres Marokko Mannesman C° M.B.H. et A.G. et Alfred Mannesmann, en remplacement de M. Varache, avec tous les pouvoirs conférés par le dahir du 3 juillet 1920.

Fait à Casablanca, le 12 février 1924.

M. LAURENT.

AVIS
de la direction générale des travaux publics.

Application de l'article 17 du règlement minier

L'article 17 du règlement minier prévoit que toute personne doit, à l'occasion d'opérations minières, faire élection de domicile dans la zone française du Maroc et notifier ce domicile au service des mines.

L'arrêté viziriel du 20 septembre 1923 a indiqué qu'il ne pourrait être fait élection de domicile que dans les centres possédant un bureau de poste.

Le directeur général des travaux publics a l'honneur de donner ci-dessous la liste des centres remplissant cette condition :

Aïn Djemel, Aïn Harrouda, Arbaoua, Azemmour, Azrou;

Ben Ahmed, Berguent, Berkane, Ber Rechid, Bir Djedid Saint-Hubert, Boucheron, Bou Fekrane, Boujad, Boulhaut, Bouskoura, Bouznika;

Caïd Tounsi, Casablanca ;
Dar Cadour, Dar bel Hamri, Debdou, Douiet ;
El Aïoun Sidi Mellouk, El Borouj, El Hadjeb ;
Fédhala, Fès, Figuig, Foucauld ;
Guercif;

Kasba Tadla, Kenitra, Khemisset, Kourigha ;
Marchand, Marrakech, Martimprey du Kiss, Mazagan, Méchra bel Ksiri, Mechra ben Abbou, Mediouna, Meknès, Mogador, Moulay Idriss;

N'Kreïla ;
Oujda, Oued Bers, Oued Zem, Ouezzau, Oulad Saïd, Petitjean ;
Rabat ;

Safi, Saïdia, Salé, Sefrou, Settat, Sidi ben Nour, Sidi bou Knadel, Sidi Bouziane, Sidi Larbi, Sidi Oueddar, Sidi Smaïn, Sidi Yahia, Soualem Tirs, Souk el Arba du Rab, Souk el Khemis des Zemanra ;

Tafordt, Taourirt, Taza, Temara, Tiflet, Tit Mellil.

CRÉATION D'EMPLOI

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 28 janvier 1924, un emploi de directeur des études juridiques à l'Institut des hautes études marocaines de Rabat est créé à compter du 1^{er} janvier 1924.

**NOMINATIONS ET PROMOTIONS
DANS DIVERS SERVICES**

Par arrêté viziriel en date du 18 février 1924, le traitement de M. ROYER, Jules, Joseph, Camille, rédacteur à l'Office du Protectorat à Paris, est porté de 9.800 à 10.400 francs, à compter du 1^{er} janvier 1924.

Par arrêté du premier président de la Cour d'appel de Rabat, en date du 24 janvier 1924, sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1924 :

Secrétaires-greffiers de 6^e classe

M. NICOULLAUD, Pierre, Gaston, secrétaire-greffier de 7^e classe au tribunal de paix de Casablanca (circonscription sud) ;

M. PONS, Joseph, secrétaire-greffier de 7^e classe au tribunal de première instance d'Oujda.

Commis-greffier de 1^{re} classe

M. BOUVAGNET, Alfred, commis-greffier de 2^e classe au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca.

Commis-greffier de 2^e classe

M. RUFF, Roger, commis-greffier de 3^e classe au bureau des notifications et exécutions judiciaires d'Oujda.

Commis-greffiers de 3^e classe

M. POURET, Jean, Baptiste, commis-greffier de 4^e classe au tribunal de paix de Marrakech.

M. CLERC, Oscar, Arthur, commis-greffier de 4^e classe au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca.

Commis-greffiers de 4^e classe

M. ASSAILLIT, Albert, commis-greffier de 5^e classe au tribunal de première instance de Casablanca ;

M. DARBAS, Baptiste, commis-greffier de 5^e classe au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca.

Commis-greffier de 6^e classe

M. CANNAC, Auguste, commis-greffier de 7^e classe au tribunal de paix de Kénitra.

Interprète judiciaire de 4^e classe du 2^e cadre

M. BENABED, Abdelkader, interprète judiciaire de 5^e classe du 2^e cadre au tribunal de paix de Marrakech.

* * *

Par arrêté du directeur général des finances du 8 février 1924, sont nommés contrôleurs des domaines de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1924 :

MM. MERILLON, Gérard, contrôleur adjoint de 1^{re} classe ;
PETRIGNANI, Marc, contrôleur adjoint de 2^e classe ;
LEJEUNE, Ernest, contrôleur adjoint de 3^e classe.

* * *

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 31 janvier 1924, sont promus :

(A compter du 1^{er} janvier 1924)

MM. REMY, Jean, ingénieur subdivisionnaire des mines de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

LANDESQUE, Pierre, ingénieur adjoint de 1^{re} classe des travaux publics, ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe ;

ELIUN, Emile, ingénieur adjoint de 1^{re} classe, ingénieur subdivisionnaire de 4^e classe ;

BAFFERT, Adolphe, ingénieur adjoint de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

PLATEL, Jean, ingénieur adjoint de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

AUTRAN, Ernest, ingénieur adjoint de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

THOMASSIN, Henri, ingénieur adjoint de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

VROLIXS, Gaston, ingénieur adjoint de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

NAISSANT, Ernest, conducteur principal de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade ;

SENÉCHAL, Lucien, conducteur de 1^{re} classe, conducteur principal de 4^e classe ;

GRANIER, Marie, conducteur de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

SAINTE-MARIE, Bernard, conducteur de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

VUHLERME, Joseph, conducteur de 3^e classe, à la 2^e classe de son grade ;

CALAMEL, Hippolyte, contrôleur d'aconage de 5^e classe, à la 4^e classe de son grade.

(A compter du 1^{er} février 1924)

MM. ROESLER, Frantz, ingénieur de l'hydraulique de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

ARNAL, Louis, ingénieur adjoint de 2^e classe des travaux publics, à la 1^{re} classe de son grade ;

MORERE, Louis, conducteur de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade ;

SENESE, Emile, conducteur de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade.

* *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 11 février 1924, M. ABEL, Eugène, conducteur principal de 2^e classe, est élevé à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1924.

* *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 18 janvier 1924, M. ARCIZET, Albert, ingénieur des arts et métiers, en résidence à Vouziers (Aisne), est nommé professeur chargé de cours stagiaire (enseignement technique) à l'École industrielle et commerciale de Casablanca, à compter du 4 janvier 1924.

* *

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 28 janvier 1924, M. ROVEL, sous-directeur de 2^e classe au secrétariat général du Protectorat, est affecté à l'Institut des hautes études marocaines, à compter du 1^{er} janvier 1924, en qualité de directeur des études juridiques (emploi créé par arrêté du même jour).

* *

Par arrêté du directeur des impôts et contributions du 14 février 1924, M. PERRIN, Charles, Modeste, contrôleur stagiaire au service des impôts et contributions, est nommé contrôleur de 7^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1924.

CLASSEMENT ET AFFECTATIONS dans le personnel du service des renseignements.

Par décision résidentielle en date du 15 février 1924, sont classés dans la hiérarchie spéciale et reçoivent les affectations suivantes :

1^o En qualité d'officier supérieur
(à dater du 1^{er} février 1924)

Le chef de bataillon d'infanterie h. c. CANCEL, mis à la disposition du général de division commandant la région de Fès.

Cet officier supérieur, qui a appartenu précédemment au service des renseignements du Maroc, prendra rang sur les contrôles en tenant compte de son ancienneté.

2^o En qualité d'adjoint de 1^{re} classe
(à dater du 1^{er} décembre 1923)

Le lieutenant de cavalerie h. c. ADISSON, mis à la disposition du général de division commandant la région de Marrakech.

Cet officier, qui a appartenu précédemment au service des renseignements du Levant, prendra rang sur les contrôles en tenant compte de son ancienneté.

3^o En qualité d'adjoints stagiaires
(à dater du 14 janvier 1924)

Le lieutenant d'infanterie h. c. JOUANTEGUY, mis à la disposition du général de division commandant la région de Fès.

(à dater du 18 janvier 1924)

Le capitaine d'infanterie h. c. BOYÉ, mis à la disposition du général de division commandant la région de Marrakech.

Le lieutenant d'infanterie h. c. MIGNOT, mis à la disposition du général de division commandant la région de Marrakech.

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 590, du 12 février 1924

Page 260 :

Tableau des places à réserver pour l'année 1924, dans les emplois autres que ceux de commis prévus à l'article 2 du dahir du 30 novembre 1921 (29 rebia I 1340) sur les emplois réservés :

Lire :

Service de la conservation de la propriété foncière.			
Rédacteurs	3	1/3	1

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE DU MAROC à la date du 15 février 1924.

Des chutes très abondantes de pluie et de neige, des orages d'une extrême violence se sont produits un peu par-

tout, sauf toutefois dans le Haouz de Marrakech (grande plaine située autour de cette ville, au nord de l'Atlas).

Il en est résulté des dégâts assez importants aux postes, au réseau de communications téléphoniques, aux pistes et aux routes notamment dans le territoire d'Ouezzan, où la route de Kénitra à Ouezzan, par Souk el Arba du Rarb, a été enlevée sur une longueur de dix mètres, et sur une profondeur telle que le transbordement des voyageurs a été rendu momentanément très difficile.

Par ailleurs, le mauvais temps a entraîné une certaine accalmie sur l'ensemble du front, où notre activité n'a pu se manifester que par des bombardements d'aviation et des reconnaissances à terre. L'une de ces reconnaissances, effectuée sur le front du Tadla par un goum, nous a permis d'occuper un point d'eau important situé sur la rive droite de l'oued Drent, au sud d'Anoufi.

AVIS

concernant l'examen des bourses de l'École industrielle et commerciale de Casablanca en 1924.

L'examen des bourses de l'École industrielle et commerciale de Casablanca aura lieu le 12 mai 1924. Les dossiers des candidats, constitués de la même façon que ceux des candidats aux bourses des lycées et collèges, devront être parvenus avant le 12 avril à M. le Directeur de l'École industrielle et commerciale de Casablanca. Passé ce délai aucune demande ne sera acceptée.

Institut Scientifique Chérifien

SERVICE DE MÉTÉOROLOGIE

Statistique pluviométrique du 10 au 20 février 1924

STATIONS	Pluie tombée du 10 au 20	Pluie moyenne en février	Pluie tombée du 1 ^{er} octobre au 20 février	Pluie moyenne du 1 ^{er} octobre au 20 février
Ouezzan	153.2	90	566.6	396
Souk el Arba du Rarb..	85.3	68	453.6	310.5
Petitjean	42	50	261.3	292.1
Rabat	39.3	57	282.6	317.9
Casablanca	28	48	240.4	254.3
Settat	46	58	207.2	239.4
Mazagan	33	59	251.7	281
Safi	39	57	237.3	263.3
Mogador	31	46	140.5	234.8
Marrakech	4.8	38	84.1	176.4
Tadla	35	49	274.4	261.9
Meknès	54	74	339.6	315.1
Fès	47.2	65	317.2	316.7
Taza	104.1	58	466.7	285.1
Oujda	22.04	44	167.3	176.2

EXAMEN D'APTITUDE aux bourses dans les lycées et collèges.

Les sessions d'examens d'aptitude aux bourses dans les lycées et collèges s'ouvriront en 1924 :

- 1° Pour les garçons, le jeudi 3 avril ;
- 2° Pour les filles, le jeudi 10 avril.

Les demandes d'inscription, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir à la direction générale de l'instruction publique avant le 5 mars, transmises par les chefs d'établissement où les candidats font leurs études.

Passé le 5 mars, aucune inscription ne sera acceptée.

N. B. — Les dossiers adressés directement par les candidats à la direction générale de l'instruction publique seront renvoyés.

SITUATION DE LA BANQUE D'ETAT DU MAROC au 31 décembre 1923

ACTIF

Actionnaires	3.850.000 »
Encaisse métallique	49.509.628.93
Dépôt au Trésor public, à Paris	41.000.000.00
Disponibilités en dollars et livres sterling.	3.957.349.28
Autres disponibilités hors du Maroc....	86.114.641.82
Portefeuille effets	150.119.877.46
Comptes débiteurs	34.329.330.20
Portefeuille titres	378.116.111.09
Gouvernement marocain (zone française)..	15.857.998.75
— (zone espagnole)..	96.764.41
Immeubles	9.795.073.64
Caisse de prévoyance du personnel (titres)	1.286.405.17
Comptes d'ordre et divers.....	25.124.495.14

Total.....Fr. 799.157.675.89

PASSIF

Capital	15.400.000.00
Réserves	18.800.000.00
Billets de banque en circulation :	
Francs	239.732.830.00
Hassani	63.120.00
Effets à payer.....	2.799.444.36
Comptes créditeurs	81.661.490.30
Correspondants hors du Maroc....	1.485.745.82
Trésor public, à Paris.....	119.357.415.14
Gouvernement marocain (zone française)..	286.091.002.72
— (zone espagnole)..	1.138.065.30
Caisse spéciale des Travaux publics.....	607.720.49
Caisse de prévoyance du personnel.....	1.301.913.23
Comptes d'ordre et divers.....	30.665.928.53

Total.....Fr. 799.157.675.89

Certifié conforme aux écritures

Le Directeur général de la Banque d'Etat du Maroc,
P. RENGNET.

Exercice de la médecine

LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL MÉDICAL AUTORISÉ A EXERCER AU MAROC

ANNÉE 1924

Application de l'article 2 du dahir du 16 avril 1916

NOMS ET PRÉNOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RECEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville d'Azemmour</i>			
Docteur en médecine			
M. DHOMBRES Georges.	11 novembre 1910	Toulouse	26 juillet 1920
<i>Ville de Casablanca</i>			
Docteurs en médecine			
MM. ANAGNOSTAKI, André.	28 mai 1888	Athènes	10 novembre 1917
D'ANFREVILLE, Léon.	17 novembre 1898	Paris	21 avril 1917
AZEMAR Edouard.	6 janvier 1903	Lyon	28 février 1923
BEROS, Georges.	20 novembre 1906	Bordeaux	18 mai 1917
BESSON, Louis.	3 février 1918	Montpellier	2 novembre 1921
BIENVENUE, Frédéric.	25 juillet 1912	Paris	16 avril 1917
M ^{lle} BROIDO, Sarah.	25 juin 1903	Paris	6 avril 1917
MM. CASSUTO, Umberto.	27 juillet 1902	Pise	25 mai 1917
CORIAT, Judas.	14 septembre 1904	Paris	2 septembre 1920
DUCHE, Emilè	26 septembre 1901	Paris	27 octobre 1921
M ^{lle} DUPIC, Odette.	15 octobre 1922	Paris	30 mai 1923
MM. EONTANA, Arthur.	8 juillet 1891	Pise	25 avril 1917
FRANÇOIS, Marcel.	28 mai 1903	Paris	15 mars 1919
GOUILLOUD, Paul.	5 décembre 1911	Lyon	28 mai 1919
GRIMALDI André.	4 mai 1923	Bordeaux	23 juin 1923
HERRERO, Luis.	18 octobre 1911	Cadix	30 mars 1917
JOBARD, Marcel.	16 juillet 1920	Bordeaux	7 novembre 1922
LABONNOTE, Xavier.	1 mars 1899	Bordeaux	27 octobre 1921
LEFORT, Emile.	22 janvier 1913	Paris	7 décembre 1921
LEPINAY, Eugène.	2 août 1921	Paris	2 novembre 1921
LUMBROSO, Maurice.	10 juillet 1912	Montpellier	10 février 1917
MAURAN, Jules.	20 mars 1893	Toulouse	16 avril 1917
MICHEL Joseph.	31 mars 1905	Bordeaux	21 mars 1923
PERARD, Alphonse.	19 août 1905	Paris	12 novembre 1921
PLANDE-LARROUDE, Léopold.	27 octobre 1922	Bordeaux	23 novembre 1922
POULEUR, Auguste.	24 juillet 1895	Bruxelles	11 avril 1921
PUYOO, Jean.	25 janvier 1920	Bordeaux	15 mars 1922
ROCHEDIEU, René.	26 mai 1915	Genève	6 décembre 1919
RUGGIERO, Filomeno.	1 septembre 1913	Naples	14 avril 1922
RUOTTE, Paul.	29 août 1886	Nancy	2 novembre 1921
SAADA, Elie.	12 octobre 1911	Paris	12 novembre 1921
SPEDER, Emile.	29 janvier 1909	Bordeaux	2 novembre 1921
THIERRY, Henri.	20 octobre 1919	Paris	27 octobre 1921
M ^{me} TEVEUX-BERCHER, Maria.	27 mars 1912	Alger	7 août 1920
M. VIDAL, Vicente.	27 juillet 1900	Séville	2 novembre 1921

NOMS ET PRÉNOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RECEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
Pharmaciens diplômés			
MM. BOUMEDIEN BEN HAFIZ. FATTACCIOLI, Jean. ISNARD, Antoine. LAFaix, Pascal. MEYNARD, Jean. VAILLE, Gabriel.	8 mai 1898 9 avril 1900 16 septembre 1899 15 septembre 1902 11 novembre 1898 6 janvier 1909	Alger Montpellier Marseille Paris Bordeaux Marseille	31 janvier 1917 15 mai 1922 27 avril 1920 1 février 1922 25 janvier 1917 19 avril 1920
Dentistes diplômés			
MM. BERGE, Robert. CANAUD Pierre. GRAND, Paul.	11 novembre 1919 3 août 1920 28 octobre 1920	Paris Lyon Paris	23 décembre 1920 2 janvier 1924 26 août 1921
Sages-femmes diplômées			
M ^{lle} ADAM, Julienne. M ^{me} BONAN, née CASTRO, Renée. M ^{lles} BRUNET, Yvonne. DAUDE, Marie. DAS DORES GASPARD SA SILVA NOVAES. GIOANI EUMENE, Yvonne. M ^{mes} JABRAUD, née DENIS, Yvonne. KLASSER, née de GRENIER, Berthe. LABADIE, veuve BERNARD, née Gimbre. M ^{lle} LO MENZO, Giuseppe. M ^{mes} LUIGI, née ANTONI, Catherine. MILLOT, née LEMAITRE, Léa. M ^{lle} NICOLATI, Christine. M ^{me} PARTICELLI (Vve), née OLI- VIERI, Marie. M ^{lle} PEDONE, Ignazia. M ^{me} PEDUZZI (Vve), née CARAN- CHINI, Joséphine. M ^{lles} RODRIGUEZ Y LOPEZ. SALAZAR, Huldwige. M ^{me} VIDAL, née VANDAMME, Mar- guerite.	4 novembre 1909 9 juillet 1917 17 juillet 1920 6 novembre 1912 31 décembre 1901 22 mai 1911 29 juillet 1915 19 mai 1904 30 juin 1915 11 juillet 1888 23 juillet 1910 25 mars 1901 29 juin 1922 20 mai 1890 15 juin 1919 4 mai 1888 10 décembre 1913 15 décembre 1911 13 octobre 1921	Besançon Paris Montpellier Bordeaux Lisbonne Marseille Paris Paris Alger Palerme Marseille Alger Alger Palerme Palerme Pavie Cadix Cadix Aix	25 janvier 1917 12 avril 1919 26 août 1921 16 janvier 1917 14 février 1921 25 janvier 1917 5 février 1919 18 mai 1921 16 août 1921 28 avril 1917 31 mars 1922 9 décembre 1916 10 novembre 1922 22 novembre 1916 22 octobre 1920 12 septembre 1916 10 juin 1919 2 mai 1921 17 décembre 1923
Herboristes diplômés			
M. CADILHAC Joseph. M ^{mes} DAGOURY (veuve), née Toulou- se, Françoise. VEZE, née PEZANT, Joséphine.	8 mars 1910 4 novembre 1921 9 juillet 1904	Montpellier Bordeaux Bordeaux	23 juin 1923 23 juin 1923 9 février 1924
Praticiens tolérés non diplômés			
Pharmaciens			
MM. CONTI, Mirto. DREYFUS, Léon. FENECH, Léopold. LAFON, Jean. LO PRESTI, Antonio. LO PRESTI, Giuseppe.			17 avril 1915 17 avril 1915 17 avril 1915 17 avril 1915 17 avril 1915 17 avril 1915
Dentistes			
MM. ARNIONE, Vincent. BLANC, Lazare. CHALLEY, Ernest. FULLA, Paul. JALABERT, Louis. KATSOULIS, Théodore.			11 décembre 1916 13 octobre 1916 13 octobre 1916 13 octobre 1916 13 octobre 1916 13 octobre 1916

NOMS ET PRÉNOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RÉCEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville de Fès</i>			
Docteurs en médecine			
MM. CARAGUEL, Paul. DE GAMPREDON, Henri. DECROP, Georges. DARMEZIN, Adolphe. DEKESTER, Maurice. DENONCOUR, Fernand. LESPINASSE, François, Jean. ROUSSEAU, Armand. SALLE, Louis. TOULZE, André.	16 janvier 1907 24 juin 1902 24 décembre 1913 10 janvier 1905 31 mai 1919 28 décembre 1906 20 mars 1920 1 ^{er} mai 1920 14 mai 1917 21 octobre 1919	Paris Lyon Paris Bordeaux Paris Lille Paris Paris Lyon Paris	27 octobre 1921 16 avril 1917 27 octobre 1921 22 janvier 1924 27 octobre 1921 27 octobre 1921 27 octobre 1921 6 février 1924 27 octobre 1921 27 octobre 1921
Pharmaciens diplômés			
MM. BATTINO Moïse. DE LA FOATA, Joseph. FOURNIER, Gabriel. MALET, Jean.	6 décembre 1922. 6 janvier 1906 27 février 1902 12 juillet 1920	Beyrouth Marseille Montpellier Montpellier	18 mai 1923 5 décembre 1916 19 août 1920 5 novembre 1921
Sages-femmes diplômées			
M ^{me} JEAN, née LANNESRANQUE, Yvonne. M ^{lle} TANZY, Fortunée.	8 juillet 1915. 30 juillet 1916.	Bordeaux Alger	15 novembre 1916 1 ^{er} juillet 1922
Praticien toléré non diplômé			
Dentiste			
M. CORTES, Jean.			14 décembre 1916
<i>Ville de Kénitra</i>			
Docteurs en médecine			
MM. CANTERAC, Alphonse. MOINS, Henri, Jean. ROQUES, Paul.	29 mars 1905 24 décembre 1919 24 mars 1911	Toulouse Montpellier Toulouse	3 octobre 1921 17 octobre 1921 10 mars 1921
Pharmacien diplômé			
M. PAGES, Aimé	10 juin 1903	Montpellier	27 juin 1921
Sages-femmes diplômées			
M ^{me} CAYLA, née JOURDAN, Mar- guerite. M ^{lle} JOURDAN, Louise.	12 juin 1903 12 juillet 1902	Alger Marseille	14 mai 1918 28 avril 1918
Praticiens tolérés non diplômés			
Pharmaciens			
MM. CAYLA, Félix. FEDIDE, Antonin.			27 avril 1915 10 octobre 1914

NOMS ET PRENOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RÉCEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville de Marrakech</i>			
Docteurs en médecine			
MM. BERNOUD, Ferdinand. FAURE-BEAULIEU, Gilbert. FUNTÈS, Manuel. GUICHARD, Franz. M ^{me} LEGER, née ENTZ, Françoise. M. MADELAINE, Jean.	15 janvier 1903 23 décembre 1911 10 décembre 1919 20 décembre 1894 9 avril 1900 22 janvier 1913	Bordeaux Paris Cadix Lyon Paris Paris	19 février 1924 2 décembre 1921 11 juillet 1919 7 septembre 1923 16 avril 1917 12 novembre 1921
Pharmaciens diplômés			
MM. BARTHOUX, Jean. FAURE, Louis. OUSTRY, Jean.	15 décembre 1908 9 septembre 1902 29 mai 1906	Clermont-Ferrand Toulouse Alger	15 janvier 1922 25 janvier 1917 27 janvier 1921
Dentiste diplômé			
M. TUMARINSON, Edouard.	13 novembre 1919	Nantes	3 juin 1922
Sages-femmes diplômées			
M ^{mes} BIGAREL, née DUGOS, Fanny. BRUNNER, née CHIALVO, Ma- thilde. M ^{lle} CHOQUET, Maria. M ^{me} COSTEDOAT, née SIBADE, Marguerite.	9 juillet 1910 21 juillet 1917 29 juillet 1911 7 novembre 1914	Paris Aix Rennes Bordeaux	22 janvier 1923 29 avril 1918 15 février 1922 25 avril 1917
Praticien toléré non diplômé			
Pharmacien			
M. NAIRN.			11 mai 1922
<i>Ville de Mazagan</i>			
Docteurs en médecine			
MM. BETTI, Eduardo. DELANOE, Pierre. M ^{me} DELANOE, née RUBEISTEIN, Françoise. MM. JACQUES, Ferdinand. PEJOL, Antoine. RODRIGUEZ Y HERNANDEZ, Manuel.	4 avril 1903 24 janvier 1912 6 juin 1912 31 mars 1905 6 juin 1912 6 décembre 1912	Pise Montpellier Montpellier Bordeaux Bordeaux Barcelone	16 mars 1920 16 avril 1917 16 avril 1917 16 avril 1917 22 janvier 1924 9 octobre 1916
Pharmaciens diplômés			
MM. INNAMORATI, Ottorino. MARCHAI, Félix.	9 juillet 1904 14 janvier 1913	Pérouse Alger	20 mars 1917 29 décembre 1916
Praticiens tolérés non diplômés			
Dentistes			
MM. BLANC, Jules. DE MORESTEL, Eugène.			4 mai 1918 16 mai 1918

NOMS ET PRÉNOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RÉCEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville de Meknès</i>			
Docteurs en médecine			
MM. BATTUT, Paul. DUFAURE DE CITRES, Paul. GAUD, Maurice. PELBOIS, Edouard. ROUX, Louis. VINCENT, Pierre.	27 septembre 1912 22 février 1904 15 novembre 1907 24 juin 1920 5 octobre 1907 6 juin 1912	Montpellier Lyon Lyon Strasbourg Bruxelles Bordeaux	5 février 1922 16 avril 1917 18 mars 1922 18 mai 1921 10 octobre 1921 21 juillet 1922
Pharmaciens diplômés			
MM. GADILLAC, Henri. FELZINGER, Alfred. PIERSON, Maurice.	15 mars 1919 10 juin 1913 15 juin 1915	Paris Paris Paris	1 ^{er} juin 1922 16 novembre 1923 13 mai 1919
Dentiste diplômé			
M. STEINBERG, Ascher.	26 avril 1906	Paris	29 décembre 1916
Sages-femmes diplômées			
M ^{mes} BENEZECH, née COULON, Philippine. DELOYE, née GIRARD, Marie. FONTAN, née BARRUCHEL, Reine.	7 juillet 1911 18 juillet 1905 30 juin 1905	Toulouse Montpellier Alger	26 mai 1922 3 décembre 1919 7 février 1922
<i>Ville de Mogador</i>			
Docteurs en médecine			
MM. BOUVERET, Charles. SOMNIER, Edmond. TACQUIN, Arthur.	5 mai 1906 10 juillet 1920 11 octobre 1895	Montpellier Alger Bruxelles	18 mai 1917 28 avril 1922 16 septembre 1921
Sages-femmes diplômées			
M ^{lle} BENZAQUEN, Mathilde. M ^{mes} DONVEZ, née LE BRAS Andrée. FORCADE, née CHAMBON, Jeanne.	23 novembre 1905 22 juillet 1921 30 juin 1914	Londres Rennes Alger	27 juin 1921 12 février 1923 30 septembre 1919
Praticiens tolérés non diplômés			
Pharmacien			
M. GIBERT, Toussaint.			13 juin 1915
Dentiste			
M. KELLNER, Ernest.			1 ^{er} juin 1922

NOMS ET PRENOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RÉCEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville d'Oujda</i>			
Docteurs en médecine			
MM. AYACHE Moïse. CHEMIN, Jules. FOUBERT, Sylvain. MARION-GALLOIS, Yves. MARTIN Y LOPEZ, Eugénie. MONNIER, Jean. POEY-NOGUEZ, Pierre. PERRIN, Henri. ZORBAIDES, Antoine.	11 juin 1920 30 janvier 1901 26 mars 1886 1 ^{er} décembre 1919 10 février 1911 1 mai 1920 7 avril 1913 13 juillet 1915 15 juin 1906	Alger Bordeaux Paris Lyon Grenade Lyon Bordeaux Lyon Athènes	29 décembre 1920 13 décembre 1921 11 janvier 1922 27 avril 1921 11 janvier 1919 11 janvier 1924 8 novembre 1921 5 novembre 1921 23 août 1921
Pharmaciens diplômés			
LIGHT, Adolphe. NACHER, Edouard. PUJOL, Louis. VILLA Y BON, Hipólito.	14 février 1889 21 juillet 1906 12 août 1912 1 ^{er} décembre 1910	Nancy Montpellier Grenoble Barcelone	16 avril 1921 15 mars 1921 25 août 1918 3 février 1917
Dentistes diplômés			
MM. FRADET, André. HARVEY L. HODGKINS.	20 avril 1919 18 juin 1891	Paris Massachusetts	25 juillet 1921 22 décembre 1922
Sages-femmes diplômées			
M ^{mes} AGASSE, née CHAVIGNES Ai- mée. ALLALOU, née FALCUCCI, Er- mine. CHAMBOU, Marcelle. M ^{lle} PONSO, Marie, Louise.	15 mai 1891 28 juin 1911 28 juin 1911 26 juin 1913	Paris Alger Alger Alger	9 décembre 1916 2 juillet 1921 14 octobre 1921 26 décembre 1922
Praticiens tolérés non diplômés			
Pharmacien			
M. ALLOZA, Théodore.			27 avril 1915
Dentiste			
M. FULLA, Frédéric.			4 mai 1918
<i>Centre d'Oued Zem</i>			
Docteur en médecine			
M. COIGNERAI, Henri.	22 février 1902	Paris	19 juillet 1922
<i>Ville de Petitjean</i>			
Docteur en médecine			
M. ROUTHIER, Henri.	10 juillet 1919	Paris	8 décembre 1921

NOMS ET PRENOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RECEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Ville de Rabat</i>			
Docteurs en médecine			
MM. AMOR, Carlos. ARNAUD, Louis. BARDY, Hubert.	2 août 1898 20 janvier 1906 7 avril 1913	Grenade Lyon Alger	25 mai 1917 20 décembre 1921 16 avril 1917
M ^{me} BURNOL, née PETRESCO, Marie.	14 janvier 1913	Paris	28 février 1917
MM. CLERC, Laurent. DAYNES, Henri. EDOUARD, Marcel. GAUTHIER, Georges. GREHANT, Stéphane.	10 janvier 1905 21 mars 1907 5 juillet 1912 10 janvier 1897 14 juin 1908	Lyon Toulouse Lyon Lyon Paris	2 novembre 1921 7 mai 1921 2 novembre 1921 23 janvier 1923 14 avril 1921
M ^{me} GREHANT, née MARGOULIS, Sophie.	1 ^{er} mars 1920	Paris	14 avril 1921
MM. GUILMOTO, Jean. LALANDE, Philippe. LAPIN, Joseph. MARTRES, Joseph. MEYNADIER, Maurice. MORRAS, André. TISSOT, Henri.	5 février 1920 27 septembre 1901 9 décembre 1898 26 juillet 1902 24 août 1911 30 mars 1907 31 mars 1905	Paris Toulouse Lyon Montpellier Montpellier Lyon Paris	29 juillet 1921 27 octobre 1921 27 octobre 1921 2 novembre 1921 18 mai 1917 2 novembre 1921 16 avril 1917
Pharmaciens diplômés			
MM. CHEMINADE, Pierre. EDFIEIN, Alphonse. SEGUINAUD, Paul.	14 novembre 1914 17 juin 1921 30 mars 1912	Lyon Alger Bordeaux	24 mars 1920 3 octobre 1921 17 février 1917
Dentistes diplômés			
M. ESCUDIE, Pierre. M ^{me} MAZADE, Marie. M. ZAUDNER, Rodolphe.	17 septembre 1913 5 août 1914 5 octobre 1918	Paris Lyon Paris	13 mars 1920 16 octobre 1920 14 janvier 1920
Sages-femmes diplômées			
M ^{mes} BADILO BALESTROS, Victoria. BERNASCONI, née RASIGADE, Esther. DELEUZE, née MAINARDI, Françoise. MEYERHOEFFER, née COSTE, Anna. PASSELAIGUE, Anne, femme TALLANDIER.	16 janvier 1922 25 octobre 1893 6 juillet 1906 4 novembre 1911 5 août 1909	Cadix Alger Marseille Alger Clermont-Ferrand	6 avril 1923 29 décembre 1916 9 octobre 1923 2 juillet 1920 1 ^{er} août 1922
Praticien toléré non diplômé Pharmacien			
M. MORANA, Jean, Baptiste.			19 septembre 1913
<i>Ville de Safi</i>			
Docteurs en médecine			
MM. BOHIN, Albert. DAVID, Henri. MAIRE, François. OTERO Y RODRIGUEZ, Juan.	10 octobre 1905 27 septembre 1912 7 juillet 1904 16 mars 1889	Paris Montpellier Paris Séville	12 novembre 1921 20 décembre 1923 16 avril 1917 19 août 1916

NOMS ET PRÉNOMS	DATE DU DIPLOME	LIEU DE RÉCEPTION	DATE DE L'AUTORISATION d'exercer au Maroc
<i>Sage-femme diplômée</i>			
M ^{me} PILOZ, née TASTÉVIN, Marie.	7 juillet 1908	Lyon	5 juillet 1917
<i>Praticiens tolérés non diplômés</i>			
<i>Pharmacien</i>			
MM. ASTUTO, Nunzio.			13 juin 1915
<i>Sage-femme</i>			
M ^{me} SANCHEZ, née ROJAS, Antonia.			26 mai 1915
<i>Ville de Salé</i>			
<i>Docteur en médecine</i>			
M. VALETON, Paul.	29 mars 1909	Montpellier	9 janvier 1922
<i>Ville de Settat</i>			
<i>Docteurs en médecine</i>			
MM. AMAT, Paul. LE HIR, Henri.	1 mai 1920 20 janvier 1920	Paris Montpellier	18 janvier 1924 18 février 1922
<i>Ville de Taza</i>			
<i>Sage-femme diplômée</i>			
M ^{me} BENGADÉ, née MARREQUES- TE, Yvonne.	15 juillet 1916	Bordeaux	6 février 1922
<i>Centre de Ber-Rechid</i>			
<i>Docteurs en médecine</i>			
MM. DE LABRETOIGNE DU MAZEL, Jean. FRIDERICI, Georges	17 juillet 1914 13 janvier 1909	Lyon Montpellier	3 janvier 1923 16 avril 1917
<i>Territoire du Tadla</i>			
<i>Centre de Boujad</i>			
<i>Docteur en médecine</i>			
M. CHAPUIS, Paul.	25 janvier 1920	Paris	22 janvier 1924

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Contrôle civil des Abda

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil des Abda pour l'année 1923 est mis en recouvrement à la date du 1^{er} mars 1924.

Le chef du service des perceptions,
E. TALANSIER.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

PATENTES

Contrôle civil des Doukkala

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes du contrôle civil des Doukkala pour l'année 1923 est mis en recouvrement à la date du 1^{er} mars 1924.

Le chef du Service des perceptions
E. TALANSIER.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE RÉQUISITIONS⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 1683 R.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Brizon, Marie, Jean, Victor, Henri, propriétaire, marié à dame Bournisien de Valmont, Madeleine, le 20 février 1915, à Lausanne, sans contrat, demeurant à Paris, 45, avenue Montaigne, et faisant éléction de domicile à Bir Douma, par Bouznika, chez M. J. Salvy, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété composée de deux parcelles, à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bir Douma », consistant en labours et pacage, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabs, fraction des Adjilat, entre le chemin de fer à voie étroite et la route de Casablanca à Rabat, aux environs des km. 14 et 15.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par la première parcelle, au nord, par la propriété dite « Ferme Polignac », titre 920 cr ; à l'est, par la propriété dite « Adjilat », titre 1320 r ; au sud, par Kassem bel Hadj et Ahomida bel Hadj, Ben Taïbi ben Larbi Abd Slem, sur les lieux ; à l'ouest, par le requérant ; la deuxième parcelle : au nord et à l'ouest, par le requérant ; à l'est, par Bouchaïb bel Larbi et Selem ben Allal ; au sud, par Djilali bel Abbi, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de six actes d'adoul en date des 1^{er} rejeb 1338 (21 mars 1920), 26 hija 1338 (11 septembre 1920), 12 chaoual 1340 (7 juillet 1922), 27 joumada I 1341 (15 janvier 1923), 26 chaabane 1341 (13 avril 1923), 26 chaoual 1341 (11 juin 1923), aux termes desquels Allal ben el Hadj et Zohra bent Kaidour ben Cherqi, Aïcha bent el Hadj Larbi et consorts, Ben Taïbi ben Larbi et consorts Sellam et Hadda, enfants d'Allal Chifiani et consorts, El Hadj Kacem ben Hamida ben el Hadj el Riahi lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1684 R.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, Mahjout ben Hadj Mohammed Lazrek, commerçant marié à Radia bent Bar Kalil à Rabat, il y a quatre ans environ, agissant tant en son nom qu'aux noms de : a) Fatouma

bent Hadj Ahmed Lazrek, sa mère, veuve de Hadj Mohammed Lazrek, décédé à Rabat, il y a 13 ans environ ; b) Abdelhouad, son frère, propriétaire, célibataire ; c) Kansa, sa sœur, mariée à Moktar Beran, à Rabat il y a quatre ans ; d) Habiba, sa sœur, mariée à Mohammed ben Youssef, à Rabat, il y a six mois environ ; e) Aïcha sa sœur, mariée à Addenbi ben Youssef, à Rabat, il y a six mois environ ; f) Ghennala, sa sœur, célibataire, demeurant et domicilié à Rabat, Derb Moulay Abdallah, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis à raison de 8/64 pour la mère, 14/64 pour chacun des frères et 7/64 pour chacune des sœurs, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Remelhada, consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabs, fraction Aakhane, à 500 mètres à l'ouest de la piste de Ain Attig à Reboula, à 800 mètres de Reboula et à 800 mètres de Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par le cheikh Lhassen ben Seghir ; à l'est et au sud, par Mohammed ben Ahmed et ben Sellam ould Lamari ; à l'ouest, par Mohammed ben Ahmed. Tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 28 rebia II 1330 (16 avril 1912), homologué, aux termes duquel Larbi Lahsein et leur mère Hadda bent ben Ammar el Ajbania ont vendu ladite propriété à El Hadj Mohammed Lazrek ; 2° d'un acte de filiation en date de la première décade de moharrem 1332 (30 novembre-9 décembre 1913) établissant leurs droits dans la succession de l'acquéreur susvisé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1685 R.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1924, déposée à la Conservation le 14 du même mois, Si el Hadj Mohamed ben Ahmed el Hassani, négociant, marié selon la loi musulmane, à dame Mahani Ghazouli, il y a trente-deux ans environ à Rabat, demeurant à Casablanca, 131, avenue du Général-Drude, et faisant éléction de domicile chez Moktar ben Saïd, rue des Consuls, n° 69, à Rabat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Bled Chraïkane », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, avenue Foch.

Cette propriété, occupant une superficie de 26,937 mètres car-

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

rés, est limitée : au nord, par M. Perez, demeurant à Rabat, quartier El Oubira, et par la mer; à l'est, par les Habous; au sud, par l'avenue Foch; à l'ouest, par l'hôpital indigène.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 9 kaada 1324 (25 décembre 1906), aux termes duquel Fatma bent Belkacem Mouline lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1686 R.

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Prieur Jean, Joseph, Raymond, brigadier des douanes, marié à dame Barènes Cécile, le 13 janvier 1900, à Longages (Haute-Garonne) sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, rue de Marseille, villa Raymonette, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Villa Jean-Jeanette », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, près du boulevard de la Tour-Hassan.

Cette propriété, occupant une superficie de 290 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue sans nom; à l'est, par la propriété dite « Villa Gillette », réquisition 1670 R.; au sud, par Mme Ehrant, à Rabat, avenue de la Victoire, villa des Chemins de fer; à l'ouest, par M. Gavin, à Rabat, avenue Berriau, et M. Claudot, à Rabat, avenue Foch.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 7 décembre 1923, aux termes duquel MM. Claudot et Gavin lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1687 R.

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, l'Administration des Habous Kobra de Rabat, représentée par son nadir, domicilié à Rabat, rue Bab Chellah, à la Nidara des Habous, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Boutique des Habous Kobra », consistant en une boutique, située à Rabat, rue El Gza.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 mètres carrés, est limitée : au nord et au sud, par les Habous; à l'est, par la rue El Gza; à l'ouest, par Tahar ben Abdessalam Hakour, demeurant à la nouvelle Kaissaria habous, rue des Consuls, et Djenan el Bach, demeurant rue El Ouraoui, quartier El Gza, à Rabat.

L'administration requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de mentions diverses portées sur les registres de gestion et de recensement des Habous.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1688 R.

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, Mme Lion, Augustine, Julia, veuve en premières noces de Fritz, Charles, Etienne, décédé à Kénitra, le 22 septembre 1919, remariée à M. Rouquet, Jules, Marius, entrepreneur de menuiserie, le 14 août 1920, à Kénitra, sans contrat, demeurant à Kénitra, agissant tant en son nom que comme copropriétaire indivis de : 1° Fritz, André, son fils mineur, célibataire, et 2° Fouquet, Jules, Marius, surnommé (communauté), faisant élection de domicile en l'étude de M^e Malère, son mandataire, boulevard du Capitaine-Petitjean, à Kénitra, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis dans les proportions de 1/4 pour elle-même, 1/4 pour son fils mineur et la moitié pour M. Fouquet, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Louise », consistant en terrain bâti, située à Kénitra, rue du Général-Serret.

Cette propriété, occupant une superficie de 750 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Fayos, sur les lieux; à l'est, par Mme

veuve Cano, sur les lieux; au sud, par M. Feuillerat, demeurant à Sidi Yaya; à l'ouest, par la rue du Général-Serret.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que l'usufruit légal du quart grevant au profit de la requérante la part de son fils lui provenant de la succession de son premier mari Fritz, Charles, Etienne, et qu'ils en sont propriétaires en vertu : 1° Mme Fouquet et M. Fritz, André, pour en avoir recueilli la moitié indivise dans la succession susvisée; 2° M. Fouquet, pour en avoir acquis l'autre moitié indivise suivant adjudication du tribunal de paix de Rabat, en date du 31 mars 1921.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1689 R.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Reber, Adolphe, cultivateur, marié à dame Fajou, Joséphine, le 16 juillet 1914, à Casablanca, sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, lotissement Souissi, clos Marie-Louise, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Menzeh », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme Jacques André », consistant en terres de labours, située au contrôle civil des Zaër, tribu des Ouled Ktsir, douar des Cherarga, lieu dit Menzeh, sur la route de Rabat à Camp Marchand, à 24 km. de Rabat, près de la propriété dite « Reber », titre 1077 r.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 hectares, est limitée : au nord, par la route de Rabat à Camp Marchand; à l'est, par Mohammed ben Youssef, Ben Abbas ouid Kaddour, Bennaasseur ouid Belaid, Belhadj ouid Belhadj, Hadj Mohammed Kelhadj; au sud, par la propriété dite « Haouita Manzah », titre 886 r., par Bennaasseur ouid Belaid, par la propriété dite « Domaine du Menzeh », réq. 2305 cr.; à l'ouest, par la propriété dite « Reber », titre 1077 r.; tous les indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque consentie au profit de M. Bjrebent, Désiré, propriétaire, demeurant à Rabat, rue El Gza, pharmacie Edelein, pour sûreté de trois cent mille francs (capital et intérêts), suivant acte sous seings privés en date, à Rabat, du 15 janvier 1924, et qu'il en est propriétaire en vertu de six actes d'adoul en date des 25 chaoual 1340 (20 avril 1920), 16 hija 1339 (21 août 1921), 22 moharrem 1340 (25 septembre 1921), 8 chaabane 1340 (6 avril 1922), aux termes desquels Azzouz ben M'barek, Ez Zaari el Kethiri, Ech Cherki, Allal ben Khira, Ez Zaari, El Kethiri, Ech Chetabi, El Arbi ben Anaya ez Zaari el Kethiri ech Cherki, Sid M'barek ben Azzouz ez Zaari el Kethiri ech Cherki, Bou Azza ben el Khenathi ez Zaari el Kethiri, Ech Cherki, El Arbi ben el Khoman ez Zaari el Kethiri ech Cherki et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat.
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1690 R.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, le fqih Mohammed ben Mekki Zouaoui, marié suivant la loi musulmane, à dame El Massonna Takia, en 1318, à Salé, demeurant et domicilié à Salé, rue Talha, n° 2, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis du caïd Si Brahim ben Hadj Abdallah el Hahi, marié suivant la loi musulmane, à dame Fatma Soussia, en 1333, dans la tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Dahr Bou Saïha », consistant en terrain de cultures, située au contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Zehana, à 17 km. de Salé, sur la route de Souk el Tleta (300 mètres de la route), à 4 km. de Souk el Tleta et à 300 mètres du Bou Regreg.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par Ahmadi ben el Hadj Larbi; à l'est, par les Oulad ben Ismail; au sud, par Allal ben Fakharia Essahli el Jaïhani et Mloudi ben el Attili; à l'ouest, par Abdelkader ouid Hadia Labotte et El Hachemi ben Kassou, tous ces indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires: 1° le fqih Mohammed ben Mekki

pour l'avoir acquis conjointement avec Si Qacem ben Brahim el Hasnaoui de Ahmed ben Abdesselam Essehli Djihani, suivant acte d'adoul en date du 17 jourmada I 1339 (17 janvier 1921), homologué, 2° le caïd Si Brahim pour avoir acquis la part de Si Qacem sus-nommé, suivant acte d'adoul du 17 jourmada II 1341 (4 février 1923) homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1691 R.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, le fqih Mohammed ben Mekki Zouaoui, marié suivant la loi musulmane, à dame El Massonna Takia, en 1318, à Salé, demeurant et domicilié à Salé, rue Talha, n° 2, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis du caïd Si Brahim ben Hadj Abdallah el Habi, marié suivant la loi musulmane, à dame Fatma Sousseia, en 1338, dans la tribu des Sehoul, contrôle-civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Sehb Toul », consistant en terrain de cultures, située au contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Oulad Djaber, à 15 km. de Salé, sur le Bou Regreg, à 400 mètres de la route allant de Salé à Souk et Tleta.

Cette propriété, occupant une superficie de 23 hectares, est limitée : au nord, par un sentier et au delà Si Abdelkader ben el Khelouki es Sehli, caïd Seghir es Sehli, Belghazi Belhachni es Sehli, sur les lieux ; à l'est, par Miloud ben Hammou et Djihani Sehli, sur les lieux ; au sud, par un ravin et par Mohammed ben Abderrahman Aoued et Driss Djeraïeff, à Salé ; à l'ouest, par Ben Hachemi Lehli, Hossain ben Abbou, Smaïl ben Abdelouahed, Mohammed ben Abdallah et Abdallah ben Bouazza, Mohamed ben Omar, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 12 jourmada II 1340 (10 février 1922), aux termes duquel M'hammed ben Moussa Sehli leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière, à Rabat,
M. ROUSSEL.

Réquisition n° 1692 R.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, le fqih Mohammed ben Mekki Zouaoui, marié suivant la loi musulmane, à dame El Massonna Takia, en 1318, à Salé, demeurant et domicilié à Salé, rue Talha, n° 2, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis du caïd Si Brahim ben Hadj Abdallah el Habi, marié suivant la loi musulmane, à dame Fatma Sousseia, en 1338, dans la tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Ard Bilmadani », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Madania Saïda », consistant en terrain maraîcher, située au contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Oulad Djaber, à 15 km. de Salé, à 400 mètres de la route allant de Salé à Souk et Tleta.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares, est limitée : au nord, par Abdelkader ben Mohammed ben Abbou et Sehli Djabri ; à l'est, par Mohammed ben Driss et Mohammed bel Mekki Sehli ; au sud, par Abdallah ben Bouazza Sehli, Mohammed ben Abbou Sehli, Mohammed ben Abdallah Sehli, Belghozi, Sehli et les requérants ; à l'ouest, par Baiz Sehli et Abdelkader Sehli ; tous ces indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 21 chaoual 1339 (28 juin 1921), aux termes duquel Mohamed ben el Madani Sehli, Fatma bent Djilani et ses sœurs Fatma, Aïcha et Meharka leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
M. ROUSSEL.

II. CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 6341 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, Fatma bent el Hadj Abderrahman ben el Medjahad, veuve de Si Hadj ben Radi, décédé vers 1895, demeurant et domiciliée à Casablanca, rue Bab Marrakech, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Mekhla et Bled Msanes », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Nekhla Nsanes », consistant en terrain de culture, situé au km. 18 de la route de Casablanca à Mazagan, à 1 km. environ à droite, près du douar Erradi, fraction des Oulad Abbou, tribu de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares et se composant de deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Radi bel Hadj, au douar Ladi, fraction Oulad Abbou, tribu de Médiouna ; à l'est et au sud, par Si Abdallah ben Maati, au douar Radi précité ; à l'ouest, par les domaines ;

Deuxième parcelle : au nord, par Radi bel Hadj précité ; à l'est et au sud, par Si Abdeilah ben Maati susnommé ; à l'ouest, par Ahmed ben Bouchaïb, au douar Ali Ben Hadj, fraction des Oulad Abbou, tribu de Médiouna.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 4 jourmada II 1336 (17 mars 1918), homologuée, constatant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6342 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Fargeon, Albert, négociant, de nationalité tunisienne, marié more judaïco, à dame Hazan, Marie, le 21 janvier 1918, à Casablanca, demeurant à Casablanca, route de Médiouna ; 2° Hazan, Raoul, commerçant français, marié sans contrat, à dame Benbaron Nella, le 16 mai 1915, à Tunis, demeurant à Casablanca, rue Bouskoura, et domiciliés à Casablanca, en leurs demeures respectives, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires dans la proportion de moitié chacun, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Fargeon Hazan », consistant en terrain à bâtir, situé à Casablanca, quartier de Bouskoura, angle des rues H et E du plan Prost.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.530 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « La Blanchisserie », titre 1248 c., appartenant à M. Cambon, à Casablanca, rue Bouskoura ; à l'est, par la rue H du plan Prost ; au sud, par la rue E du plan Prost ; à l'ouest, par M. Chrétien, lieutenant au 5° chasseurs d'Afrique à Alger.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque de premier rang consenti à Mmes Pons, Marie, veuve Coma, Isidore, et Coma, Elvire, épouse divorcée de M. Périès, Emile, pour garantie de la somme de Fr. 5.017 fr. 60, solde du prix de vente, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 24 mars 1922, aux termes duquel Mme Pons, Marie, veuve Coma, et Mme Coma, Elvire, épouse divorcée de M. Périès, leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6343 C.

Suivant réquisition en date du 26 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, Hadj Ahmed Regragui, nadir des Habous de Casablanca, agissant au nom et pour le compte des Habous Kobra de Casablanca, domicilié à Casablanca, dans ses bureaux, près de la grande mosquée, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dar el Abbas el Kobra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble Habous Kobra », consistant en maison d'habitation, située à Casablanca, rue Sidi Bou Smara, n° 38.

Cette propriété, occupant une superficie de 143 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue Sidi Bou Smara et le requérant ;

à l'est et au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Sidi Brahim Tahiri, à Casablanca, rue Sidi Bousmara, et par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukha en date du 7 jourada I 1342 (16 décembre 1923), constatant les droits de propriété des Habous.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca
ROLLAND.

Réquisition n° 6344 C.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, El Maati ben Ahmed ben Abbou el Ouadighi el Lyemani, marié selon la loi musulmane, à dame Meriem bent Dahmane, demeurant au douar Ben Jemmen, fraction des Chlihat, circonscription de Ben Ahmed, et domicilié à Casablanca, 74 rue de Rabat, chez M^e Essafi, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Mers III », consistant en terrain de culture, située au douar Ben Jemmen, fraction des Chlihat, circonscription de Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par le fkih Si Mohamed el Kred, adel à Ben Ahmed ; à l'est et au sud, par Ahmed bel Fqih ben Allal, au douar Yemmen susnommé ; à l'ouest, par la piste du souk El Had à Ben Ahmed.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date des 15 rejeb 1314 (20 décembre 1896) et 21 jourada II 1324 (12 août 1906), homologués, aux termes desquels M'hammed ben Cherki, ses sœurs Fathma, Yamina, Zohra, d'une part, et Cherki ben Bouchaïb d'autre part, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6345 C.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, 1^o M. Olivier, Gaston, Louis, François, marié sans contrat, à dame Selve, Francine, le 30 septembre 1911, à Alger, demeurant à Casablanca, rue du Croissant, n° 9 ; 2^o Mohamed ben Bou Aza el Médiouni, marié selon la loi musulmane, à dame Zohra bent Hadj Ali, en 1885, demeurant au douar des Oulad Taleb, fraction des Oulad Haddou, tribu de Médiouna, et domicilié à Casablanca, rue du Croissant, n° 9, chez M. Olivier, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par moitié, d'une propriété dénommée « Talaa et Ouara el Sahel Bouchouitina et Remel », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Domaine de la Diabesse », consistant en terrain de parcours, située à 4 km. sur la route de Casablanca à Tit Melil, au nord de Sidi Ghanem, à l'est de la réquisition 263 et au sud de la réquisition 3062, dont elle est séparée par des routes.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par le chemin de Casbah Médiouna à Tit Melil, et au delà la propriété dite « Ferme Américaine II », réq. 3062 c., appartenant à M. Werschkul, à Casablanca, rue Bouskoura, Hôtel Franco-Américain ; à l'est, par les héritiers de Lhassen ben Bouchaïb el Médiouni, représentés par Mohamed ben Lhassen, au douar Grinat, fraction des Mejat, tribu de Médiouna ; au sud, par les héritiers Bouchaïb ben el Mekki, représentés par El Aidi, au douar Grinat, fraction des Mejat susnommée ; à l'ouest, par le chemin d'Aïn el Allouche à El Grinat, et au delà la propriété dite « Ferme Américaine », appartenant à M. Werschkul précité.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu : 1^o d'un acte d'adoul en date du 28 ramadan 1323 (26 novembre 1905), homologué, aux termes duquel Mohamed ben Bouazza a acquis de Ahmed ben Bouchaïb el Médiouni et son frère germain Ben Taiebi, la totalité de ladite propriété, et 2^o d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 7 novembre 1923, aux termes duquel Mohamed ben Bou Aza a vendu la moitié indivise de la propriété à Mme Olivier, agissant pour le compte de la communauté existant entre elle et son mari susnommé.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6346 C.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Etienne Antoine, marié à dame Chastel, Marthe, à Paris, le 18 avril 1922, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par M^e Pierre Caufernaud, notaire à Provins, le 5 août 1922, demeurant et domicilié à Casablanca, Volubilis-Hôtel, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Skreirat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Trois Marabouts VIII », consistant en terrain de labours, située à 35 kilomètres de Casablanca, au nord de la route de Casablanca à Camp Boulhaut, douar et fraction des Oulad Bourouis, tribu des Moulain Louta.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par les Ouled ben Naceur Rouissi, sur les lieux, douar et fraction des Ouled Bourouis susnommés ; à l'est et au sud, par la propriété dite « Trois Marabouts VI », réq. 5131 c., appartenant au requérant ; à l'ouest, par la Compagnie Marocaine, représentée par M. Guillemet, à Casablanca, rue de Tétouan, n° 4.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 12 chaoual 1341 (7 juin 1923), aux termes duquel Ahmed, Dahan, Bou Azza et leur mère Zohra bent Lahcen lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 6347 C.

Suivant réquisition en date du 30 janvier 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Mateos Antonio, entrepreneur, Espagnol, marié sans contrat, à dame Juste Francisca, à Tenger, le 24 janvier 1909, demeurant et domicilié à Casablanca, rue de l'Annam, n° 13, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Juste », consistant en terrain et maison d'habitation, située à Casablanca-Maarif, rue de l'Annam.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Ancina, à Casablanca, rue de l'Annam, n° 15 ; à l'est, par la rue de l'Annam ; au sud, par M. Grillet, Gaston, à Camp Boulhaut ; à l'ouest, par M. Castellán, Manuel et M. Parveda, Manuel, tous deux à Casablanca, rue du Mont-Ampignan, n° 22.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 1^{er} juin 1920, aux termes duquel MM. Murdoch, Butler et Cie lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Obadia Salem », réquisition n° 4981 c, sise à Casablanca, quartier de la ville indigène (Mellah), rue Ribi Eliaou, n° 4, 6, 8 et 10, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 30 mai 1922, n° 501.

Suivant réquisition rectificative en date, à Mazagan, du 31 janvier 1924, MM. 1^o Nessim S. Bensimon, veuf de dame Sarah Bensimon, demeurant à Mazagan, rue Bensimon, n° 4 ; 2^o Mordejai S. Bensimon, marié more judaïco, à dame Clara Abergel, demeurant même ville et même rue, n° 8 ; 3^o Messod S. Bensimon, marié more judaïco à dame Donna Zenati, demeurant même ville et même rue, n° 2 ; 4^o Abraham S. Bensimon, marié more judaïco, à dame Zamila Zenati, demeurant même ville, rue 51, maison n° 2 ; 5^o Saadia N. Bensimon, marié more judaïco, à dame Simy, Esther Cohen, demeurant même ville, rue de la Poste, ont demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Obadia Salem », réq. n° 4981 c., soit désormais poursuivie en leur nom pour l'avoir acquise en vertu d'un acte sous seings privés en date du 1^{er} novembre 1923, déposé à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

CONSERVATION D'OUDJA

Réquisition n° 1021 O.

Suivant réquisition en date du 2 février 1924, déposée à la Conservation le même jour, Mme Mama beni Sid el Ghaoutsi ben Bassou, Marocaine, mariée à Sid Ahmed ben Sid Mostefa ben Bassou, vers 1910, à Oujda, selon la loi coranique, demeurant et domiciliée à Oujda, quartier des Ouled Amrane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Boumahdi », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Boumahdi », consistant en terre de culture complantée d'oliviers, située au contrôle civil d'Oujda, tribu des Oudjada, à un kilomètre environ à l'est de la ville, lieu dit Oudjida, à proximité de la piste dite « El Aounia ».

Cette propriété, occupant une superficie de 25 ares environ, est limitée : au nord, par la zaouia des Kenadsa, représentée par Si Mohamed Laaredj ben Sid el Bachir, aux Kenadsa (Sud Oranais) ; à l'est, par Abdelkader ould el Hadj Ali Menni, à Oujda, quartier Ahl Oujda ; au sud, par les habous ; à l'ouest, par El Hadj Meziane, à Oujda, quartier Ouled el Ghadi.

La requérante déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que la propriété du tiers indivis de cinq oliviers revenant aux Habous, et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moulikia dressée par les adouls le 25 rebia I 1343 (5 novembre 1923), n° 106, homologuée, reconnaissant ses droits sur ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 1022 O.

Suivant réquisition en date du 4 février 1924, déposée à la Conservation le même jour, 1° M. Makhlouf de Salomon Amsellem, dit « Ould Hanna », Marocain, commerçant, marié à dame Henina bent Salomon ben Samhoun, le 13 mai 1895, à Oujda, selon la loi hébraïque ; 2° M. Abraham de Salomon Amsellem, dit « Ould Hanna », Marocain, commerçant, marié à dame Aïcha bent Isaac Gabbai, le 8 novembre 1900, à Oujda, selon la loi hébraïque et 3° Messaoud de Salomon Amsellem dit « Ould Hanna », Marocain, commerçant, marié à dame Yakout ben Haroun Daban, le 24 janvier 1905, à Oujda, selon la loi hébraïque, demeurant et domiciliés tous trois à Oujda, rue d'Isly, n° 6, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis dans la proportion de 5/13 pour le premier requérant et de 4/13 pour chacun des deux autres, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bar Ouled Hanna », consistant en terrain avec constructions, située à Oujda, rue d'Isly, n° 6.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 ares environ, est limitée : au nord, par la propriété dite « Au Tapis Vert », titre 323°, appartenant à M. El Bhar, Haïm, à Tlemcen, place de la Mairie ; à l'est, par El Hadj Sliman, sur les lieux ; au sud, par MM. Youssef Draï, Eliaou Aharfi et Salomon Benguigui, demeurant, le premier à Oujda, rue du Maréchal-Bugeaud, le deuxième à Oujda, quartier des Ouled Amrane, et le troisième à Marnia (Algérie) ; à l'ouest, par la rue d'Isly.

Les requérants déclarent, qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date de fin hijra 1325 (3 février 1908), n° 348, homologué, aux termes duquel Sid Mohamed ben Sid Mohamed ben el Hebib leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 1023 O.

Suivant réquisition en date du 5 février 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Saadia Ahmed ben Sadek ben Mohamed, Algérien, propriétaire, célibataire, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse Sidi Abdelghani, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble ben Saadia IV », consistant en terrain avec constructions, située à Oujda, près du cimetière musulman, rues d'Oran et de Meknès.

Cette propriété, occupant une superficie de deux ares environ, est limitée : au nord, par la propriété dite « Immeuble Ben Saadia III », rég. 1009°, appartenant au requérant ; à l'est, par le requé-

rant ; au sud, par la rue d'Oran ; à l'ouest, par la rue de Meknès.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, d'une part en vertu de la cession que son frère Ben Yalna lui a faite de ses droits sur ladite propriété, et d'autre part pour avoir recueilli le surplus dans la succession de sa sœur Kheira ben Sadek ben Saadia, ainsi que le tout résulte d'un acte d'adoul en date du 17 kaada 1336 (24 août 1918), n° 345, homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
BOUVIER.

Réquisition n° 1024 O.

Suivant réquisition en date du 5 février 1924, déposée à la Conservation le même jour, M. Saadia Ahmed ben Sadek ben Mohamed, Algérien, propriétaire, célibataire, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Ouled Amrane, impasse Sidi Abdelghani, n° 1, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble ben Saadia V », consistant en terrain avec constructions, située à Oujda, près du cimetière musulman, rue d'Oran.

Cette propriété, occupant une superficie de deux ares environ, est limitée : au nord, par la propriété dite « Immeuble Ben Saadia III », rég. 1009°, appartenant au requérant ; à l'est, par la propriété dite « Maison Dahaoui », titre 480°, appartenant à Mohamed ben Abdallah Dahaoui, sur les lieux ; au sud, par la rue d'Oran ; à l'ouest, par la propriété dite « Immeuble Ben Saadia IV », rég. 1023°, appartenant au requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, d'une part en vertu de la cession que son frère Ben Yalna lui a faite de ses droits sur ladite propriété, et d'autre part pour avoir recueilli le surplus dans la succession de sa sœur Kheira bent Sadek ben Saadia, ainsi que le tout résulte d'un acte d'adoul en date du 17 kaada 1336 (24 août 1918), n° 345, homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i.,
BOUVIER.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 201 M.

Suivant réquisition en date du 17 janvier 1924, déposée à la Conservation le 22 du même mois, M. Fantum Pedro, sujet espagnol, marié sans contrat, à dame Canalès Sébastiana, au consulat d'Espagne, à Safi, le 15 mai 1891, demeurant et domicilié à Safi, quartier de Sidi Abdelkrim, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Propriété Fantum », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Terrain Fantum II », consistant en terrain nu, située région des Abda, à Safi, route de Takabrouit.

Cette propriété, occupant une superficie de 200.000 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par la propriété de Hadj Omar Tazi, ministre des domaines à Rabat, et représenté par MM. Elghali et Thamy Benhima, demeurant à Safi, quartier du R'Bat ; à l'est, par : 1° la propriété de MM. Murdoch, Butler et Cie, demeurant à Safi, route de Marrakech ; 2° la propriété de M. Bella ben Hamou, demeurant à Safi, rue Hadj Thamy ; au sud, par la route de Takabrouit ; à l'ouest, par un chemin (domaine public).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque conventionnelle au profit de la Compagnie Algérienne, en vertu d'un acte sous seings privés en date du 24 juin 1921, pour sûreté d'une ouverture de crédit de 50.000 francs, au taux de 9 % l'an plus 1/2 % de commission trimestrielle, frais et accessoires, et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adouls en date des 27 ramadan 1325 (1^{er} novembre 1907) et 30 kaada 1325 (1^{er} janvier 1908), homologués, aux termes desquels il a acquis ladite propriété, partie (1^{er} acte), de Ahmed, Mohammed, enfants de Mohamed, le premier agissant tant en son nom qu'en celui de ses pupilles Miloud, Zohra, enfants de Tahen ben el Moudhen et Hachouma bent Lahain, et le surplus (2^e acte) de Brahim ben Mohamed ben el Maadhen.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 202 M.

Suivant réquisition en date du 8 janvier 1924, déposée à la Conservation le 24 du même mois, M. Leynaud, Félix, Français, négociant, né à Largentière (Ardèche), le 17 mai 1881, célibataire, demeurant à Casablanca, rue de l'Industrie, n° 49, et domicilié à Marrakech, dans les bureaux du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot domanial n° 184 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Leynaud », consistant en terrain et maison d'habitation, située à Marrakech-Guéliz, rue des Ecoles.

Cette propriété, occupant une superficie de 2.240 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété de M. Amphoux, demeurant à Marrakech, avenue du Guéliz ; à l'est, par la rue des Ecoles ; au sud, par la propriété de M. Michaud, demeurant à Marrakech-Guéliz ; à l'ouest, par la propriété du caïd Goundafi, demeurant à Marrakech-Médina.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 12 safar 1332 (10 janvier 1914), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé), lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech p. i.,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**Réquisition n° 81 K.**

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1924, déposée à la Conservation le 16 janvier 1924, Mohamed ben Larbi el Mernissi, propriétaire, marié selon la loi musulmane, à Fès, en 1917, agissant tant en son nom qu'en celui de Si Tazi ben Larbi, dit « El Guezzar », marié selon la loi musulmane, demeurant à Fès-Médina, Zekak Doudh, souk Ben Safi, et du Makhzen, demeurant et domicilié à Fès-Médina, rue du Talaâ, n° 46, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis à parts égales pour la zina, le sol appartenant au Makhzen, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tazi Mernissi », consistant en maison d'habitation, située à Fès, avenue du Général-Lyautey, quartier de Bou Jeloud.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par les remparts de la ville ; à l'est, par le Makhzen ; au sud, par l'avenue du Général-Lyautey ; à l'ouest, par le Makhzen (quartier N'Hass).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'un droit de zina précité, et qu'ils en sont copropriétaires

en vertu d'un acte d'adoul homologué en date du 15 rebia II 1338 (7 janvier 1920), aux termes duquel le caïd Mohamed Elarbi Essoui lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
MOUSSARD.

Réquisition n° 82 K.

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1924, déposée à la Conservation le 16 janvier 1924, Mohamed ben Larbi el Mernissi, propriétaire, marié selon la loi musulmane, à Fès, en 1917, demeurant et domicilié à Fès, rue du Talaâ, n° 46, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Mernissi », consistant en maison d'habitation, située à Fès, El Bali, quartier Talaâ, n° 46.

Cette propriété, occupant une superficie de 120 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Bendaraki Omar, à Fès, quartier Talaâ, derb Ben Azaham, n° 40 ; à l'est, par Ben Sellam Riffi, à Fès, derb Tadla, 42, et par Baraka El Gharbaoui, même rue, n° 44, et la rue Tadla ; au sud, par le derb Tadla ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul homologué en date du 27 moharrem (2 novembre 1918), aux termes duquel Mohamed ben el Moktar el Filali lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. i.,
MOUSSARD.

Réquisition n° 83 K.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1924, déposée à la Conservation le 16 janvier 1924, Mohamed ben Larbi el Mernissi, propriétaire, marié selon la loi musulmane, à Fès, en 1917, demeurant et domicilié à Fès, rue du Talaâ, n° 46, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Hjaoua », consistant en maison d'habitation, située à Fès el Bali, quartier Talaâ, n° 48.

Cette propriété, occupait une superficie de 140 mètres carrés, est limitée : au nord, par les fils du fkih Boualid, à Fès, rue du Talaâ ; à l'est et au sud, par la rue du Talaâ ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois actes d'adoul homologués en date respectivement de la 2^e décade de hija 1336, du 8 hija 1338 et de la dernière décade de joumada II 1340, aux termes desquels le caïd Driss ben Kadjour el Aoudi (1^{er} acte), les Habous de la mosquée de Sidi Younes (2^e acte) et les Habous Maristane (3^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès p. i.,
MOUSSARD.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾**II. — CONSERVATION DE CASABLANCA****RÉOUVERTURE DES DÉLAIS**

pour le dépôt des oppositions (article 29 du dahir du 12 août 1913 modifié par le dahir du 10 juin 1913).

Réquisition n° 2035°

Propriété dite : « Tafilalet », sise tribu de Médiouna, tènement d'Ahl Ghalem, à l'est de Sidi Moumen.

Requérants : Lasry ben Bouazza et Bouchaïb ben Bouazza, demeurant tous deux au douar El Loghlem, tribu de Médiouna.

Les délais pour former opposition sont rouverts pendant un délai de deux mois, sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement en date du 31 janvier 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE**Réquisition n° 4981°**

Propriété dite : « Obadia Salem », sise à Casablanca, ville indigène quartier du Mellah, rue Ribi Eliaou, n° 4, 6, 8 et 10.

Requérants : MM. Nessim, Mordejai, Abraham, Messouf et Saadia

(1) Nota. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

N. Bensimon, demeurant à Mazagan, et domiciliés chez M^e J. Bonan, avocat à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 10 août 1923.

Le présent avis annule celui paru au Bulletin officiel du 4 décembre 1923, n° 580.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 4638°

Propriété dite : « Mao », sise à Casablanca, quartier de la Porte de Marrakech, sise rue du Lotissement, aboutissant à la rue des Anglais.

Requérant : M. Ohayon, Macklouf, domicilié à Casablanca, rue de Rabat, n° 27.

Le bornage a eu lieu les 24 mai et 17 septembre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4838°

Propriété dite : « Messaouda », sise à Casablanca, Maarif, rue de lotissement dite « Escriva ».

Requérant : El Kebir ben Mohamed, domicilié à Casablanca, rue de Rabat, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 15 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 4940°

Propriété dite : « Eugénie Maarif », sise à Casablanca, Maarif, rue du Mont Cinto.

Requérant : M. Gachenot, Victor, domicilié à Casablanca, chez MM. Wolff et Doublet, avenue du Général-Drude, n° 135.

Le bornage a eu lieu le 13 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5008°

Propriété dite : « Villa Vénétia », sise à Casablanca, quartier Gautier, rue de Châteaubriand.

Requérant : M. Hernandez, Basile, Louis, domicilié à Casablanca, rue du Consulat d'Angleterre, n° 10.

Le bornage a eu lieu le 11 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5028°

Propriété dite : « La Vigne », sise à Casablanca, quartier de la Porte de Marrakech, sise place de Verdun, à l'angle des rues Lacépède et du Capitaine-Hervé (boulevard d'Anfa).

Requérant : M. Perriquet, Camille, Paul, Louis, domicilié à Casablanca, chez M^e Grolée avenue du Général-d'Amade.

Le bornage a eu lieu le 10 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5032°

Propriété dite : « Thérèse Marie », sise à Casablanca-b lieue, Ain Seba, km. 9, route de Rabat, contrôle civil de Chaoui-nord.

Requérants : 1^o M. Couffignal, Elie, Firmin ; 2^o Llado, Félix, tous deux domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, restaurant de la Gaîté.

Le bornage a eu lieu le 22 novembre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5065°

Propriété dite : « Jean et Georges I », sise à Fédhala, route 107 de Fédhala à Médiouna.

Requérants : 1^o M. Hersent, Jean ; 2^o Hersent, Georges, tous deux domiciliés à Fédhala, chez M. Littardi.

Le bornage a eu lieu le 23 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5169°

Propriété dite : « Villa Lucette », sise à Casablanca, quartier Gautier, rue du Chayla.

Requérant : M. Sanchez, Michel, domicilié à Casablanca, traverse de l'Industrie, immeuble Paris-Maroc.

Le bornage a eu lieu le 12 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5192°

Propriété dite : « Jean et Georges II », sise à Fédhala, route 107 de Fédhala à Médiouna.

Requérants : 1^o M. Hersent, Jean ; 2^o Hersent, Georges, tous deux domiciliés à Fédhala, chez M. Littardi.

Le bornage a eu lieu le 23 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5207°

Propriété dite : « Villa Nénette », sise à Casablanca, quartier Gautier, rue de Châteaubriand.

Requérant : M. Egligeaud, Laurent, domicilié à Casablanca, chez M. Marage, 217, boulevard de la Liberté.

Le bornage a eu lieu le 11 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5229°

Propriété dite : « Hildevert I », sise à Fédhala, route n° 107 de Fédhala à Médiouna.

Requérante : Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala, société anonyme dont le siège social est à Paris, rue de Londres, n° 60, domiciliée à Fédhala, chez M. Littardi.

Le bornage a eu lieu le 24 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5230°

Propriété dite : « Hildevert III », sise à Fédhala, route 107, de Fédhala à Médiouna.

Requérante : Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala, société anonyme dont le siège social est à Paris, rue de Londres, n° 60, domiciliée à Fédhala, chez M. Littardi.

Le bornage a eu lieu le 22 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5273°

Propriété dite : « Immeuble Bertrand », sise à Casablanca, quartier Gautier, rue du Capitaine-Hervé, en face de la prison militaire.

Requérant : M. Bertrard, Jacques, domicilié à Casablanca, rue du Capitaine-Hervé, en face la prison militaire.

Le bornage a eu lieu le 11 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
ROLLAND.

Réquisition n° 5727°

Propriété dite : « Surcouf », sise à Fédhala, douar Bradaa, près du Borj, sur la piste de Fédhala à l'Aïn Tekki.

Requérant : M. Schlachter, Louis, Emile, domicilié à Fédhala. Le bornage a eu lieu le 22 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

Réquisition n° 5836°

Propriété dite : « Thomas », sise à Casablanca, quartier Racine, rue d'Auteuil et rue Michel Ange.

Requérant : M. Thomas, Albert, domicilié à Casablanca, chez M^e Delaye, avocat, rue Bouskoura.

Le bornage a eu lieu le 22 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

Réquisition n° 5849°

Propriété dite : « Sidi Larbi IV », sise annexe du contrôle civil de Boulhaut, tribu des Ziâdas, Moualen el Ota, fraction des Oulad Berroui et Rhaïta.

Requérants : 1^o Compagnie Marocaine société anonyme dont le siège social est à Paris, rue Taitbout, n° 60, domiciliée chez M^e Heych de la Borée, rue de Tétouan ; 2^o Ahmed ben Ahmed el Mgueddad, copropriétaire indivis.

Le bornage a eu lieu le 6 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca, ROLLAND.

III. — CONSERVATION D'OUJDA**Réquisition n° 704°**

Propriété dite : « Ferme Louise », sise contrôle civil des Beni Snassen, à 9 km. environ au nord-ouest de Martimprey-du-Kiss, sur la piste allant de ce centre à Adjeroud.

Requérant : M. Gaufreteau, Hippolyte, Célestin, propriétaire, demeurant à Aïn Témouchent et domicilié chez M. Boutin, L'on, propriétaire à Martimprey-du-Kiss.

Le bornage et un bornage complémentaire ont eu lieu les 24 août et 27 octobre 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda p. i., BOUVIER.

Réquisition n° 865°

Propriété dite : « Sainte Marie n° 6 », sise au contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Taghdjirt, à 8 km. environ au nord-ouest de Martimprey-du-Kiss, sur la piste allant de ce centre à Adjeroud.

Requérant : M. Sempère, Joachim, propriétaire, demeurant et domicilié à Martimprey-du-Kiss.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} août 1923.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Oujda, p. i., BOUVIER.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**AVIS****DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, le mercredi 14 mai 1924, à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur solvable des immeubles ci-après désignés, situés au lieu dit, M. Hila, fraction Medakra, contrôle civil de Boucheron.

Premier lot

Un terrain dénommé « Bled Zitounal », d'une contenance de dix hectares environ, limité :

Au nord, par la piste de Souk el Tenine ;

Au sud, par El Manti ben Larbi ;

A l'est, par Larbi ben Hadj ;

A l'ouest, par Mohamed ben Hadj.

Deuxième lot

Un terrain dénommé « Bled el Ouad », d'une contenance de quatre hectares environ, dont cinquante ares environ plantés en figuiers et grenadiers, limité :

Au nord, par Abdelkader ben Bouazza ;

Au sud, par l'oued Mellan ;

A l'est, par Larbi ben Bouchaïb ;

A l'ouest, par l'oued « Aïn Karsoute ».

Ces immeubles ont été saisis

en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 15 mars 1922, à l'encontre : 1^o Ali ben el Mokkadem Ahmed ; 2^o Mohamed ben el Mokkadem Ahmed ; 3^o M'Hamed ben el Mokkadem Ahmed, demeurant tous trois fraction Medakra, contrôle civil de Boucheron, à la requête de Sid ben Hadj Mellili Essalbi, officier domicilié au cabinet de M^e Wetterwald, avocat, demeurant à Casablanca.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions insérées au cahier des charges et suivant les prescriptions de la loi.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications jusqu'au jour ci-dessus fixé pour l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau.

Le Secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

AVIS**DE MISE AUX ENCHÈRES**

Il sera procédé, le vendredi 31 mai 1924, à 9 heures du matin, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, au

profit du plus fort et dernier enchérisseur, d'un immeuble immatriculé, dit « Crédit Marocain n° 7 bis », titre 1424 C., situé à Casablanca, rue de l'Industrie, consistant en un terrain nu, d'une contenance de quatorze ares quatre-vingt-dix-huit centiares, borné par quatre bornes et limité :

Au nord-ouest, de B. 1 à 2, par la rue de l'Industrie ;

Au nord-est, de B. 2 à 3, la propriété dite « Domerc », annexe G », titre 431 c. ;

Au sud-est, de B. 3 à 4, par Rehid Mohamed ben el Harizi el Bédouï ;

Au sud-ouest, de B. 4 à 1, par Moses Marrache et la société Moses, Bendahan, Nahon et Cie.

Cet immeuble a été saisi à la requête de M. le Syndic de la Banque Marocaine, à l'encontre de M. Chouesse Henri, demeurant à Casablanca, hôtel Excelsior, en vertu d'un certificat d'inscription hypothécaire délivré par M. le Conservateur de la propriété foncière, le 14 juin 1923.

Dès à présent, toutes offres d'enchères peuvent être faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, jusqu'au jour ci-dessus fixé pour l'adjudication.

Pour tous renseignements, s'adresser audit bureau, où se

trouvent déposés le procès-verbal de saisie, le cahier des charges et une copie du titre foncier.

Le Secrétaire-greffier en chef,
I. AUTHEMAN.

BUREAU DES NOTIFICATIONS ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Avis de l'article 340, paragraphe 2 du dahir de procédure civile

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 20 décembre 1923, à l'encontre de Salah ben Sidi Mohamed ben M'Zouara el Herizi Essalhi Elgerti, demeurant au douar Ouled Salah, région des Ouled Harriz, contrôle civil de Ber Rehid, sur les immeubles ci-après désignés, situés auxdits lieux :

1^o Une parcelle de terrain dite « Bled el Mahroug », d'une superficie de six hectares environ, limitée : au sud, par Ould el Hadj Larbi ; à l'ouest, par Bouazza ben Abdallah ; au nord, par Bled Blej ; à l'est, par Touiza Noucem et Ouled Hadj Larbi ;

2^o Une parcelle de terrain dite « Maharch el Khaïdat », d'une superficie de 20 hectares

environ, en partie non défrichée, limitée : au sud et à l'est, par Ouannem ; à l'ouest, par Prosper Fenien ; au nord, par Ahmed ould Mezouara ;

3° Une parcelle de terrain dite « Souk el Ghali », d'une superficie de 20 hectares environ, limitée : au sud, par Ahmed el Mezouara ; à l'ouest, par Driss ben Lhdesselam ; au nord et à l'est, par Ould Chaïbia ;

4° Une parcelle de terrain dite « Bled el Haïra », d'une superficie d'environ 10 hectares, limitée : au sud, par Ahmed ben Mezouara ; à l'ouest, par Brahim ben Zhiri ; au nord, par Ouled Abdallah ; à l'est, par Ahmed ben Abdelkader ;

5° Une parcelle de terrain dite « Bled Archa », d'une superficie de huit hectares environ, limitée : au sud et à l'ouest, par Boualem ben Amouda ; au nord, par Ahmed ben Mezouara ; à l'est, par Ould Arzan ;

6° Une parcelle de terrain dite « Bled Hamza », d'une superficie de huit hectares environ, limitée : au sud et à l'est, par Ahmed ben Mezouara ; à l'ouest, par Mohamed Larbi ; au nord, par Djilali Ghem ;

7° Une parcelle de terrain dite « Bled Dania », d'une superficie de 6 hectares environ, limitée : au sud et à l'est, par Ahmed ben Mezouara ; à l'ouest, par Boualem ben Amouda ; au nord, par Mohamed ben Djilali ;

8° Une parcelle de terrain dite « Bled Koudia el Bettah », d'une superficie de deux hectares environ, limitée : au sud, par Ouled Abdallah ; à l'ouest, par Hadj Larbi ; au nord, par Ouled Boussiem ; à l'est, par Ould Ali.

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, où tous détenteurs de titres de propriété, à un titre quelconque et tous prétendants à un droit sur lesdits immeubles sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 14 février 1924.

Le Secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

**BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Avis de l'article 340, paragraphe 2 du dahir de procédure civile

Le public est prévenu qu'une saisie a été pratiquée le 22 janvier 1924, à l'encontre de M. Romano Gomez, demeurant à Casablanca, avenue Mers-Sultan, immeuble Demeure, sur les immeubles ci-après :

I

Une propriété située circonscription de la Chaouïa, caïdat de Médouna, tribu des Oulad Ahmed, lieu dit « Feddane Douriat », comprenant :

a) Un terrain de culture d'une contenance de cent dix hectares environ ;

b) Une ferme et ses dépendances ;

Limitée : au nord, par la piste des Oulad Salah, les Hafra et les Oulad Salah ;

À l'ouest, par la propriété ci-dessus ;

À l'est, par Ould Hadj Thami ;

Au sud, par l'oued Bouskoura, El Hadj ben Harbi, Driss Ali Me-saoud et une séguia.

II

Une parcelle de terrain, sise au même lieu que la précédente, d'une contenance de six hectares environ, limitée :

Au nord, par Ahmed ben Bouazza ;

À l'ouest, par une séguia de l'Aïn Djemâa ;

Au sud, par une séguia de l'Aïn Djemâa ;

Au sud, par des terrains indigènes ;

À l'est, par une séguia de l'oued Bouskoura ;

Que les formalités pour parvenir à la vente sont faites au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, où tous détenteurs de titres de propriété à un titre quelconque, et tous prétendants à un droit sur ces immeubles sont invités à se faire connaître dans le délai d'un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 14 février 1924.

Le Secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

**EXTRAIT
du registre du commerce tenu
au secrétariat-greffe du tribunal
de première instance
de Casablanca**

D'un acte reçu par M. Letori, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 14 décembre 1923, enregistré, il appert :

Que M. Antoine Carmona, commerçant, demeurant à Casablanca, rue Sour Djedid, a vendu à MM. Cohen ben Hassen et Ben Salem Benouhout, commerçants, demeurant dite ville, le fonds de commerce d'épicerie qu'il exploite à Casablanca, 55, rue Sour Djedid, comprenant la clientèle, l'achalandage, le matériel et les marchandises en dépendant, suivant prix, charges, clauses et conditions insérées à l'acte dont une expédition a été déposée le 21 décembre 1923 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, pour son inscription au regis-

tre du commerce, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard après la seconde insertion du présent dans un journal d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS**

AVIS D'ADJUDICATION

Le lundi 17 mars, à 15 heures, il sera procédé, en séance publique, dans les bureaux de M. Bousquet Pierre, architecte, 26, rue de Tours, à Casablanca, à l'adjudication sur offres de prix et soumissions cachetées des travaux ci-après désignés : Construction de la 3^e tranche de la caserne des douanes à Casablanca

Cautionnements provisoires :

Premier lot :

Maçonnerie : 5.800 francs.

Deuxième lot :

Maçonnerie : 5.700 francs.

Menuiserie : 1.000 francs.

Ferronnerie : 1.900 francs.

Plomberie : 230 francs.

Asphalte : 470 francs.

Peinture et vitrerie : 380 fr.

Cautionnements définitifs :

Premier lot :

Maçonnerie : 11.600 francs.

Deuxième lot :

Maçonnerie : 11.400 francs.

Menuiserie : 2.000 francs.

Ferronnerie : 3.800 francs.

Plomberie : 460 francs.

Asphalte : 940 francs.

Peinture et vitrerie : 760 fr.

Les cahiers des charges et pièces relatives aux conditions d'adjudication peuvent être consultés dans les bureaux de M. Bousquet, architecte, à partir de ce jour.

TRIBUNAL DE PAIX D'OUJDA

**Succession vacante Marlès
Domingo**

Par ordonnance de M. le Juge de paix d'Oujda en date du 8 février 1924, la succession de M. Marlès Domingo, en son vivant demeurant à Oujda, a été déclarée vacante.

Cette ordonnance désigne M. le secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au secrétariat-greffe du tribunal de paix, au palais de justice, à Oujda, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion,

il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Secrétaire-greffier en chef,
R. LEDERLE.

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Réunion des faillites et liquidations judiciaires

du mardi 26 février 1924
à 15 heures, dans la
salle d'audience du tribunal
de première instance
de Casablanca, sous la
présidence de M. Savin,
juge-commissaire

Liquidations

Taourel Isidore, à Casablanca examen de la situation.

Mohamed ben Kacem Bennis, à Casablanca, dernière vérification.

Perès Henri, à Casablanca, concordat ou union.

Labat Gabriel, à Casablanca, reddition de comptes.

Faillites

Gimelli Piéto, à Casablanca, communication du syndic.

Amar Raphaël, à Casablanca, maintien du syndic.

O. Lorence et fils aîné, à Casablanca, maintien du syndic.

Rosignol Jean Henri, à Casablanca, première vérification des créances.

Diaz et Ploye, à Casablanca, dernière vérification.

Tastemain Marboz, à Casablanca, dernière vérification.

Soler frères, à Casablanca, dernière vérification.

Melreaux Urbain, à Casablanca, concordat ou union.

Planès Jacques, à Casablanca, concordat ou union.

Salomone Francisco, à Casablanca, concordat ou union.

Begliomini Sixto dit Bollero, à Casablanca, concordat ou union.

Topal Georges, à Casbah Tadda, concordat ou union.

A. H. Neaud, à Casablanca, concordat ou union.

Lorenzo Joachin, à Casablanca, concordat ou union.

Marrache Salomon, à Casablanca, consultation art. 262.

Gabay Jacob, à Marrakech, reddition de comptes.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

AVIS D'ADJUDICATION

Service des contrôles civils

Le 18 mars 1924, à 16 heures, il sera procédé, au service des contrôles civils, à Rabat (Résidence), aux adjudications au rabais, sur soumissions cachetées, des fournitures ci-après :

Première adjudication : mille burnous en drap.

Deuxième adjudication : douze cents gandourah en toile kaki.

Les cahiers des charges pourront être consultés au service des contrôles civils, dans les bureaux des régions civiles de Casablanca, Rabat, Kénitra et Oujda et des contrôles civils de Mazagan, Safi, Mogador et Oued Zem, au service du commerce et de l'industrie à Rabat et dans les offices économiques du Maroc dans le Protectorat et en France.

Les soumissions, établies sur papier timbré et fermées sous pli cacheté, devront être déposées sur le bureau des adjudications au jour et à l'heure fixés ci-dessus. Elles pourront également être adressées par la poste, recommandées, de façon à parvenir avant les adjudications.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Audience du lundi 10 mars 1924
(3 heures du soir)

Faillites

Canitrot Albert, propriétaire à Meknès, pour examen de situation.

David Cohen, épicerie-limonades, à Kénitra, pour examen de situation.

Fedida et Elbaz, meubles, à Kénitra, pour première vérification.

Benayoun dit « Paco », négociant à Meknès, pour dernière vérification.

Arades Elisée, ex-boulangier à Ain Djemaa, pour dernière vérification.

Bourdellier « Sultan Hôtel », à Meknès, pour dernière vérification.

Gallier Henriette, rue El Gza, à Rabat, pour concordat ou union.

Goupil, eaux gazeuses, à Kénitra, pour concordat ou union.

Houper et Delage, entrepreneurs, à Rabat, pour concordat ou union.

Boubeker Belhassan Elhadjoui, à Fès, pour concordat ou union.

Laparré Edmond, ex-restaurateur, à Fès, pour reddition de comptes.

Liquidations

Carrères Pierre, menuiserie, à Rabat, pour deuxième vérification.

Renée de Knuydt, épicerie, à Rabat, pour deuxième vérification.

Girard Charles, négociant en vins à Meknès, pour concordat ou union.

Si Driss ben Mohamed Mekouar, à Fès, pour concordat ou union.

Bayarri Amado, café Paris-

Madrid, à Rabat, pour concordat ou union.

Mohamed ben Taieb Zouiten, négociant à Rabat, pour concordat ou union.

Lévy Maklouf dit Adolphe, négociant à Rabat, pour concordat ou union.

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domaniale dénommé « Groupe de propriétés domaniales », situées autour du village d'El Kelaa (région de Marrakech), dont le bornage a été effectué le 8 janvier 1924, a été déposé le 24 janvier 1924 au bureau des renseignements du cercle des Rehamna Sraghna Zemran, à Marrakech, et le 26 janvier 1924 à la Conservation foncière de Marrakech, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à partir du 26 février 1924, date de l'insertion de l'avis de dépôt au Bulletin Officiel.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements du cercle des Rehamna Sraghna Zemran, à Marrakech.

Rabat, le 7 février 1924.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
Décision du 30 décembre 1922

D'un jugement de défaut rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 24 octobre 1923, entre :

Mme Maria Mauri, épouse de M. Mohamed Sbaouldji, domiciliée de droit avec ce dernier, résidant de fait à Safi,

Et M. Mohamed Sbaouldji, médecin, actuellement sans domicile ni résidence connus,

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs dudit Mohamed Sbaouldji.

Pour extrait publié conformément à l'article 426 du dahir de procédure civile.

Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Avis de demande en divorce

Conformément à l'article 425 du dahir de procédure civile, M. Georges Paul Eugène Scvault, demeurant précédemment à Casablanca, hôtel de Franco, actuellement sans domicile ni résidence connus, est

invité à se rendre au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, dans un délai de deux mois, à compter de l'insertion du présent avis, pour y prendre connaissance d'une demande en divorce formée contre lui par la dame Antoinette Galenberg, son épouse.

Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

5^e arrondissement (Mazagan)

APPEL D'OFFRES

Le service des travaux publics à Mazagan demande des offres pour les fournitures de :

- 1^o Cinq mille kilogrammes de dynamite gomme.
- 2^o Deux mille détonateurs électriques.

Marchandises rendues à la poudrière des travaux du port de Mazagan, située à proximité des abattoirs.

Les soumissions, établies sur papier timbré, devront parvenir à M. l'Ingénieur chef du service des travaux publics, à Mazagan, avant le 25 février 1924, à 12 heures.

Le modèle de soumission portant indication des conditions de la fourniture sera remis aux fournisseurs qui en feront la demande à M. l'Ingénieur chef du service des travaux publics à Mazagan.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Construction d'un groupe opératoire au nouvel hôpital mixte d'Oujda

AVIS D'ADJUDICATION

Le 14 mars 1924, à 11 heures du matin, il sera procédé, dans les bureaux de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement des travaux publics d'Oujda, à l'adjudication des offres de prix de soumissions cachetées, des travaux ci-après désignés :

Construction d'un groupe opératoire au nouvel hôpital mixte d'Oujda

Montant du cautionnement provisoire : 7.000 francs.

Montant du cautionnement définitif : 14.000 francs.

Le montant du cautionnement provisoire devra être versé en espèces, avant l'adjudication, à la caisse de M. le Receveur du Trésor, à Oujda, ou à celle de M. le Trésorier général à Rabat.

Les références des entrepreneurs, accompagnées de tous

certificats utiles, devront être soumises au visa de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement d'Oujda, avant le 6 mars 1924.

Le dossier du projet peut être consulté dans les bureaux de M. le Directeur général des travaux publics, à Rabat, et dans ceux de l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement des travaux publics, à Oujda.

Les soumissions, ainsi que les pièces et le récépissé de cautionnement provisoire, seront renfermés séparément dans une enveloppe portant extérieurement la suscription : « Adjudication du 14 mars 1924. Construction d'un groupe opératoire au nouvel hôpital mixte d'Oujda », et devront parvenir par la poste en un seul pli recommandé à l'ingénieur des ponts et chaussées, chef de l'arrondissement des travaux publics d'Oujda, avant le 13 mars 1924, à 11 heures, terme de rigueur.

Des modèles de soumission seront délivrés aux entrepreneurs qui en feront la demande.

Fait à Oujda, le 9 février 1924.

VILLE DE TAZA

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo de huit jours (article 2 du dahir du 8 novembre 1924, sur la procédure d'urgence en matière d'expropriation), sera ouverte du 1^{er} mars au 8 mars 1924 inclus, sur un projet d'arrêté viziriel concernant la création d'un camp fortifié à proximité immédiate de la ville indigène de Taza.

Le projet d'arrêté viziriel et le dossier annexé seront déposés aux services municipaux de Taza, où les intéressés pourront les consulter et inscrire leurs observations sur un registre ouvert à cet effet.

Taza, le 15 février 1924.

Appel d'offres

La Manutention Marocaine à Casablanca demande des offres pour la fourniture de 6 barcasses de 30 tonnes, destinées au port de Casablanca.

Cette fourniture comprend 6 barcasses. Cautionnement provisoire : neuf mille francs (9.000 fr.).

Le cautionnement provisoire sera transformé en cautionnement définitif aussitôt après approbation du marché. Il sera constitué dans les conditions fixées par le dahir du 20 janvier 1917 (B. O. n° 223).

Les soumissions, établies sur

papier timbré, devront parvenir sous pli recommandé, avant le 1^{er} avril, dernier délai, à M. le Directeur général de la Manutention Marocaine, à Casablanca.

Les constructeurs qui désirent faire des offres pour cette fourniture pourront prendre connaissance du cahier des charges et du modèle de soumission tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures (dimanches et jours fériés exceptés), dans les bureaux de la direction de la Manutention Marocaine, à Casablanca.

EMPIRE CHÉRIFIEN

VIZIRAT DES HABOUS

Il sera procédé, le samedi 22 chaabane 1342 (29 mars 1924), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous, à Ouezzan, à l'adjudication pour la cession par voie d'échange, d'une maison en ruines, sise à Derb Boutouil, sur la mise à prix de 1.200 francs.

Pour renseignements, s'adresser au nadir à Ouezzan, au vizir des Habous, et à la direction des Affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le samedi 22 chaabane 1342 (29 mars 1924), à 10 heures, dans les bureaux des naïbs du vizir des Habous, à Fès, à l'adjudication pour la cession par voie d'échange d'un tiraze, n° 41, sis à El Keltanine, des Habous Karaouines, dont les dimensions suivantes: longueur, 7 m. 80 et 11 m. 50; largeur, 5 m. 70 et 3 m., sur la mise à prix de 15.000 francs.

Pour renseignements, s'adresser aux naïbs du vizir des Habous, au vizirat des Habous à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé, le samedi 22 chaabane 1342 (29 mars 1924), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous, à Safi, à l'adjudication pour la cession par voie d'échange d'une parcelle de terre de 1.000 mètres carrés, sise à Sidi Bouzid, sur la mise à prix de 3.000 francs.

Pour renseignements, s'adresser au nadir et au commissaire chérifien à Safi, au vizir des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Distribution par contribution Herisson et Nigita

Par ordonnance en date du 5 février 1924, M. le Juge-commissaire a déclaré ouverte la procédure de distribution des sommes provenant de diverses saisies-arrêt effectuées entre les mains de M. le Trésorier général du Protectorat à l'encontre des sieurs Hérisson et Nigita, entrepreneurs à Casablanca.

Tous les créanciers des sus-nommés devront, à peine de déchéance, produire leurs titres de créance dans un délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le Secrétaire-greffier en chef, NEIGEL.

BUREAU DES FAILLITES, LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Failite Guyot Paul

Suivant jugement en date du 19 février 1924, du tribunal de première instance de Casablanca, la date de la cessation des paiements du sieur Guyot Paul, ex-commerçant à Casablanca, qui avait été fixée provisoirement au 26 avril 1923, a été reportée au 15 février 1924.

Le Chef du bureau, J. SAUVAN.

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Avis d'appel d'offres

Le service des travaux publics à Casablanca demande des offres pour la fourniture de barcasas de 30 tonnes et 18 tonnes, destinées aux ports de Mazagan et d'Agadir.

Cette fourniture comprend deux lots :

Premier lot : 1 barcasas de 30 tonnes pour Mazagan. Cautionnement provisoire : 1.500 francs.

Deuxième lot : 2 barcasas de 18 tonnes pour Agadir. Cautionnements définitifs aussitôt après approbation des marchés. Ils seront constitués dans les conditions fixées par le dahir du 30 janvier 1917 (B. O. numéro 223).

Les soumissions, établies sur papier timbré, devront parvenir sous pli recommandé avant le 1^{er} avril 1924, dernier délai, à M. Delande, ingénieur en chef de la première circonscription technique du sud, à Casablanca.

Les constructeurs qui dési-

rent faire des offres pour cette fourniture pourront prendre connaissance des cahiers des charges et du modèle de la soumission tous les jours, de 9 heures à 12 heures et de 15 à 17 heures (dimanches et jours fériés exceptés), dans les bureaux de M. l'Ingénieur en chef de la première circonscription technique du sud, à Casablanca.

Etablissements incommodes, insalubres ou dangereux de première catégorie

ENQUÊTE

de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois à compter du 1^{er} mars 1924 est ouverte dans le territoire de Fédhala, sur une demande présentée par M. Manuel Vergara, industriel à Fédhala, à l'effet d'être autorisé à installer à Fédhala une usine de conserves de poissons.

Le dossier est déposé dans les bureaux du contrôle civil de Fédhala, où il peut être consulté.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu par défaut le 31 août 1923, entre :

M. Louis Clément Auguste Longuet, serrurier, demeurant à Rabat, 36, boulevard de la Tour-Hassan, admis au bénéfice de l'assistance judiciaire par décision du bureau de Rabat, en date du 17 février 1923, demandeur;

Et Mme Suzanne Francine Leroy, épouse Longuet, dactylographe aux travaux publics, demeurant à Oujda, défenderesse défaillante.

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs exclusifs de l'épouse.

Le Secrétaire-greffier en chef, A. KUHN.

Compagnie du Sud Marocain

Société anonyme au capital de 1.500.000 francs dont le siège social est à Paris rue de Mogador, n° 20 transféré rue de la Victoire, n° 94

STATUTS

Aux termes d'un acte sous signatures privées, fait en quatre exemplaires à Paris, le 30 octobre 1923, dont l'un est de-

meuré annexé à la minute d'un acte en constatant le dépôt, reçu par M^e Courcier, notaire à Paris, le même jour, 30 octobre 1923, et d'un autre acte également sous signatures privées, fait en quatre originaux à Paris, le 11 décembre 1923, dont l'un est demeuré annexé à la minute d'un acte en constatant le dépôt reçu par ledit M^e Courcier, le même jour (11 décembre 1922).

Il a été établi par M. Charles Coquerel, chevalier de la Légion d'honneur, secrétaire général de la Banque Coloniale d'Etudes, et d'Entreprises Mutuelles, demeurant à Paris, rue Madame, 1, les statuts d'une société anonyme contenant entre autres dispositions celles suivantes ci-après littéralement rapportées :

Article premier. — Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société qui sera régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

Art. 2. — La société prend la dénomination de « Compagnie du Sud Marocain ».

Art. 3. — La société a pour objet :

L'achat, la mise en valeur, l'exploitation de terrains agricoles sis dans le protectorat français du Maroc et particulièrement le domaine de Dnassa, dont il est parlé plus loin.

L'achat, la vente ou la revente, la location, la gérance, l'échange de toutes propriétés rurales ou urbaines, l'édification de toutes constructions de toutes natures, l'obtention de toutes concessions, l'acquisition de toutes propriétés mobilières ou immobilières, leur mise en valeur par l'exploitation directe ou indirecte, toutes opérations commerciales d'exportation et d'importation sur tous produits, marchandises, objets quelconques, toutes opérations industrielles.

La participation directe ou indirecte à des sociétés pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, françaises ou étrangères, d'apports, souscriptions, achats de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement.

D'une manière générale toutes opérations d'ordre agricole, commercial, industriel, mobilier, immobilier, financier, minier, toutes opérations de transport ou autres se rattachant aux objets ci-dessus. Le tout soit en France ou dans les colonies françaises, pays de protectorat et principalement au Maroc.

Art. 4. — Le siège de la société est à Paris, rue de Mogador, 20. Il pourra être transféré en tout autre endroit à Paris, par simple décision du conseil d'administration, et dans toute autre ville en France, ou aux

colonies et pays de protectorat, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Art. 5. — La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Art. 6. — *Apport de M. Egret.*
Aux présentes est intervenu M. Egret, propriétaire, demeurant à Marrakech (Maroc), lequel a déclaré apporter à la présente société :

Une propriété connue sous le nom de « Domaine de Dnassa », et situé dans la région d'Amiz Miz (Maroc), d'une contenance approximative de cinq mille hectares, sur lesquels sont plantés environ treize mille oliviers.

Ledit domaine, borné :
Au nord, par Ouchefild, par Arbalo, Ait Bouzid et Tachebih.
A l'est, par Ouchefild et Tirardine.

Au sud, par Tirardine.
Et à l'ouest, par Tachebih, par Tiguedilt, Tidli et Ait Iriri.
Ainsi, au surplus que ledit domaine existe, se poursuit et comporte avec toutes ses aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.

Origine de propriété

L'origine de propriété du domaine présentement apporté à la société sera établie ultérieurement par acte en suite des statuts dans le délai de trois mois à compter du jour de la constitution définitive de la société et M. Egret s'oblige à faire la remise des titres et pièces nécessaires pour cet établissement dans ledit délai.

Charges et conditions de cet apport

1° *Garantie :*
L'apport qui précède est fait sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière.

2° *Propriété et jouissance :*
La présente société aura la propriété et la jouissance du domaine ci-dessus apporté à compter du jour de sa constitution définitive.

3° *Etat et contenance :*
Elle prendra le domaine dont s'agit dans l'état où il se trouvera lors de son entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur, pour vices de construction et dégradation des immeubles.

Dans le cas où, après avoir effectué l'arpentage du domaine la superficie de celui-ci serait reconnue inférieure à cinq mille hectares, M. Egret, apporteur, devra rembourser à la présente société une somme de cinquante-six francs par hectare trouvé en moins pour les terrains non plantés. De même, M. Egret devra rembourser une somme de quarante francs par arbre si le nombre des oliviers était inférieur à treize mille.

4° Servitudes :

Elle souffrira les servitudes passives apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le domaine apporté, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls.

A cet égard, M. Egret déclare qu'il n'est pas à sa connaissance qu'il existe des servitudes sur ledit domaine et que, personnellement, il n'en a conféré aucune.

5° Impôts et charges :

Elle acquittera tous impôts, taxes, primes et cotisations d'assurances et généralement toutes les charges grevant le terrain apporté, le tout à compter du jour de son entrée en jouissance, étant toutefois ici spécifié que l'impôt de plus-value dont M. Egret pourrait être passible restera entièrement à la charge de ce dernier.

Elle devra, à compter du même jour, exécuter tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du domaine apporté, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls sans recours contre M. Egret.

6° Exécution des baux :

Elle devra exécuter tous les baux, locations et métagages qui ont pu être consentis par M. Egret et en supportera et exécutera les charges et conditions, de manière que celui-ci ne puisse jamais être inquiété ni recherché à ce sujet.

7° Formalités.

Dès la constitution de la présente société, M. Egret s'engage à faire transférer à ses frais vis-à-vis des autorités indigènes, au nom de ladite société, tous les titres de propriété concernant le domaine apporté. En cas de contestations sur la validité de ces titres, il devra faire toutes diligences utiles pour leur régularisation et assumer tous les frais résultant des oppositions et des procès qui pourraient intervenir. Les frais d'enregistrement seront seuls à la charge de la société.

Pareillement, lorsque le service de la Conservation Foncière sera installé pour la région d'Amiz Miz et que l'immatriculation pourra être demandée, M. Egret s'engage à aider la société pour obtenir cette immatriculation et à faire lever toutes les oppositions qui pourraient se produire relativement aux titres de propriété transférés à la société.

Rémunération

L'apport ci-dessus est fait à la charge par la présente société de payer à M. Egret une somme de cinq cent cinquante mille francs en espèces, ladite somme exigible :

A concurrence de trois cent mille francs le jour de la constitution définitive de la société.

Et pour le surplus, soit deux cent cinquante mille francs, après la remise des titres de propriété régularisée au nom de la société.

En outre, en représentation complémentaire de l'apport immobilier de M. Egret, il lui est attribué cinq cents actions de cinq cents francs chacune entièrement libérées de la présente société numérotées de un à cinq cents (1 à 500).

Apport de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles

Aux présentes est également intervenu M. Froment-Guieysse Georges, président directeur de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, demeurant à Paris, boulevard Saint-Germain, 32.

Agissant au nom et comme mandataire de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, société anonyme ayant son siège à Paris, rue de Mogador, 20, en vertu d'une délibération du conseil d'administration de ladite société, en date du 19 octobre 1922, de laquelle **un extrait** conforme par M. le Président dudit conseil, va demeurer ci-annexé après mention.

Lequel a déclaré apporter à la présente société :

Le bénéfice des études, plans, devis, travaux préparatoires et voyages au Maroc en vue de l'obtention des options nées et la reconnaissance de la mise en valeur et de l'exploitation de ladite propriété.

Le bénéfice de ses différentes études industrielles et commerciales, ainsi que les concours financiers, commerciaux et industriels qu'elle s'est assurés pour la constitution de la présente société.

Rémunération

En représentation et comme prix de l'apport qui précède, il est attribué à la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles :

1° Une somme de dix mille francs en espèces, à titre de remboursement de frais d'études qui sera versée à ladite société le jour même de la constitution définitive de la présente société, constitution qui lui en vaudra décharge :

2° Cent actions entièrement libérées de la présente société au capital de cinq cents francs chacune, lesdites actions numérotées de cinq cent un à six cents (501 à 600).

Ces cent actions ne peuvent, conformément à la loi être détachées de la souche et ne seront négociables que deux ans après la constitution de la société.

Durant ce temps, elles devront, à la diligence des administrateurs, être frappées d'un

timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

3° Et vingt-cinq pour cent de bénéfices nets de la société jusqu'à son expiration et sa liquidation, alors même que sa durée serait prorogée après les prélèvements pour la réserve légale et pour un premier dividende de sept pour cent à servir aux actions, et de dix pour cent au conseil d'administration, ainsi qu'il est stipulé sous les articles 46 et 51 ci-après.

Pour représenter ce droit, à une portion des bénéfices sociaux, il sera créé trois mille titres de parts de fondateur au porteur sans valeur nominale donnant droit chacun à un trois millième de ladite portion de bénéfices.

Ces titres sont extraits d'un livre à souche numéroté de un à trois mille (1 à 3.000) revêtus du timbre de la société et de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un délégué du conseil. Ils sont cessibles par la simple tradition.

Les dispositions des articles 14 et 17 ci-après leur sont applicables.

La société aura le droit, à toute époque, de racheter les parts, contre espèces ou actions, moyennant un prix qui ne dépassera pas cent francs par part. A ce dernier prix, le rachat sera obligatoire pour tous les porteurs de parts, sans qu'il y ait besoin de l'assentiment de l'assemblée générale des porteurs de parts. Dans le cas où les parts ne pourraient être rachetées que partiellement, les parts à racheter seront déterminées par le tirage au sort.

La société se réserve le droit à toute époque de racheter les parts de gré à gré, soit du consentement des porteurs de parts, soit même avec l'assemblée générale des porteurs de parts.

Les parts rachetées seront annulées et la quotité des bénéfices afférents appartiendra aux actionnaires.

Les parts de fondateur ne confèrent aucun droit de propriété sur l'actif social, mais seulement un droit de partage dans les bénéfices.

Les porteurs de parts ne peuvent s'immiscer à ce titre dans les affaires sociales et dans l'établissement des comptes, ni critiquer les réserves et les amortissements et ils n'ont pas le droit d'assister aux assemblées générales des actionnaires. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, notamment pour la fixation des dividendes leur revenant, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

Ils ne peuvent non plus s'opposer aux décisions souveraines de l'assemblée générale des ac-

tionnaires, notamment en cas de dissolution anticipée, de fusion, de transformation et de cession totale ou partielle de l'actif social.

En cas d'augmentation ou de réduction de capital, les droits des parts de fondateur à leur portion de bénéfices ne sont pas modifiés, ils sont maintenus quel que soit le chiffre du capital social et leur diminution ne peut avoir lieu qu'avec l'approbation d'une assemblée générale de l'association formée, ainsi qu'il sera dit sous l'article 54.

Toutefois, il est expressément stipulé sans qu'à cet égard il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de l'assemblée générale des porteurs de parts ;

Qu'en cas d'augmentation du capital, les parts de fondateur ne pourront pas s'opposer au prélèvement d'un premier dividende de sept pour cent simple ou cumulatif au profit du nouveau capital, non plus qu'aux droits et avantages de toute nature qui pourraient être attribués aux actions de priorité s'il en était créé.

Et qu'en cas de réduction du capital par suite de pertes ou de dépréciation d'actif, l'assemblée générale des actionnaires pourra décider que, malgré cette réduction, le premier dividende de sept pour cent à servir annuellement aux actionnaires et le capital à leur rembourser seront calculés sur le capital social primitif.

Pour la représentation des intérêts des porteurs de parts de fondateur, il est créé entre eux une association sous l'article 54 des présents statuts.

Art. 7. — Le capital social est fixé à un million cinq cent mille francs, divisé en trois mille actions de cinq cents francs chacune dont six cents (numérotées de 1 à 600) entièrement libérées, sont attribuées en représentation d'apports comme il vient d'être dit et deux mille quatre cents (numérotées de 601 à 3000) sont à souscrire en numéraire.

Art. 8. — Le montant des actions à souscrire en espèces est payable, savoir :

Le premier quart, soit cent vingt-cinq francs par action, lors de la souscription, et le surplus conformément aux appels faits par le conseil d'administration qui fixera l'importance de la somme appelée, les lieux et les époques où les paiements devront être effectués.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires, soit par lettre, soit par un avis inséré quinze jours avant l'époque fixée pour chaque versement dans un journal d'annonces légales de Paris.

Les actionnaires auront à toute époque le droit, soit en partie soit entièrement, de libérer leurs actions par anticipation.

Art. 18. — La société est administrée par un conseil d'administration, composé de membres au moins et de onze membres au plus, et renouvelés pour six années par l'assemblée générale. Ils sont rééligibles.

Le premier conseil sera nommé pour six années par l'assemblée constitutive et sera renouvelé en entier à l'expiration des six premières années. Le conseil se renouvellera ensuite tous les ans, à raison d'un nombre d'administrateurs déterminé, suivant le nombre des membres en fonctions, en alternant s'il y a lieu, de façon que le renouvellement soit aussi égal que possible et complet dans chaque période de six ans.

Art. 22. — Le conseil se réunit à Paris au siège social ou dans tout autre endroit qu'il désigne, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les réunions ont lieu soit sur convocation du président, soit sur convocation de deux de ses membres.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de trois administrateurs au moins est nécessaire pour la validité des délibérations du conseil d'administration.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

Art. 23. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre tenu au siège de la société et signés par l'administrateur qui aura présidé la séance et un autre membre du conseil.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président du conseil ou un administrateur et la justification du nombre des administrateurs en exercice résulte vis-à-vis des tiers, de la simple énonciation dans le procès-verbal des noms des administrateurs présents et de ceux non présents.

Art. 24. — Le conseil d'administration représente la société activement et passivement et exerce tous les droits de la société.

Il a les pouvoirs de gestion et d'administration du gérant le plus autorisé dans une société commerciale en nom collectif.

Art. 25. — Tous les actes décidés par le conseil d'administration et concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires, les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce, sont signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation spéciale du conseil à un seul administrateur ou à tout autre mandataire, ainsi qu'il est dit à l'article 26 ci-après.

Art. 26. — Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs ou à un ou plusieurs directeurs pris même hors de son sein; il en fixe la rémunération soit fixe, soit proportionnelle qui sera portée aux frais généraux.

Le conseil peut, en outre, confier des pouvoirs à toute personne que bon lui semble par un mandat spécial et pour un objet déterminé.

Art. 41. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés des membres du bureau.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par un autre membre du conseil d'administration.

Art. 46. — Les produits de la société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales et de tous amortissements, constituent les bénéfices nets.

Il est d'abord prélevé :

1° Cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand le fonds a atteint le dixième du capital; il reprend son cours si la réserve vient à être entamée.

2° La somme nécessaire pour verser aux actionnaires à titre de premier dividende, sept pour cent des sommes dont leurs actions sont libérées et non amorties.

Sur le surplus, dix pour cent sont attribués au conseil d'administration qui en fait la répartition entre ses membres comme il le juge convenable.

Sur l'excédent, l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, affecter le prélèvement de toutes sommes à tels objets qu'il jugera utile aux intérêts sociaux, notamment à des amortissements, à la création de réserves extraordinaires ou de prévoyance, au rachat, à l'amortissement ou à la libération totale ou partielle des actions, au rachat des parts de fondateur.

Le solde sera distribué :

Soixante-quinze pour cent aux actions, comme complément de dividende.

Vingt-cinq pour cent aux parts de fondateur.

Déclaration de souscripteur et de versement

Aux termes d'un acte reçu par M^e Courcier, notaire sus-nommé, le 7 décembre 1923.

M. Coquerel ci-dessus dénommé, qualifié et domicilié, fondateur de la société,

A déclaré que les deux mille quatre cents actions de cinq cents francs chacune de ladite société, qui étaient à émettre en

espèces, avaient été entièrement souscrites par soixante-dix-neuf personnes ou sociétés, et qu'il avait été versé en espèces, par chaque souscripteur une somme égale à la moitié du montant des actions par lui souscrites, soit au total six cent mille francs déposés à la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, dont le siège est à Paris, rue de Mogador, 20.

A l'appui de ces déclarations, M. Coquerel a représenté une liste nominative des souscripteurs et l'état des versements opérés, laquelle pièce, après avoir été certifiée sincère et véritable par lui est demeurée annexée audit acte.

Assemblées générales constitutives

Des originaux de deux délibérations prises par l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme dite « Compagnie du Sud Marocain », la première le 12 décembre 1922 et la deuxième le 20 décembre suivant, lesdits originaux déposés au rang des minutes de M^e Courcier, notaire sus-nommé, suivant acte reçu par lui le 13 janvier 1923.

Il appert,

De la première délibération :
Que l'assemblée

A reconnu sincère et véritable la déclaration de souscription et de versement faite par M. Charles Coquerel, aux termes de l'acte reçu par ledit M^e Courcier, le 7 décembre 1923 sus-énoncé, et a nommé M. Paul Restany comme commissaire aux apports, à l'effet de rechercher la valeur des apports faits à la société et d'examiner les divers avantages contenus aux statuts.

Et de la deuxième délibération :

Que l'assemblée,

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. Restany, commissaire, a :

Premièrement approuvé purement et simplement le rapport fait par M. Paul Restany et, en conséquence, approuvé les apports en nature faits à la société par M. Egret et par la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, et les avantages particuliers, ainsi que le tout en résulte des statuts.

Deuxièmement, nommé comme premiers administrateurs, dans les termes de l'article 18 des statuts :

1° M. Alexandre Descours Desacres, avocat, demeurant à Paris, boulevard Raspail, 17.

2° M. Jean Carnot, ingénieur civil des mines, demeurant à Paris, chaussée de la Muette, 11.

3° M. Albert Egret, propriétaire, demeurant à Marrakech (Maroc).

4° M. Georges Froment-Guieysse, président directeur de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, demeurant à Paris, rue des Saints-Pères, 15.

5° M. Emile Lemoigne, industriel, demeurant à Paris, rue Lafayette, 44.

6° M. le général Marchand, demeurant à Gouvioux, rue de Chantilly, 23.

7° M. Henri Picot, vice-président de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, demeurant à Paris, rue de Stockholm, 5.

8° Et la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises Mutuelles, dont le siège social est à Paris, rue de Mogador, 20.

Troisièmement, nommé M. Pierre Bayle, employé au ministère des finances, demeurant à Paris, rue des Beaux-Arts, 5. M. Dujardin, comme commissaire et commissaire suppléant, pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice social et sur la situation de la société, conformément à la loi.

Quatrièmement, approuvé les statuts de la société anonyme « Compagnie du Sud Marocain », tels qu'ils ont été établis aux termes des actes susénoncés, des 30 octobre et 11 décembre 1922.

Une expédition entière des statuts de l'acte de déclaration de souscription et de versement, avec la liste qui a été jointe et une expédition de dépôt des procès-verbaux des deux assemblées constitutives, le tout susénoncé, ont été déposées, le 17 janvier 1923, à chacun des greffes du tribunal de commerce de la Seine et de la justice de paix du neuvième arrondissement de Paris.

Pour extrait et mention :
COURCIER.

Les mêmes pièces ont été déposées :

1° Au secrétariat-greffe du tribunal de paix de Marrakech, le 25 janvier 1923.

2° Et au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca le 9 février 1924.

Pour mention :

Le Conseil d'administration.

N.-B. — L'extrait prévu par la loi en vigueur sur les sociétés a paru dans la *Gazette des Tribunaux du Maroc*, n° 114 du 14 février 1924.

AVIS

Délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Ouldjet Soltane (région de Meknès)

Réquisition de délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Ouldjet Soltane (région de Meknès)

Le Conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc.

Vu l'art. 3 du dahir du 3

janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'administration du domaine de l'Etat.

Requiert la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Ouldjet Soltane (situés sur le territoire des tribus Aït Hammou Boumane, Aït Halli, Aït Mimoun, Aït Sibourn, Aït Ichcho, Aït Allah, Zitchoouen, Aït Hattem).

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux et d'affouage au bois mort pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 15 mars 1924.

Rabat, le 27 novembre 1923.
BOUDY.

Arrêté viziriel du 30 décembre 1923 (22 joumada I 1342) relatif à la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Ouldjet Soltane (région de Meknès)

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la réquisition en date du 27 novembre 1923 du conservateur des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, tendant à la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Ouldjet Soltane (région de Meknès),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des massifs forestiers situés sur le territoire des tribus ci-après désignées :

Aït Hammou Boulmane ;
Aït Halli ;
Aït Mimoun ;
Aït Sibourn ;
Aït Ichcho ;
Aït Allah ;
Zitchoouen ;
Aït Hattem,

dépendant de l'annexe d'Ouldjet Soltane (région de Meknès).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 15 mars 1924.

Fait à Marrakech, le 23 joumada I 1342 (30 décembre 1923).

BOUCHAÏN DOUKALI,

Suppléant du Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 janvier 1924.

Le Maréchal de France,
Commissaire résident général,

LYAUTEY

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble domanial dit « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda (Chaouïa-nord)

Arrêté viziriel

ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda (Chaouïa-nord)

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341) ;

Vu la requête en date du 10 novembre 1923, présentée par le chef du service des domaines et tendant à fixer au 3 mars 1924 les opérations de délimitation de l'immeuble domanial dit « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda — anexe de Boulhaut (Chaouïa-nord) ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dit « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda — anexe de Boulhaut (Chaouïa-nord).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 3 mars 1924, à 9 h. du matin, à l'angle nord-ouest de la propriété, à proximité du Dar Caïd Ahmed, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 23 joumada I 1342 (1^{er} janvier 1924).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 5 janvier 1924.

Pour le Maréchal de France,
Commissaire résident général,

Le Secrétaire général du Protectorat,

DE SORBIER DE POUGNADORESSÉ.

Réquisition de délimitation concernant un immeuble domanial dit « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda (Chaouïa-nord)

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat chérifien (domaine privé), en conformité des dispositions de l'article 3

du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejev 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble makhzen dénommé « Périmètre de colonisation des Ben Sliman », situé sur le territoire de la tribu des Ziaïda, consistant en un terrain de culture d'une superficie approximative de 500 hectares, et limité ainsi qu'il suit :

Au nord, ligne séparative de la propriété des héritiers du caïd Ahmed ben Amar.

A l'est, limite de la forêt des Ben Sliman, en passant par les bornes 53, 52, 51, 50, 49, 48, 47 du service des forêts.

Au sud, ligne séparative du terrain makhzen dit « village de Camp Boulhaut », puis la route neuve de Camp Boulhaut à Casablanca, enfin ligne séparative des Ouled ben Sliman.

A l'ouest, piste de Boucheron à Camp Boulhaut, puis la ligne séparative de la propriété de la Compagnie des Chargeurs Marocains, enfin ancienne route de Camp Boulhaut à Casablanca.

Telles, au surplus, que ces limites sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines il n'existe sur ledit immeuble aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des routes appartenant au domaine public et d'une piste de 30 mètres réservée aux collectivités pour accès à la forêt.

Les opérations de délimitation commenceront le 3 mars 1924, à l'angle nord-ouest de la propriété, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Rabat, le 10 novembre 1923.

FAVEREAU.

SERVICE DES DOMAINES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation de l'immeuble domanial dénommé Bladat de Bousfa et Feddane Touimesna, tribu des Ouled Amran (Doukkala), dont le bornage a été effectué le 3 octobre 1923, a été déposé le 10 décembre 1923 au bureau des renseignements ou du contrôle civil de Sidi ben Nour, et le 2 janvier 1924 à la Conservation foncière de Casablanca, où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de trois mois à partir du 29 janvier 1924, date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel*.

Les oppositions seront reçues au bureau du contrôle civil de Sidi ben Nour.

AVIS

Mme Martin Cécile a vendu ses lots de terrains avec immeubles, fonds de commerce et matériel, sis à Kasbah Tadla. Pour oppositions, s'adresser à Lorion, café des Alliés, à Kasbah Tadla.

Pour deuxième et dernière insertion.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

D'un jugement de défaut rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 25 juillet 1923, entre :

Le sieur Joseph Deprade, demeurant à Casablanca, 161, rue de Bouskoura,

Et la dame Rosine Oléo, épouse Deprade, domiciliée de droit avec son mari, demeurant en fait à Tlemcen, rue Djimnès,

Il appert que le divorce a été prononcé aux torts et griefs de ladite dame Oléo, épouse Deprade.

Le Secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

BUREAU DES FAILLITES LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Liquidation judiciaire
Michel Charles

Par jugement du tribunal de première instance de Casablanca, en date du 12 février 1924, le sieur Michel Charles, négociant à Casablanca, restaurant Guillaume-Tell, rue du Mara-

boul. admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement audit jour 12 février 1924.

Le même jugement nomme M. S. vin juge-commissaire. M. Causse liquidat.

Le Chef du bureau
J. SAUVAN.

BUREAU DES FAILLITES LIQUIDATIONS ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES DE CASABLANCA

Succession vacante
Louis Causse

Par ordonnance de M. le Juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 17 février 1924, la succession de M. Louis Causse, en son vivant demeurant à Casablanca, 30, rue de Tours, a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Gaston Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants-droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants-droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société Anonyme

Capital : 100.000.000 fr. entièrement versés. — Réserves : 90.000.000 de francs.

Siège Social à Paris : 50, rue d'Anjou

AGENCES : Bordeaux, Cannes, Colte, Marseille, Montpellier, Nice, Antibes, Fréjus, Grasse, Marseille (Joliette) Nantes, Ropte-Carlo, Nice (Garibaldi), Vichy et dans les principales villes et localités de l'ALGÉRIE et de la TUNISIE

AU MAROC : Casablanca, Tanger, Fès-Mellah, Fès-Médina, Kénitra, Larache, Marrakech-Médina, Marrakech-Bouidiz, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Ouzann, Rabat, Safi, Salé et Taza

Comptes de dépôts : à vue et à préavis. Bons à échéance fixe. Taux variant suivant la durée du dépôt. Escompte et encaissement de tous effets. Opérations sur titres, opérations de change. Location de coffres-forts. Toutes opérations de Banque et de Bourse.

CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

Société anonyme au capital de 125.000.000 de francs. — Fondée en 1880

Siège social : ALGER, Boulevard de la République, 8

Siège Administratif : PARIS, 43, rue Cambon

Succursales à Londres, Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, Smyrne, Beyrouth, Malte, Gibraltar

Succursales et agences dans les principales villes d'Algérie et de Tunisie

AU MAROC : Casablanca, Fedalah, Fès-Mellah, Fès-Médina, Kénitra, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oujda, Rabat, Safi, TANGER, Larache, Métilia

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Prêts fonciers. — Ordres de Bourse — Location de Coffres-forts. — Change de Monnaie — Dépôts et Virements de Fonds. — Escompte de papier. — Encaissements. — Ouverture de Crédit.

IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE D'ALGER N° 3783

LA TOUX

Quelle que soit son origine
est TOUJOURS INSTANTANÉMENT SOULAGÉE
par l'emploi des

PASTILLES VALDA

ANTISEPTIQUES
PRODUIT INCOMPARABLE
CONTRE

RHUMES, RHUMES de CERVEAU,
MAUX de GORGE, LARYNGITES récentes ou invétérées,
BRONCHITES aiguës ou chroniques, GRIPPE,
INFLUENZA, ASTHME, EMPHYSEME, etc.

FAITES BIEN ATTENTION
DEMANDEZ, EXIGEZ

DANS TOUTES LES PHARMACIES
la BOTTE de VÉRITABLES
PASTILLES VALDA
portant le nom
VALDA

Certifié authentique le présent exemplaire du
Bulletin Officiel n° 592, en date du 26 février 1924,
dont les pages sont numérotées de 381 à 428 inclus.

Rabat, le.....192...

Vu pour la légalisation de la signature
de M.....
apposée ci-contre.

Rabat, le.....192...